

RAPPORT **D'ACTIVITÉ** ***2020***

LATTS

LABORATOIRE TECHNIQUES
TERRITOIRES ET SOCIÉTÉS

LATTS - Laboratoire Techniques,

Territoires et Sociétés

LATTS (UMR 8134)

Unité mixte de recherche CNRS, École des Ponts
ParisTech, Université Gustave Eiffel

Adresses :

École des Ponts ParisTech
6 et 8, avenue Blaise-Pascal
Cité Descartes - Champs-sur-Marne
77455 Marne-la-Vallée cedex 2

Université Gustave Eiffel
5, boulevard Descartes
Cité Descartes - Champs-sur-Marne
77454 Marne-la-Vallée cedex 2

Tél. : 01 81 66 85 32

Site web :
www.latts.fr

Directrice :

Nathalie Roseau

Directeurs adjoints :

Alexandre Mathieu-Fritz
et François-Mathieu Poupeau

Secrétaire générale :

Assetou Coulibaly

Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, qui est venu s'ajouter aux craintes soulevées par l'évolution du paysage de l'enseignement supérieur et de la recherche, le LATTS s'est efforcé, en 2020, de poursuivre au mieux son activité. Il a, pour ce faire, misé sur la force et la solidarité de son collectif, mobilisé pour répondre aux problèmes rencontrés par ses membres, notamment par les doctorants, profondément affectés par la crise sanitaire. L'écoute des besoins individuels, la recherche de solutions adaptées ont été privilégiées, afin d'accompagner au mieux les uns et les autres durant cette période difficile. L'accent a été mis également sur l'animation scientifique du laboratoire, avec la création d'un séminaire général, dans le but de continuer à faire lien ensemble, autour des traits qui nous sont communs. Malgré toutes ces difficultés, l'activité du LATTS s'est maintenue cette année à un très bon niveau, tant en termes de publications que de projets de recherche.

Excellente lecture !

Alexandre Mathieu-Fritz

François-Mathieu Poupeau

Nathalie Roseau

SOMMAIRE

6

PRÉSENTATION DU LABORATOIRE

- 8 Faits marquants 2020
- 9 Effectifs du laboratoire
- 12 Gouvernance interne
- 14 Éléments budgétaires et recherche partenariale
- 16 Axes de recherche
- 21 Animation scientifique du laboratoire
- 22 Responsabilités au sein des établissements de tutelle

24

ACTIVITÉS DE RECHERCHE ET PRODUCTIONS SCIENTIFIQUES

- 25 Opérations de recherche
- 32 Publications
- 34 Thèses soutenues

38

ANIMATION DE LA RECHERCHE

- 39 Activités éditoriales
- 42 Organisation de manifestations scientifiques
- 43 Participation à des comités et réseaux scientifiques

44

FORMATION PAR LA RECHERCHE ET RESPONSABILITÉS DE FORMATIONS

- 45 Responsabilités dans des formations
- 47 Recherche doctorale

50

DIFFUSION DU SAVOIR

- 51 Expertise
- 54 Médias

56

ANNEXES

- 57 Liste des effectifs
- 59 Liste des publications
- 65 Liste des opérations de recherche
- 68 Liste des thèses en cours
- 69 Liste des contrats de recherche
- 70 Liste des responsabilités dans des formations
- 71 Motion du LATTS sur la loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR)

Pour des raisons de simplicité, ce rapport d'activité ne sera pas rédigé en écriture inclusive.

PRÉSENTATION *DU LABORATOIRE*

- Le LATTS est un laboratoire de recherche **pluridisciplinaire** en **sciences humaines et sociales** spécialiste de la **ville** et des **territoires**, de l'**action publique** et du **travail**. Au croisement de plusieurs disciplines (aménagement, géographie, histoire, sciences politiques, sociologie, etc.), il s'attache notamment à comprendre la manière dont les infrastructures et les **dispositifs techniques** sont façonnés par les mondes sociaux et, inversement, comment ils contribuent à les transformer. Fondé en 1986 autour des thématiques de la ville et de ses réseaux ainsi que des entreprises et de leurs modèles d'organisation de la production, le LATTS pratique le dialogue entre les sciences sociales et les mondes techniques, partant du constat que ceux-ci revêtent une importance particulière et croissante dans les transformations économiques, politiques, spatiales et sociétales. Les chercheurs du laboratoire étudient ainsi les dynamiques liées aux grands réseaux de communication et d'énergie, aux environnements construits (bâtiments, aménagements, équipements), aux dispositifs de gestion des organisations ou aux outils de visualisation et de surveillance. Sensible, depuis sa création, aux problématiques et préoccupations des ingénieurs, le LATTS accorde une attention particulière aux infrastructures de gestion des flux matériels et informationnels, dont le fonctionnement du monde contemporain dépend de manière toujours plus étroite.

- En se focalisant sur la dimension sociale et politique des mondes techniques, le LATTS a l'ambition d'éclairer les **mutations** qui affectent les **territoires urbanisés**, les **administrations de l'État et des collectivités locales**, les **firmes** et les **systèmes productifs**. Ce faisant, il souhaite contribuer aux débats scientifiques portant sur trois enjeux majeurs pour les sociétés contemporaines : (i) les modalités de production, reproduction et transformation des formes de rapport à l'espace ; (ii) les nouveaux dispositifs techniques qui équipent et socialisent les individus, entraînant une mutation des relations qu'ils entretiennent avec les structures collectives ; (iii) les enjeux politiques et organisationnels de ces dispositifs, appréhendés comme un facteur important d'innovation et de changement sociotechnique. À travers des enquêtes de terrain, notamment comparatives, les recherches menées au LATTS portent une **triple ambition** : pratiquer une **interdisciplinarité exigeante**, affirmer le principe d'un **solide étayage empirique des recherches**, favoriser le **débat et la production théorique**. Une part importante des recherches qui sont engagées actuellement au laboratoire touche plus particulièrement à l'analyse des transitions écologiques et numériques à l'œuvre dans nos sociétés, ainsi qu'aux questions de risques, de financiarisation, de crises, de travail et d'organisation.

- Unité mixte de recherche, le LATTS regroupe des chercheurs et enseignants-chercheurs issus du **CNRS**, de l'**École des Ponts ParisTech** (ENPC) et de l'**Université Gustave Eiffel** (UGE). Cette triple appartenance explique pour une part la singularité de l'approche scientifique du laboratoire. Le LATTS est naturellement **très présent dans les formations** de l'Université Gustave Eiffel (licence et master), ainsi que dans celles de l'École des Ponts ParisTech (masters et mastères spécialisés), au sein desquelles interviennent ses membres, tous statuts confondus. Enfin, le LATTS est fortement impliqué dans l'**animation de la recherche** à l'échelle de l'Université Paris-Est Sup, notamment à travers sa contribution aux **Laboratoires d'excellence (LabEx) Futurs Urbains et Sites (Sciences, Innovations et Techniques En Société)**.

FAITS MARQUANTS 2020

- L'année 2020 a été marquée par la survenue de la **pandémie de COVID-19**. Les projets, publications, partenariats du laboratoire se sont poursuivis au rythme des confinements répétés qui ont entravé pour partie le travail de recherche : rupture de la sociabilité, inaccessibilité de plusieurs terrains, réduction de l'espace des rencontres scientifiques, perturbations de l'activité internationale. Dans ces conditions, le laboratoire a privilégié la cohésion du collectif de travail en renforçant les espaces communs virtuels : réunions d'axes, séminaire général, ateliers d'échanges, conseils de laboratoire, assemblée générale. Le parcours doctoral a lui aussi fait l'objet d'une attention soutenue, afin d'accompagner plus spécifiquement les jeunes chercheurs dans le déroulement de leur projet scientifique.
- Le **projet quinquennal** du LATTS est maintenant bien engagé autour de ses 4 axes scientifiques (cf. partie « Axes de recherche ») et de fronts de recherche tels que les transitions énergétiques et numériques, la métropolisation ou la gestion des risques. Ces objets s'inscrivent dans les recherches menées sur les grands systèmes sociotechniques complexes, avec une attention toujours soutenue à la dimension territoriale et aux transformations de l'action collective.
- Au cours de cette année, le LATTS a bénéficié de l'**arrivée de nouveaux membres** : une post-doctorante (Rina Kojima), une ingénieure de recherche (Sarah Dubeaux), une ingénieure d'études (Marika Rupeka) et cinq doctorants (Ismail Hamoumi, Timoté Hebert, Matthias Heinrich, Sofia Laborde-Fernandez et Olga Suslova). Flora Aubert, Corinne Belvèze, Sofia Guevara, Rina Kojima et Marie Veltz ont **soutenu leur thèse**. Au titre des **prix et distinctions**, les docteurs du LATTS ont été une nouvelle fois mis à l'honneur pour leurs travaux. Dilara Trupia a remporté le prix de thèse de l'Université Paris-Est Sup « Organisation, Marchés, Institutions », ainsi que le prix spécial « Territoire » dans le cadre du partenariat de l'Université Paris-Est et de la Communauté d'Agglomération Paris-Vallée de la Marne. Lise Desvallées a quant à elle remporté le prix de thèse de l'Université Paris-Est Sup « Ville, Transports et Territoires » et le prix de thèse de l'École des Ponts Paristech.
- **14 nouveaux contrats** ont été signés au cours de l'année, confortant la qualité des relations nouées par le laboratoire avec des acteurs socio-économiques aussi divers qu'EDF, KPMG, RATP, l'Union Sociale pour l'Habitat, le Ministère de la Transition Écologique ou le Centre National de Ressources et de Résilience. Les projets scientifiques continuent de se déployer dans des cadres très divers avec, cette année, une chaire d'entreprise (RATP), un programme européen (H2020-MSCA-ITN) et un projet I-SITE Future.
- Enfin, 2020 a été une année féconde pour le laboratoire en termes de **publications**, avec 3 ouvrages scientifiques, 3 directions d'ouvrage et de numéros spéciaux de revues, 36 articles à comité de lecture et 36 chapitres d'ouvrages scientifiques.

EFFECTIFS DU LABORATOIRE

Le LATTS comptait

80 personnes au 31 décembre 2020

avec un effectif se répartissant comme suit :

28 chercheurs et enseignants- chercheurs statutaires (9 CNRS, 6 ENPC, 13 UGE), dont 19 HDR	2 chercheurs et enseignants- chercheurs sur autres statuts (1 professeur émérite, 1 Past), dont 1 HDR	34 doctorants	6 post-doctorants 2 ingénieurs de recherche 1 ATER	7 personnels administratifs
---	--	-------------------------	---	--

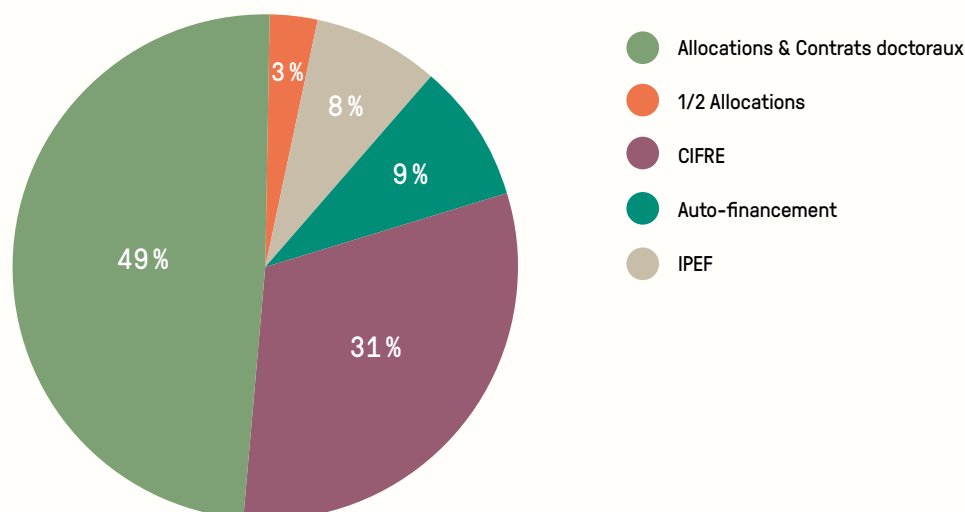
- Cet effectif est **globalement stable** depuis janvier 2015, date à laquelle certains chercheurs du LATTS ont quitté le laboratoire pour former le LISIS, présent sur le site de Paris-Est. Depuis, les nouvelles arrivées ont globalement compensé les départs pour cause de mobilité professionnelle ou de retraite.
- L'**équipe administrative** du LATTS, service d'appui à la recherche, a pour mission de contribuer au bon fonctionnement du laboratoire en mettant en œuvre les orientations de la direction et en assurant les activités administratives, financières, d'édition et de communication. Sous la responsabilité de la secrétaire générale, elle est composée de 7 agents : une secrétaire générale (Assetou Coulibaly), une assistante de direction (Nathalie Maugée), trois assistantes de gestion administrative et financière (Fatima Azaghar-Sayad, Valérie Bocquillion, Nita Jacquin), une responsable d'édition des revues **Flux** et **Réseaux** (Aurélie Bur) et une assistante de communication (Virginie Detournay).
- L'effectif des **chercheurs et enseignants-chercheurs** permanents est resté quasi identique à celui de l'année 2019, soit 28 personnes au total. L'UGE reste la tutelle qui emploie le plus de personnel (13), devant le CNRS (9) et l'ENPC (6). Depuis 2016, les nouveaux recrutements (2) se sont faits grâce à l'ouverture de postes d'enseignants-chercheurs par l'UGE, lorsque les effectifs des autres tutelles ont eu tendance à stagner (CNRS) voire à diminuer légèrement (ENPC). Il est important que la dynamique de recrutement de postes de permanents se poursuive dans un avenir proche, au regard de l'évolution de la démographie du laboratoire (départs à la retraite). Le LATTS reste un lieu de recherche très reconnu dans les mondes académiques et professionnels, et son attractivité passe aussi par une capacité à accueillir de nouveaux chercheurs et enseignants-chercheurs. Du côté du CNRS, le laboratoire attire régulièrement des candidats aux concours de chargé de recherche, dans les sections 39 (majoritairement), 40, 52 et 53. En 2020, 9 personnes ont ainsi demandé à être rattachées au laboratoire en cas de succès. Le LATTS essaie d'entretenir cet intérêt en mettant en place une démarche d'accompagnement très appréciée des candidats (voir l'encadré « Zoom sur l'accompagnement des candidatures au CNRS »). Mais la baisse drastique du nombre de postes ouverts aux concours CNRS ne pourra pas compenser les départs à venir. Dans ce contexte, l'expansion du LATTS ne pourra pas se faire en ayant seulement recours à des emplois financés sur des contrats de recherche (projets européens, ANR, chaires, etc.). Si le laboratoire accueille régulièrement des post-doctorants et des ATER, son activité, en constante progression, nécessite de s'appuyer sur une équipe étoffée et renouvelée, à même de pouvoir assurer un travail de qualité dans les tâches de formation à la recherche et de

répondre aux nombreuses sollicitations des tutelles et partenaires. Le laboratoire veille aussi à offrir de réelles perspectives de carrière à ses doctorants, même si, bien évidemment, tous n'ont pas vocation à rester au LATTs. C'est dans cet esprit que, réunis le 7 février 2020 en **Assemblée générale extraordinaire**, les membres de l'unité ont voté une **motion sur le projet de loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR)** et, plus généralement, sur les évolutions du paysage de l'enseignement supérieur et de la recherche (cf. annexe).

- Le nombre de **doctorants** en thèse au LATTs est de 34, pour un effectif de 19 HDR permanents, soit environ deux thèses en moyenne par HDR. Ce taux d'encadrement varie en fonction des chercheurs et des possibilités qu'ils ont, au regard de leurs thèmes de recherche, de mobiliser des financements et de trouver des candidats intéressés. En 2020, 5 nouvelles thèses ont démarré, financées par des allocations de bourse doctorale et des partenariats de recherche, sous forme de Cifre (Convention industrielle de formation par la recherche) notamment. Cette proportion correspond à une tendance que l'on peut repérer sur le long terme (cf. illustration n°1).

Illustration n°1

Types de financement de thèses au LATTs depuis 2010



IPEF : thèses réalisées par des Ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts.

- Les **doctorants** sont rattachés à deux Écoles doctorales (ED) de l'Université Paris-Est Sup. La majorité (22) émerge à l'**ED VTT** (Ville, Transports et Territoires), dont les thématiques sont au cœur des recherches menées au LATTs depuis sa création (études urbaines, aménagement, infrastructures et réseaux, etc.). Le dernier tiers des doctorants, plus ancré dans les disciplines de la sociologie et des sciences politiques, est rattaché à l'**ED OMI** (Organisation, Marchés, Institutions), en prise avec les travaux portant sur les questions d'action publique et de gouvernance territoriale, ainsi que sur les mutations du travail et des organisations, notamment à l'ère du numérique. Parallèlement aux formations offertes par ces deux Écoles doctorales, le laboratoire a mis en place plusieurs dispositifs collectifs d'accompagnement des thèses (parcours doctoral, « mini-soutenances », etc.), sur lesquels nous reviendrons ultérieurement (cf. partie « Recherche doctorale »).
- Enfin, le LATTs intègre régulièrement des post-doctorants et des stagiaires, qui contribuent aux différentes opérations de recherche de l'unité. En 2020, 10 post-doctorants et 10 stagiaires ont été ainsi accueillis.

Zoom sur l'accompagnement des candidatures au CNRS

Une partie des effectifs du LATTS provient du CNRS, l'une de ses trois tutelles. À ce titre, le laboratoire est chaque année sollicité, en vue d'une éventuelle affectation, par de jeunes chercheurs présentant le concours de chargé de recherches de classe normale (CRCN). Afin de répondre à ces demandes, un dispositif d'accompagnement a été mis en place depuis plusieurs années pour sélectionner les candidats (adéquation de leur projet scientifique à celui du LATTS) et leur offrir des conseils pour constituer leur dossier et, le cas échéant, se préparer aux auditions. Ce dispositif d'accompagnement a, jusqu'à présent, été pensé comme une «mission de service public», qui ne conditionne ni ne module le soutien du laboratoire aux choix d'affectation formulés par les candidats.

Concrètement, le dispositif d'accompagnement est organisé en trois temps, qui s'étendent entre octobre et mars :

- 1) un soutien individuel, avec la nomination d'un référent chargé de prendre contact avec le candidat pour le conseiller sur sa démarche et, plus particulièrement, sur l'écriture de son projet de recherche ;
- 2) un accompagnement collectif, qui prend la forme d'une discussion avec les candidats pour affiner leur dossier et répondre à leurs questions sur le concours ;
- 3) enfin, pour la campagne 2020-2021, l'organisation d'auditions blanches pour les personnes qui ont été admises à concourir et qui ont souhaité bénéficier d'une telle aide.

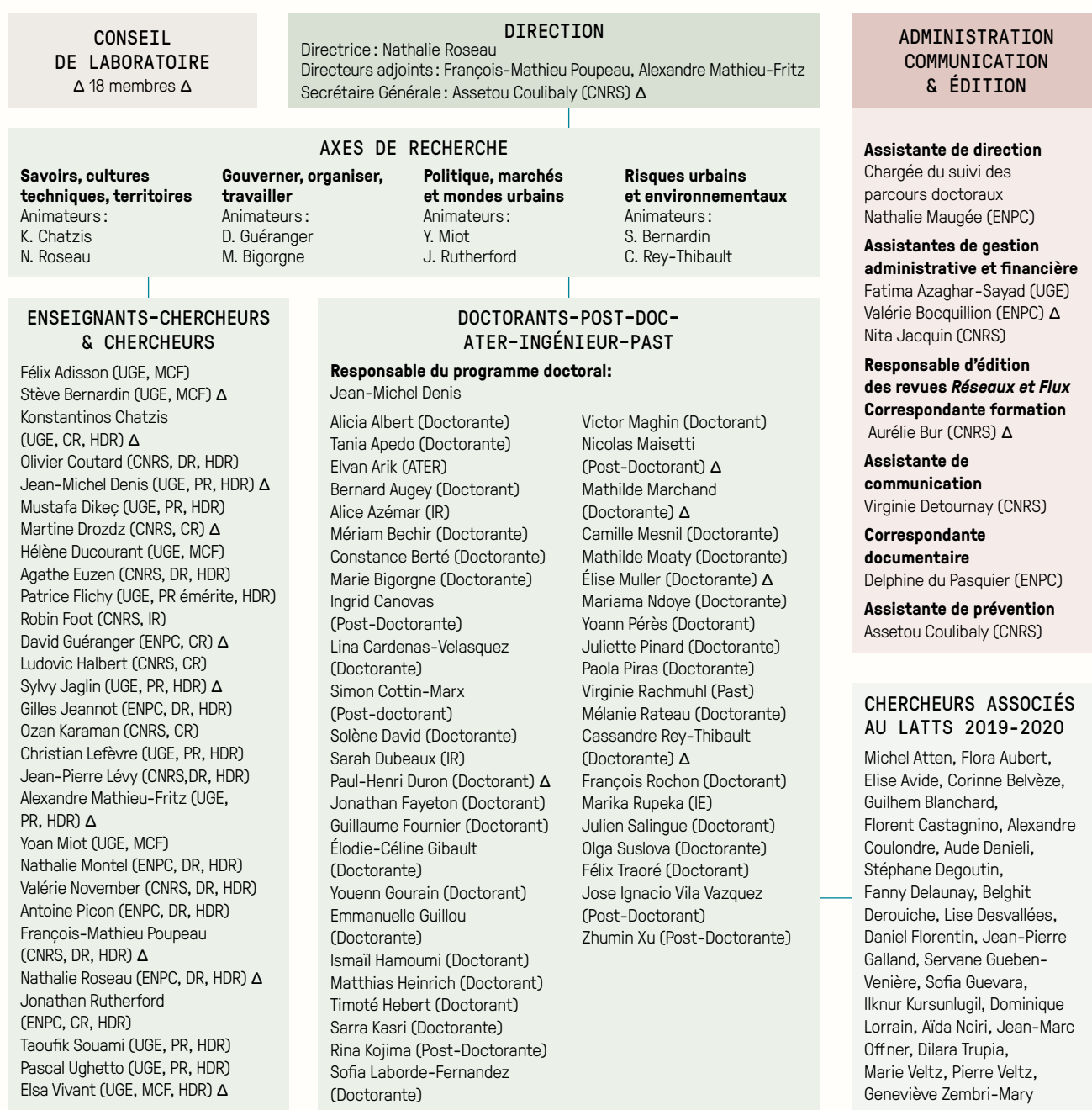
L'année 2020 a été marquée par un nombre très important de sollicitations. 11 candidats (sur 12) ont été accompagnés, soit plus du double des années précédentes. 9 se sont finalement présentés au concours, 6 ont été auditionnés. À l'heure où ce document est rédigé, les résultats définitifs ne sont pas connus. Ces chiffres montrent que le laboratoire est très attractif et continue d'attirer de jeunes et brillants collègues. À ce titre, on ne peut que regretter le faible nombre de postes mis au concours du CNRS au regard du nombre de candidats, dont les dossiers sont souvent très solides et prometteurs au plan scientifique. La campagne d'accompagnement 2020-2021 illustre également le rayonnement interdisciplinaire du laboratoire. Si la section 39 («Espaces, territoires et sociétés», 7 demandes d'accueil au LATTS) reste la principale source de recrutement, d'autres possibilités s'offrent également, comme la section 40 («Politique, pouvoir, organisation», 2 demandes d'accueil) et les Commissions interdisciplinaires 52 («Environnements et sociétés : du fondamental à l'opérationnel», 5 demandes d'accueil) et 53 («Méthodes, pratiques et communications des sciences et techniques», 3 demandes d'accueil), au regard de certains des thèmes qui sont développés au sein des axes de recherche du laboratoire (transitions écologiques et numériques, sciences et techniques, risques).

GOVERNANCE INTERNE

- La gouvernance interne du laboratoire reflète la mixité de l'unité de recherche. Elle est assurée par l'**équipe de direction** : les trois co-directeurs qui représentent chaque tutelle (CNRS, École des Ponts ParisTech, Université Gustave Eiffel) et la Secrétaire générale, en lien étroit avec l'équipe administrative. Elle repose sur **trois grands principes**, solidement ancrés au sein du laboratoire : collégialité, transparence et solidarité interne. Leur mise en œuvre repose sur un mode de fonctionnement articulé autour d'une instance stratégique : le **conseil de laboratoire**. L'activité de ce dernier s'est maintenue durant toute l'année 2020, malgré le contexte de pandémie, confirmant son caractère structurant dans la conduite collective du laboratoire.

Illustration n°2

Organigramme du LATTS au 31 décembre 2020



Δ Membres du Conseil de laboratoire

- La composition du **conseil de laboratoire** (voir encadré) est fondée sur un équilibre entre membres nommés et membres élus. Elle répond à un double principe fonctionnel : intégrer les différents animateurs d'axes et associer des chercheurs exerçant des responsabilités jugées stratégiques au sein des trois tutelles. Quatre collèges le constituent : chercheurs, personnels administratif, chercheurs non statutaires et doctorants.

Composition du conseil de laboratoire fin 2020

MEMBRES DE DROIT	N. Roseau, A. Mathieu-Fritz, F.-M. Poupeau (équipe de direction).
COLLÈGE DES CHERCHEURS	S. Bernardin, K. Chatzis, J.-M. Denis, M. Drozd, D. Guéranger, E. Vivant (membres élus), S. Jaglin (membre nommée).
COLLÈGE DES PERSONNELS ADMINISTRATIFS	V. Bocquillion, A. Bur (suppléante) (membres élues), A. Coulibaly (membre nommée).
REPRÉSENTANT DES CHERCHEURS NON STATUTAIRES	N. Maisetti (membre élu).
REPRÉSENTANTS DES DOCTORANTS	M. Marchand, E. Muller, P.-H. Duron (suppléant), C. Rey-Thibault (suppléante) (membres élus).

- Le conseil de laboratoire se réunit **tous les mois**, à partir d'un ordre du jour diffusé au préalable. Chacun des membres du LATTS peut demander à y inscrire un point particulier et participer aux séances. Chaque réunion donne lieu à un compte-rendu détaillé diffusé à l'ensemble du laboratoire afin de tenir ses membres informés des décisions qui ont été ou doivent être prises. Les débats et avis portent notamment sur l'organisation du laboratoire, les demandes de postes (dont la campagne emploi annuelle de l'Université Gustave Eiffel) ou les projets de thèse et leur classement pour l'obtention d'un contrat doctoral. En 2020, les discussions ont également concerné les actions de soutien aux doctorants et à l'activité scientifique du laboratoire dans le contexte de la pandémie de COVID-19, ainsi que les politiques de site, eu égard à la création de l'Université Gustave Eiffel et au retour de la diplomation des doctorats aux établissements (École des Ponts ParisTech, Université Gustave Eiffel).
- Le conseil de laboratoire a aussi à se prononcer sur l'allocation des ressources qui proviennent soit des tutelles (lorsqu'elles ne sont pas affectées à un emploi précis), soit des sommes prélevées sur les contrats de recherche. Ce faisant, il constitue un organe essentiel dans la mise en œuvre du principe de solidarité, à travers deux dispositifs récurrents : les BQR internes (« bonus qualité recherche » destinés à amorcer des opérations de recherche pour lesquelles il n'existe pas d'autres sources de financement) et les campagnes de traduction (visant à augmenter le rayonnement international du laboratoire).
- Enfin, le LATTS s'est réuni à l'automne en **assemblée générale**, sous forme de visioconférence. Celle-ci a été l'occasion de présenter à l'ensemble des personnels du laboratoire les événements marquants de l'année, ainsi que les nouveaux arrivants, et de faire état de l'usage des ressources (budget, contrats, organisation administrative). L'actualité du Laboratoire sous COVID a été au cœur des débats de cette assemblée générale.

ÉLÉMENTS BUDGÉTAIRES ET RECHERCHE PARTENARIALE

- En 2020, le budget du LATTS a été alimenté par **deux principaux types de ressources** : les dotations de ses tutelles et les sommes prélevées sur les contrats de recherche de ses membres.
- Les **dotations de recherche** du LATTS sont versées par ses trois tutelles : le CNRS (35 000 €), l'ENPC (8 600 €) et l'UGE (30 563 €). Elles représentent 6,5 % des ressources budgétaires du laboratoire et permettent à celui-ci de couvrir diverses dépenses de fonctionnement et d'équipement (informatique, ameublement, petit matériel et fournitures, etc.). Elles sont également mobilisées dans le cadre des outils d'appui à la recherche mis en place au sein de l'unité (généralement une à deux fois par an), comme le « BQR interne » et la « campagne de traduction ».

Illustration n°3

Les dotations de recherche au LATTS de 2015 à 2020

TUTELLE	2015	2016	2017	2018	2019	2020	TOTAL
CNRS	36 000	35 000	35 000	35 000	35 000	35 000	211 000
ENPC	28 870	0	0	0	0	8 600	37 470
UGE	21 500	24 000	24 500	28 000	30 500	30 563	159 063
TOTAL	86 370	59 000	59 500	63 000	65 500	74 163	407 533

- Comme le montre l'illustration n°3, ces dotations ont connu une progression à partir de 2018, sans toutefois atteindre le niveau de 2015. Les crédits versés par le CNRS sont restés stables depuis 2016. Ceux de l'UGE ont en revanche connu une augmentation régulière. L'École des Ponts ParisTech contribue financièrement aux frais de documentation (dont certains abonnements aux revues scientifiques) et aux charges liées à l'occupation des locaux au sein du bâtiment Bienvenüe. En 2020, elle a pu apporter à nouveau un soutien financier (sous forme de dotation), ce qui est particulièrement bienvenu dans le contexte actuel.
- La gestion des **ressources propres** du LATTS, qui proviennent des **contrats de recherche**, est répartie entre les trois tutelles, à hauteur de 107 239 € pour le CNRS, de 329 819 € pour l'École des Ponts ParisTech et de 628 005 € pour l'UGE (montant qui inclut les projets I-Site et le financement des LabEx, ce qui explique pour une part l'importance de l'enveloppe). Soucieux de maintenir un « esprit d'UMR », le laboratoire essaie, autant que faire se peut, de confier la gestion de ces ressources de manière équilibrée entre ses trois tutelles, ce qui se traduit concrètement par le fait que tout chercheur du laboratoire doit pouvoir bénéficier, quel que soit son établissement d'appartenance, des services et des moyens offerts par les différentes tutelles. Le LATTS prélève, lorsque c'est possible, des frais de laboratoire sur la plupart des contrats de recherche. Ils contribuent à subvenir à des dépenses internes que ne permettent pas de couvrir les dotations de recherche.

Illustration n°4

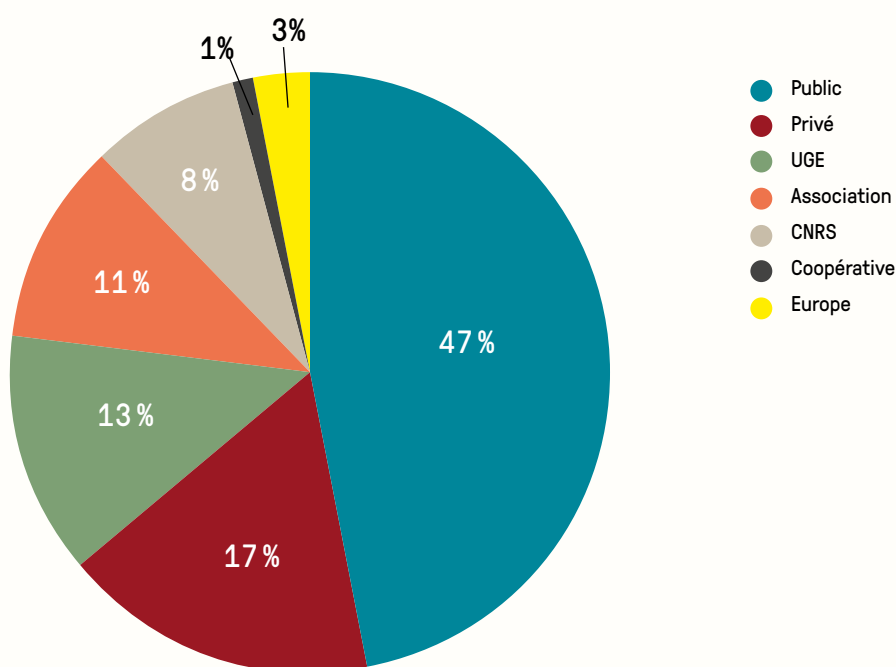
Les ressources contractuelles du LATTS de 2015 à 2020

TUTELLE	2015	2016	2017	2018	2019	2020	TOTAL
CNRS	10 000	1 512 440	55 000	29 500	109 775	107 239	1 823 954
ENPC	320 092	295 907	46 666	269 248	154 201	329 819	1 415 933
UGE	293 607	347 344	566 630	412 394	1 109 951	628 005	3 357 931
TOTAL	623 699	2 155 691	668 296	711 142	1 373 927	1 065 064	6 597 818

- En 2020, le LATTS bénéficie de 44 contrats « vivants » (c'est-à-dire en cours d'exploitation, non clos sur le plan budgétaire), dont 14 conclus au cours de cette seule année, avec une Chaire (RATP, sous la responsabilité de François-Mathieu Poupeau, DR CNRS) et deux contrats H2020 de la Commission Européenne (IcSAC, sous la responsabilité de Sylvie Jaglin, PU UGE, et TOD-IS-RUR, piloté pour le LATTS par Nathalie Roseau, DR ENPC). Depuis 2017, les ressources propres du LATTS sont en constante augmentation. Le « pic » de l'année 2016 correspond à l'arrivée d'un contrat ERC (URBAN-REV POLITICS, sous la responsabilité d'Ozan Karaman, CR CNRS), d'un montant de 1,5 million d'euros. L'augmentation constatée en 2019 s'explique quant à elle par la signature de deux contrats de recherche (dans le cadre du projet UrbaRiskLab, placé sous la responsabilité de Valérie November, DR CNRS). L'illustration n°5 montre la grande diversité des financeurs et des montants de ces contrats. Les partenaires publics restent encore très majoritaires, tant en nombre de contrats qu'en volume, surtout si l'on tient compte du projet européen ERC. Les ressources propres du LATTS étaient ainsi abondées, en 2020, par l'Agence nationale de la recherche (ANR), la Caisse des dépôts et consignations (CDC), le Centre national de ressources et de résilience (CN2R), l'UGE (BQR), le CNRS (soutien à la mobilité internationale), ainsi que l'UPE pour les projets I-Site et ceux du LabEx Futurs urbains (4 groupes transversaux étant hébergés au sein du LATTS). Un gros quart de l'activité contractuelle du laboratoire provient par ailleurs de partenaires privés, parmi lesquels on compte des entreprises (Bouygues immobilier, Algoé, DSOgroup, Kisio ou KPMG), des associations (l'Association pour l'histoire des télécommunications et de l'informatique, le Centre d'études et de formation interprofessionnel solidaire ou l'Association réseau finances locales) et une coopérative de conseil dans le cadre d'une convention Cifre (Acadie).

Illustration n°5

La recherche au LATTS par type de partenaire (en nombre de contrats)



AXES DE RECHERCHE

Depuis 2015, le LATTs est structuré non plus en équipes, mais en **axes de recherche**. Remodelés en 2019 (ils sont passés de 6 à 4), ils s'intitulent :

- 1) Politique, marchés et mondes urbains (PMMU)
- 2) Gouverner, organiser, travailler (GOT)
- 3) Savoirs, cultures techniques, territoires (SCT)
- 4) Risques urbains et environnementaux (RUE)

- Contrairement au fonctionnement par équipes, l'organisation du laboratoire par axes de recherche autorise des **appartenances multiples**. Il n'est donc pas rare qu'un chercheur émerge à plusieurs d'entre eux, selon ses disciplines de prédilection et ses thèmes d'études. Cette multi-appartenance a pour avantage de favoriser une plus grande interconnaissance, une meilleure circulation des informations sur les recherches ou projets en cours et la mutualisation de la prise en charge de certains événements scientifiques (séminaires, ateliers). Fort de ce constat, le laboratoire a décidé de poursuivre cette forme d'organisation, tout en cherchant à réduire le nombre d'axes, jugé trop important.
- Chaque axe mène sa stratégie propre, en fonction du degré de cohérence scientifique entre les recherches poursuivies par ses membres et des objectifs programmatiques qu'il peut se donner. Certains axes ont une vie collective assez dense, structurée autour de séminaires réguliers et d'opérations de recherche menées conjointement par plusieurs chercheurs. D'autres ont des modes de fonctionnement plus souples et s'organisent plutôt autour de quelques séances de séminaire ou de lectures communes.

Axe Politique, marchés et mondes urbains (PMMU)

Animateurs : Yoan Miot (MCF UGE) et Jonathan Rutherford (CR ENPC)

- L'axe PMMU explore la production, la gestion et la régulation des systèmes urbains. Le rapprochement des recherches menées auparavant dans deux axes distincts permet d'engager un dialogue entre les travaux sur les infrastructures de réseaux et les entreprises de services urbains, d'une part, et ceux provenant d'une analyse de l'économie politique de l'environnement bâti, d'autre part. Intégrant en outre des recherches sur les pratiques habitantes, sur les mobilisations et les contestations urbaines, cet axe cherche à appréhender des transformations urbaines qui ne procèdent pas seulement de l'urbanisme planifié et des stratégies des pouvoirs publics, mais aussi des marchés, des pratiques citoyennes ou encore des usages contestataires et des détournements de l'espace urbain.
- Pour cela, les recherches sont menées dans une diversité de contextes politiques et géographiques situés dans les Nords et les Suds urbains, explorant aussi bien les métropoles globales en croissance que des régions urbaines en déclin ou des villes petites et moyennes. De l'émergence de micro-marchés aux coalitions de croissance transnationales, des firmes d'infrastructures aux plateformes numériques, de la poursuite d'objectifs d'équité territoriale et de préservation environnementale aux logiques d'austérité, les recherches de l'axe s'intéressent aux transformations urbaines appréhendées comme des configurations évolutives et situées d'arrangements politico-institutionnels et sociotechniques, de conventions, de pratiques et de trajectoires professionnelles.

- Les recherches visent ainsi à expliquer la place des espaces urbains dans l'accumulation et la distribution des richesses, à éclairer la recomposition de l'action publique et son rôle dans la production de biens publics et la régulation de leurs usages. Plus largement, elles mettent en lumière les rapports de pouvoir à l'œuvre dans la production et la reproduction des environnements urbains bâtis, l'évolution des formes urbaines, les inégalités et vulnérabilités sociales, ainsi que les disparités interterritoriales.

Zoom sur...

Recherche : « Bailleurs sociaux et acquéreurs face à la mise en marché du logement social.

Une comparaison de marchés tendus et détendus dans les Hauts-de-France »

→ Projet co-porté par Yoan Miot (MCF UGE), 2020-2023

Alors que les ventes HLM sont longtemps restées résiduelles en France, malgré une augmentation tendancielle depuis 2009, la loi ELAN opère un virage historique en cherchant à accélérer leur nombre. Cette loi s'inscrit, d'une part, dans la lignée des politiques incitant à devenir « tous propriétaires », y compris les classes populaires, et, d'autre part, dans un mouvement de désengagement financier de l'État en matière de logement social, dans une logique d'austérité et de privatisation. En effet, la vente HLM est considérée par le législateur comme un levier potentiel d'accroissement des ressources d'autofinancement et de maintien du développement de l'offre des organismes de logements sociaux grâce au dégagement de plus-values immobilières. Ce gain attendu est pourtant paradoxal. Il se fonde sur une lecture macro-économique et nationale des marchés immobiliers, alors même que les marchés du logement sont locaux et marqués par une hétérogénéité croissante entre ce que les acteurs nomment les « marchés tendus » et les « marchés détendus ». Ainsi, ce projet de recherche fait l'hypothèse générale que la mise en vente du logement social est un facteur de renforcement des inégalités tant sociales que territoriales, du fait d'une polarisation accentuée entre des marchés tendus et détendus. Cet accroissement des inégalités pourrait concerner aussi bien les ménages, les organismes logeurs que les territoires.

Le projet, qui s'inscrit dans l'appel à projet de recherche porté par l'Union Sociale pour l'Habitat sur la vente HLM, questionne cette hypothèse, via une démarche d'enquête par entretiens semi-directifs auprès d'organismes de logements sociaux et d'acquéreurs inscrits dans un marché tendu, la Métropole Européenne de Lille, et un marché détendu, le département de l'Aisne. Cette méthode d'enquête est complétée par une approche statistique caractérisant la vente HLM et ses effets potentiels menée avec le CEREMA Hauts-de-France.

Axe Gouverner, organiser, travailler (GOT)

Animateurs : David Guéranger (CR ENPC) et Marie Bigorgne (doctorante)

- Les travaux de l'axe GOT se caractérisent par un tropisme disciplinaire – la sociologie – qui se retrouve dans la grande variété des objets étudiés par ses membres : travail, groupes professionnels, action publique, institutions, gouvernance, organisations, innovations techniques en sont quelques exemples. Le choix de l'acronyme reflète l'importance de trois ancrages forts : la sociologie politique, la sociologie des organisations et la sociologie du

travail. En outre, les chercheurs revendiquent d'accorder, dans leurs analyses, une attention particulière aux dispositifs sociotechniques (outils de gestion, objets numériques, infrastructures en réseau par exemple), s'inscrivant en cela dans une tradition déjà ancienne au LATTs.

- L'importance grandissante des technologies numériques dans les organisations et dans le travail se reflète dans les travaux de recherche menés plus récemment au sein de l'axe. Plusieurs d'entre eux s'intéressent ainsi de près aux acteurs qui conçoivent, défendent, diffusent ou utilisent les outils numériques. Ce type singulier d'infrastructure sociotechnique fournit ainsi un prisme privilégié pour saisir, par exemple, l'évolution des modes de gouvernance et de régulation dans le domaine des mobilités (recherche sur les développements du *Mobility as a Service*), les changements qui traversent les organisations administratives (enquête sur les mobilisations des communautés du logiciel libre dans la gendarmerie) ou encore les transformations qui s'opèrent dans le travail collaboratif (projet sur les usages du *Building Information Modeling* dans le secteur de la construction).

Zoom sur...

Recherche : « Sortir de la vie politique indemnisée »

→ Projet de recherche de David Guéranger (CR ENPC)

La formule de Max Weber, « vivre de la politique », est beaucoup reprise et commentée mais peu de travaux abordent centralement la question de la rémunération des élus. C'est précisément l'objet de cette recherche menée au LATTs, dans le cadre de l'ANR ÉLUAR (Les élus et l'argent), sur les sorties de la vie politique municipale indemnisée. Le parti pris de ce travail est que ces sorties procèdent moins des urnes que d'attitudes de retraits et de désengagements qui peuvent être saisies sociologiquement. Elle s'appuie pour cela sur les données des comptes individuels retraite auquel souscrivent les élus municipaux indemnisés, gérés par l'Ircantec, données auxquelles ont été appliqués différents traitements statistiques.

L'analyse pointe l'importance de la longévité pour expliquer la sortie et dégage trois moments privilégiés, influencés par des variables distinctes : une sortie précoce, d'individus récemment et faiblement engagés, où jouent fortement les différences de genre et de capital socio-économique ; une sortie intermédiaire, d'individus expérimentés, qui semble dépendre notamment des possibilités de faire évoluer et progresser son engagement ; une sortie après une carrière longue, influencée par les changements professionnels plus que par l'âge biologique. Les données qualitatives recueillies par entretien permettent de nourrir et de pointer l'importance d'autres éléments, absents des bases des données, telles que les transformations au sein de la cellule familiale ou l'articulation de l'engagement municipal avec la vie professionnelle.

Axe *Savoirs, cultures techniques, territoires* (SCT)

Animateurs : K. Chatzis (CR IFSTTAR), N. Roseau (DR ENPC)

- L'axe SCT s'attache à la compréhension des cultures et trajectoires techniques au cours des trois derniers siècles, avec une focalisation particulière sur des objets qui constituent traditionnellement des terrains importants pour le laboratoire, tels que l'aménagement des villes et des territoires, les infrastructures et réseaux techniques ou les « hommes de l'art » et leurs communautés professionnelles.

- Pour ce faire, l'axe privilégie trois angles d'attaque. Le premier vise à éclairer les différentes mutations, voire les ruptures, que connaissent les sociétés contemporaines dans leur rapport aux techniques et à l'espace, par la mise en regard avec d'autres périodes antérieures de transformation accélérée (les première et seconde révolutions industrielles, l'après seconde guerre mondiale). Cette approche, qui mobilise la longue durée et établit des comparaisons dans le temps, a son pendant « spatial » par le parti pris systématique d'une mise en regard de contextes nationaux différents et d'une perspective transnationale qui souligne l'importance des circulations de savoirs et de pratiques, d'hommes et d'objets, d'imaginaires et de représentations. Enfin, confrontant et combinant approches herméneutiques propres aux humanités et outillage intellectuel des sciences sociales, les membres de l'axe s'attachent à élucider par quelles voies la pensée « abstraite » (les savoirs, les représentations et les doctrines techniques, dans leur dimension culturelle et idéologique, voire utopique) concourt à la transformation du monde matériel, éclairant ainsi une dimension fondamentale mais insuffisamment étudiée des cultures techniques.

Zoom sur...

Recherche : « Modéliser les eaux pluviales urbaines aux États-Unis et en France (XIX^e-XXI^e siècles) : la biographie d'un monde sociotechnique »
 → **Projet de recherche de Konstantinos Chatzis (CR IFSTTAR)**

Il s'agit d'un nouveau programme de recherche qui porte sur un objet historique toujours « vivant », dans la mesure où des problèmes anciens persistent, comme le volet « pollution » des eaux pluviales, et que des problèmes originaux, comme le couplage des questions d'eau urbaine avec celles du changement climatique, se profilent à l'horizon. Programme de recherche sur une réalité qui continue d'évoluer sous nos yeux, l'histoire de la modélisation des eaux pluviales n'en a pas moins derrière elle un très long passé qui démarre dans la seconde moitié du XIX^e siècle avec l'apparition d'une série de formules mathématiques donnant pour chaque collecteur à dimensionner le débit de pointe. Plus d'un siècle plus tard, bien assise au sein du système universitaire, la modélisation des eaux pluviales est caractérisée aussi par l'existence d'un large segment professionnel, qui relève essentiellement du secteur privé – bureaux d'études et compagnies productrices de logiciels commercialisés –, même si un nombre de logiciels *open source* qui datent des années 1970 continuent à être développés et utilisés. Largement dominé par des firmes états-uniennes, ce segment professionnel a néanmoins des « couleurs » internationales, la France étant toutefois plutôt absente de ce marché mondial.

Portant sur un objet à la fois vivant et ayant un passé long, l'enquête historique est réalisée par l'intermédiaire d'une grille d'analyse particulière, qui envisage la modélisation comme un processus de production. Ainsi, tout en s'intéressant aux caractéristiques et aux propriétés du « modèle », l'enquête accorde également une grande importance : 1) aux matières premières, telles que le système de données pluviométriques/débitométriques et les données relatives aux charges polluantes véhiculées par les eaux de ruissellement, 2) aux divers moyens de production, machines informatiques et logiciels par exemple, nécessaires à l'élaboration du modèle et à sa mise en œuvre. Dans la même veine, une place de choix est réservée aux différents acteurs, tant individuels que collectifs, ainsi qu'aux dispositifs particuliers grâce auxquels de nouvelles connaissances et de nouvelles pratiques de modélisation sont produites et circulent.

Outre la plus-value informationnelle qu'apporte nécessairement une enquête historique sur un sujet non exploré jusqu'à présent, l'histoire de la modélisation des eaux pluviales urbaines peut contribuer à plusieurs débats généraux : les évolutions en matière de pratiques de conception et de gestion des systèmes sociotechniques complexes à l'ère de l'ordinateur, les rapports (historiquement variables) entre la puissance publique et le secteur privé en matière d'expertise scientifique et technique, la « marchandisation » de la recherche universitaire ou la montée en puissance de compagnies dont le fonctionnement ressemble plus à des centres de recherche qu'à celui de l'entreprise classique avec ses lignes hiérarchiques rigides et sa division stricte du travail.

Axe Risques urbains et environnementaux (RUE)

Animateurs : Stève Bernardin (MCF UGE), Cassandre Rey-Thibault (doctorante)

- L'axe RUE explore la question de la spécificité des risques urbains. Il questionne incidemment les usages politiques et sociaux des notions de vulnérabilité ou de résilience, en procédant non seulement à une relecture critique de travaux classiques du domaine, mais aussi à leur confrontation avec une série de terrains empiriques variés. La démarche permet d'interroger l'hétérogénéité apparente des pratiques et des logiques d'action de gestion de crise et de prévention, pour saisir de possibles continuités et similarités dans la gestion des risques urbains, régulièrement traités de façon relativement segmentée. Les travaux engagés prolongent ainsi l'ouverture de la réflexion et le décloisonnement des approches disciplinaires, entre sociologie, science politique et géographie, en abordant des contextes et des situations ne relevant pas nécessairement du domaine de la ville (à travers, par exemple, la thématique des risques toxicologiques et alimentaires, ou encore des accidents du travail). La démarche contribue *in fine* à renouveler l'analyse de la dimension urbaine des risques, aujourd'hui encore centrale pour les chercheurs de l'axe (en matière de projets d'urbanisme et d'aménagement, de risques sismiques en milieu urbain, de pollutions, ou encore, plus récemment, de risques pandémiques ou sanitaires).
- Ce renouvellement des terrains d'enquête et des objets de recherche a permis d'envisager de nouveaux questionnements transversaux, venant alimenter les recherches individuelles comme les réflexions collectives des membres de l'axe. Une thématique a ainsi pu émerger au cours des dernières années : les modalités et les processus de professionnalisation à l'œuvre chez les différents acteurs confrontés à la question des risques, qu'ils soient urbanistes, architectes, ingénieurs, aménageurs, chimistes ou travailleurs du nucléaire. S'acheminent-ils vers la construction d'un domaine de compétence unifié, en matière, par exemple, de prévention ou de gestion de crise, ou cherchent-ils plutôt à développer une expertise propre à leur secteur initial de compétences ? Leur pratique professionnelle leur permet-elle de s'approprier des dispositifs issus d'autres périmètres d'intervention publique ou privée ? Allons-nous vers une forme nouvelle de spécialisation, qui réduirait la gestion des risques à une question de spécialistes ? Qu'advierait-il alors de l'objectif d'une participation citoyenne aux prises de décision concernant la sécurité et la sûreté des populations ? Quels « publics » politiques et sociaux pourraient concrètement exister aux côtés des experts, ou faire face à ceux qui se prévaudraient indûment de l'autorité de la science ? Ces questions invitent à interroger sous un jour nouveau l'évidence accompagnant bien souvent les pratiques de gestion des risques, notamment urbains.

ANIMATION SCIENTIFIQUE DU LABORATOIRE

- L'année 2020 a été également marquée par la volonté de **renforcer l'animation scientifique à l'échelle du laboratoire** et d'organiser des moments d'échanges plus réguliers entre chercheurs, en-dehors de l'assemblée générale et de rencontres comme le séminaire résidentiel. Elle repose sur le constat d'une relative « fragmentation » du collectif de recherche résultant de la structuration en axes, qui, par leur propre dynamique, ont eu tendance à capter les énergies des membres du LATTS.
- Cette nouvelle « offre scientifique » s'est articulée tout d'abord autour de la mise en place d'un **séminaire général**, confiée à deux chercheurs du laboratoire. Lancé en septembre 2020, à raison d'une séance par mois, il poursuit un double objectif. Le premier est de favoriser la connaissance et la diffusion des travaux qui sont menés au sein du LATTS, en permettant à des chercheurs de présenter leurs enquêtes et/ou des publications qui en sont tirées. Le second objectif est de nourrir la réflexion collective autour des thèmes « Technique et politique » et « Études urbaines », identifiés dans le dernier rapport HCÉRES comme des sujets transversaux structurants pour le laboratoire. Ont ainsi été organisées des séances autour de la production de l'urbanisme ordinaire (ouvrage de Dominique Lorrain), de l'évolution du marché du logement au Cap, au regard des dynamiques de numérisation et de financiarisation (travaux de Julien Migozzi) et de la « fabrique » de manuels en sciences humaines et sociales (autour d'ouvrages publiés par Hélène Ducourant, François-Mathieu Poupeau et Pascal Ughetto, tous membres du LATTS). Ce séminaire, organisé suivant un format hybride ou distanciel, a réuni entre 20 et 40 participants, internes ou externes au LATTS, ce qui montre qu'il a bien toute sa place au sein du laboratoire.
- D'autres moments d'échanges ont été également préparés tout au long de 2020. Le **séminaire interne « Activités et professionnalités »** est destiné à favoriser le dialogue entre les sociologues du travail et les chercheurs d'autres disciplines (aménagement et urbanisme, géographie), qui peuvent avoir besoin du regard et du savoir-faire des premiers pour mener à bien certains de leurs projets, qui incluent une perspective sur les pratiques professionnelles et les organisations de travail. L'**atelier « Faire une thèse au LATTS en partenariat »**, conçu en 2020 et programmé dès le mois de janvier 2021 à raison de quatre séances sur cette année, répond quant à lui à une demande forte de certains membres : débattre, en toute liberté, des opportunités mais aussi des contraintes et des écueils que peuvent présenter des dispositifs tels que les thèses Cifre, qui constituent environ un tiers des financements de thèse au laboratoire.

RESPONSABILITÉS AU SEIN DES ÉTABLISSEMENTS DE TUTELLE

- Composé de chercheurs appartenant à trois tutelles différentes (CNRS, École des Ponts ParisTech, Université Gustave Eiffel), le LATTS contribue fortement à l'**animation de multiples instances, à la fois nationales et locales**, dans lesquelles ses membres exercent des responsabilités diverses (présidence, direction, responsable ou membre de conseil scientifique et pédagogique, membre élu). Cette implication est particulièrement importante sur le site de Paris-Est.
- **Au sein des instances du CNRS**, Olivier Coutard est président de la Conférence des Présidents de sections du Comité National (CPCN, mandat : 2016-2021) ainsi que de la section 39 (« Espaces, territoires et sociétés »). Agathe Euzen est directrice adjointe scientifique à l'Institut écologie et environnement et référente « Eau » pour le CNRS.
- **Au sein de l'Université Paris-Est Sup**, Christian Lefèvre a été nommé membre du comité scientifique de l'*European Urban Academy*, projet développé dans le cadre de l'I-Site Future. Elsa Vivant exerce la fonction de directrice adjointe de l'École doctorale « Ville, Transports et Territoires » (ED VTT). Nathalie Roseau est membre du conseil de l'ED VTT et du conseil scientifique du LabEx Futurs Urbains. Enfin, Martine Drozd, Sylvie Jaglin, Valérie November et Nathalie Roseau co-animent 4 des 14 groupes transversaux de ce LabEx.
- **Au sein de l'Université Gustave Eiffel**, Jean-Michel Denis et Sylvie Jaglin exercent respectivement la présidence des commissions permanentes des sections 19 et 24. Sylvie Jaglin est également membre du conseil académique de l'UGE et vice-présidente adjointe à la Recherche. En ce qui concerne les responsabilités dans les composantes d'enseignement, Hélène Ducourant est directrice adjointe de l'UFR SHS et responsable de la licence de sociologie. Taoufik Souami est directeur de l'IFU et codirecteur de l'École d'Urbanisme de Paris (EUP). Félix Adisson, Sylvie Jaglin, Christian Lefèvre et Yoan Miot sont tous les quatre membres du conseil de l'EUP. Pascal Ughetto est membre élu du conseil de l'UFR SHS, de la commission formation et vie universitaire du conseil académique, de la cellule de veille sociale, de la commission télétravail, de la commission paritaire d'établissement et enfin animateur du groupe de travail sur la charge administrative des enseignants et enseignants-chercheurs.
- **Au sein de l'École des Ponts ParisTech**, Gilles Jeannot est président du département « Sciences Humaines et Sociales ». Nathalie Roseau est membre élue du Conseil d'administration et membre du conseil scientifique de l'Institut des Hautes Études en Aménagement et Développement des Territoires en Europe (IHÉDATE).
- Enfin, plusieurs membres du laboratoire participent activement au fonctionnement des chaires hébergées par diverses instances du site de Paris-Est, comme François-Mathieu Poupeau, co-responsable de la Chaire ENPC-RATP « Réguler la ville de demain », et José Ignacio Vila-Vazquez, qui est membre du Groupe « Économie de l'Aménagement » de la Chaire « Aménager le Grand Paris ».

-
- En tant qu'acteur du paysage de l'enseignement supérieur et de la recherche de Paris-Est, le LATTS reste très attaché à préserver l'« **esprit d'UMR** » qui l'a toujours animé. Celui-ci passe par une autonomie d'action dans la conduite de ses activités. Le programme annuel de la recherche (PAR), moment d'échange organisé chaque année avec les trois tutelles, est l'occasion de pratiquer un dialogue qui se veut sincère et constructif. L'année 2020 a été marquée par quelques prises de position du laboratoire sur différents sujets d'actualité, en général ou sur le site de Paris-Est. En février, comme nous l'avons déjà indiqué (partie « Effectifs du laboratoire »), une motion a été votée en Assemblée générale extraordinaire pour faire part des inquiétudes du laboratoire en ce qui concerne les réformes affectant l'enseignement supérieur et la recherche (loi LPPR). Par ailleurs, le laboratoire a exprimé, avec d'autres unités de recherche, sa position lors du retour à la diplomation des doctorats à l'École des Ponts ParisTech et à l'Université Gustave Eiffel.

ACTIVITÉS *DE RECHERCHE* ET PRODUCTIONS *SCIENTIFIQUES*

OPÉRATIONS DE RECHERCHE

- En 2020, près d'une **cinquantaine d'opérations de recherche** ont été lancées, poursuivies ou achevées au LATTS (pour une liste complète, voir les annexes). Elles donnent à voir une grande diversité de types de travaux, soit individuels, soit collectifs, souvent en collaboration avec d'autres laboratoires du site de Paris-Est et des communautés scientifiques de référence pour les chercheurs. Cette variété se retrouve dans les postures adoptées (recherche purement académique ou recherche-action), les temporalités et les modes de financement des projets, au regard des montants engagés (un ERC d'un million et demi d'euros côtoie plusieurs projets aux budgets plus modestes voire non financés) et des partenaires impliqués, publics ou privés (cf. partie « Éléments budgétaires et recherche partenariale »). Cette diversité dans les manières de faire de la recherche est une caractéristique importante de l'identité du laboratoire.
- **Trois opérations** pilotées par des chercheurs du LATTS sont présentées ici plus en détail. Il s'agit non pas de mettre en avant des projets qui seraient « exemplaires » mais plutôt d'illustrer la multiplicité des *disciplines* (aménagement, géographie, sciences pour l'ingénieur, sciences politiques, sociologie dans les cas présentés), des *thématiques* (transitions écologiques et numériques, gestion des risques), des *types de projets* (financements publics ou privés) et des *aires géographiques* (pays des Nords et des Suds) qui cohabitent au sein du laboratoire.

Chaire École des Ponts ParisTech – RATP « Réguler la ville de demain » Axe de recherche sur Le Mobility as a Service (MaaS)

Chercheurs concernés (au LATTS) :

Julia Janke (post-doctorante commune au LATTS et au LVMT),
François-Mathieu Poupeau (co-coordonateur du projet).

Financier : RATP.

Durée : 2020-2022.

Partenaires académiques en-dehors du LATTS : Laboratoire Ville, Mobilité, Transport (Virginie Boutueil, Thomas Quillerier).

- L'axe MaaS, co-animé par François-Mathieu Poupeau (LATTS) et Virginie Boutueil (LVMT) avec l'appui de Julia Janke, a été lancé en octobre 2020 dans le cadre de la Chaire « Réguler la ville de demain » signée entre l'École des Ponts ParisTech et la RATP. Il porte sur le développement du « Mobility as a Service » (MaaS), que l'on peut définir, à grands traits, comme un service destiné aux usagers, proposé via une application ou un site internet, qui combine l'offre de plusieurs modes de transport pour lesquels sont associées des fonctionnalités de calcul d'itinéraire, d'estimation tarifaire et de paiement. On connaît aujourd'hui le MaaS sous des noms de marque comme Whim, Citymapper ou Waze, pour n'évoquer que les plus cités et répandus dans le monde.
- Apparu à partir des années 2000 dans un contexte de développement des technologies du numérique et d'essor de nouveaux modes et services de mobilité partagée, cet outil, que l'on peut apparenter à une plateforme numérique, a été notamment mis en avant, en France, par la loi d'orientation des mobilités (LOM) du 24 décembre 2019, qui renforce les compétences des autorités organisatrices des mobilités. On lui prête plusieurs objectifs : économiques (dynamiser l'offre de transports et de mobilité, notamment alternative à la voiture),

environnementaux (réduire les pollutions atmosphériques et les émissions de gaz à effet de serre grâce à un moindre usage des véhicules individuels) et sociaux (faciliter une meilleure accessibilité pour une population qui ne dispose d'aucune voiture particulière ni de transports en commun à proximité de son domicile ou de son travail).

- L'introduction du MaaS soulève de nombreux enjeux pour les pouvoirs publics, notamment pour les Régions et les Intercommunalités françaises, en leur qualité d'autorités organisatrices des mobilités. Quel positionnement adopter vis-à-vis de cet outil (laisser-faire le marché, susciter, accompagner ou encadrer leur déploiement, etc.) ? Quelles compétences et formes de régulation développer pour en maîtriser l'usage (contractualisation, partenariats public-privé, modes de gouvernance, etc.) ? Quelles articulations repenser avec les opérateurs historiques de transports ? Quelles modalités de coordination entre territoires, afin d'éviter des effets de fragmentation ? Telles sont quelques-unes des questions qui sont abordées dans ce projet de recherche, qui s'appuie sur une équipe pluridisciplinaire de sciences humaines et sociales se nourrissant de travaux de sociologie, science politique, géographie et socio-économie.
- Pour répondre à ces interrogations, le projet est bâti autour de trois axes de recherche complémentaires.
- La création d'un **observatoire mondial des plateformes de Maas** vise à décrire de manière précise et complète la diffusion de l'outil, à partir d'une définition stabilisée (à partir de quel périmètre d'offres de transports et de services peut-on parler de Maas ? quelles sont les fonctionnalités minimales à intégrer ?). Afin de saisir les dynamiques de déploiement de ces plateformes, dans l'espace et dans le temps, les données produites en début de projet seront mises à jour en 2022.
- La réalisation de quelques **monographies de villes** a pour vocation à analyser de façon plus fine et qualitative la manière dont les autorités publiques locales s'approprient, en pratique, le MaaS. Sont notamment abordées les questions de choix de modèles économiques, de formes de gouvernance et de régulation ou de mise en œuvre de types de politiques publiques (en matière d'environnement, d'inclusion sociale, etc.), en fonction des contextes locaux.
- L'élaboration d'une **méthodologie d'évaluation des effets du MaaS** constitue un dernier aspect du projet, à portée plus « opérationnelle ». Elle répond à un constat fort : l'absence d'outil fiable pour évaluer ce que produisent ces plateformes pour la collectivité. Il s'agira ainsi, en toute fin de projet, de définir une méthodologie permettant aux pouvoirs publics de mieux mesurer et connaître les impacts que peut avoir le MaaS au regard des différents objectifs qui peuvent leur être assignés.
- Outre la tenue de réunions régulières entre les équipes du LATTs, du LVMT et de la RATP, le projet est organisé autour d'un séminaire semestriel intitulé « La mobilisation du MaaS par les villes : modèles, gouvernance, effets ». Rassemblant un public composé de chercheurs et de praticiens, il vise à structurer une communauté d'échanges autour du MaaS et de ses usages.

Projet «UrbaRiskLab»

Chercheurs concernés (au LATTs) :

Valérie November (directrice du projet), Alice Azémar (chargée du pilotage), Stève Bernardin, Kostas Chatzis, Geneviève Zembri-Mary.

Financier : Agence Nationale de la Recherche (ANR), via la dotation spéciale I-Site FUTURE.

Durée : 2018-2022.

Partenaires académiques en-dehors du LATTs :

une centaine de chercheurs majoritairement issus de l'Université Gustave Eiffel mais également au-delà (Telecom ParisTech, Université Paris-Dauphine, Mines d'Abi etc.).

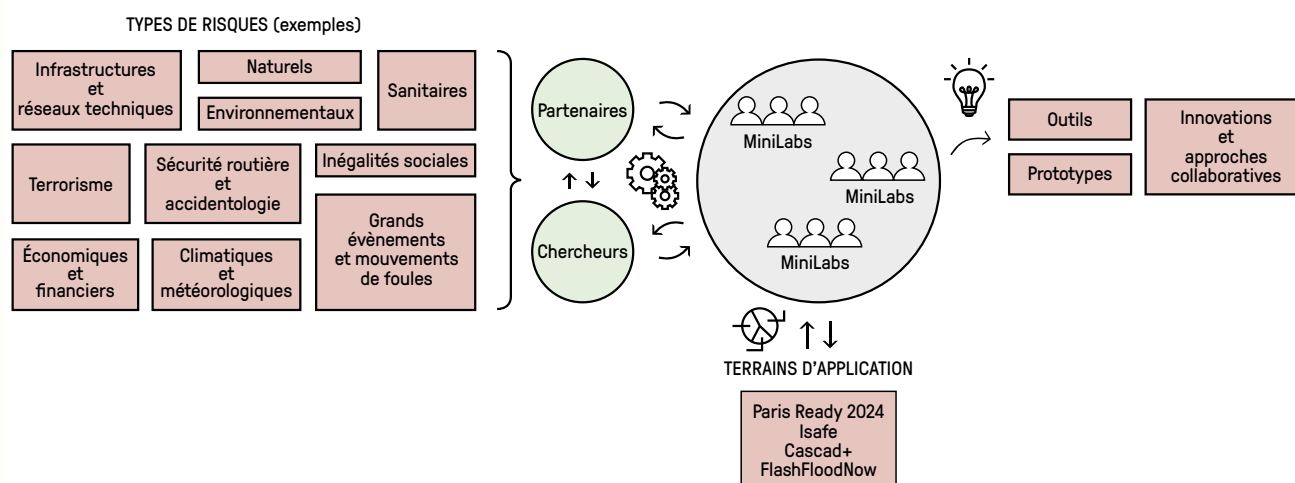
- UrbaRiskLab (URL) est un projet qui vise à créer un centre pluridisciplinaire sur la thématique risque / crise en milieu urbain. Il a été fondé sur le constat que toutes les crises (d'origine naturelle, climatique, chimique, pathogène, économique, cyber, sociétales, etc.), prévues ou imprévues, exceptionnelles ou chroniques, à cinétique lente ou rapide, génèrent des incertitudes scientifiques, techniques, organisationnelles et politiques importantes. Elles posent des questions cruciales en termes de préparation, de veille et de détection, de besoins en outils de modélisation, d'anticipation des effets cascade, d'intervention des secours, d'aide à la décision et de gestion post-crise. Envisager de façon interdisciplinaire la dynamique des risques et des crises en milieu urbain est un défi à relever d'un point de vue scientifique pour apporter des réponses stratégiques, politiques, techniques, économiques et sociales à ces problèmes et rendre les villes plus sûres et résilientes. URL a été pensé comme un centre de recherche proposant des réflexions et des solutions multi-risques et multi-échelles innovantes et en rupture technologique. Dès le départ, le projet a été construit pour être évolutif et expérimental.
- Le processus de création du centre pluridisciplinaire a nécessité plusieurs étapes. La première a consisté à mettre en place une démarche **bottom-up** d'analyse de l'expertise à disposition au sein du consortium. URL regroupe en effet une centaine de chercheurs issus de plus de 30 disciplines différentes qui, réunis ensemble, offrent une expertise et une couverture scientifique de toutes les catégories de risques qui pèsent sur les espaces urbains. Ainsi – sans les citer de façon exhaustive –, les risques naturels et environnementaux, les risques climatiques et météorologiques, les risques liés aux infrastructures et aux réseaux techniques, les risques sanitaires, ceux liés aux inégalités sociales, les risques relatifs aux grands événements et aux mouvements de foule, les questions de sécurité routière font partie intégrante des recherches portées et menées au sein du consortium. En effet, le projet s'appuie sur un collectif réunissant des compétences de sciences dures (mathématiques appliquées, statistiques, géosciences, chimie analytique), de sciences de l'ingénieur (mécanique, biomécanique, génie civil), de sciences environnementales (hydrologie, hydraulique, métrologie, nouveaux capteurs, (éco)toxicologie) et de sciences sociales (sociologie, géographie, urbanisme, économie, sciences de gestion, architecture, psychologie).
- Tout en effectuant la cartographie des compétences à disposition au sein du consortium, URL a mis au point un dispositif méthodologique afin de favoriser la création de projets interdisciplinaires. Ainsi, à titre expérimental, des « MiniLabs » ont été mis en place afin de fonctionner comme des « incubateurs de recherche » au sein du projet (illustration n° 6). Leur animation a été confiée à un binôme de chercheurs issus des sciences pour l'ingénieur et des SHS.

Leurs intitulés couvrent à la fois une large variété de risques et de disciplines et offrent matière à une réflexion transversale. Ils sont aujourd'hui au nombre de quatre :

- le MiniLab « Analyse et traitement des données » s'intéresse aux deux problématiques englobantes que sont l'optimisation et la fiabilisation des données. Il engage aussi des réflexions sur la mesure de l'incertitude générée par l'absence de fiabilité des données ;
- le MiniLab « Capteurs et usages » s'intéresse aux technologies de capteurs innovants, au traitement automatisé des données et aux nouveaux usages sociétaux ;
- le MiniLab « Visualisations » s'intéresse à l'extraction et l'exploitation d'informations (textuelles et d'images), à la représentation des données complexes et à la conception et la co-création d'interfaces avec les utilisateurs finaux ;
- le MiniLab « Circulation de l'information en situation dégradée » s'intéresse au besoin et à la qualité des données pour les utilisateurs-cibles, aux problèmes d'interprétation et de transfert d'une information en situation de crise, voire à l'impact sociétal d'une information dégradée (fakenews, etc.).

Illustration n°6

Schéma d'un des dispositifs de création de l'interdisciplinarité au sein de URL: les MiniLabs



- Le projet s'achèvera en mars 2022. Il a évidemment dû faire preuve d'agilité et de créativité dans son fonctionnement pour s'adapter à la crise sanitaire et entame maintenant un travail de retour réflexif sur ses réalisations. Mais d'ores et déjà, URL peut afficher (entre autres) à son actif : plus de 13 stages de M2 financés ; 3 demi-bourses de thèses allouées ; 5 projets financés dans le cadre d'un AAP interne. Outre ces réalisations, URL a généré de nombreux effets indirects qu'il est difficile aujourd'hui de quantifier. Mais en mettant des chercheurs en réseau, en favorisant l'interconnaissance, en soulevant des questions interdisciplinaires de recherche, URL a contribué au montage de plusieurs projets ANR et à la naissance de collaborations interdisciplinaires durables.

Projet INTENS

«Fonctions d'interface énergétique dans les villes des nords et des suds: objets, systèmes, acteurs, métiers»

Chercheurs concernés (au LATTS) :

Sylvy Jaglin (co-coordinatrice du projet), Mathilde Marchand, François-Mathieu Poupeau, Marika Rupeka (appui au projet), Jonathan Rutherford.
Financier : I-Site FUTURE («Impulsion» 2019).

Durée : 2020-2023.

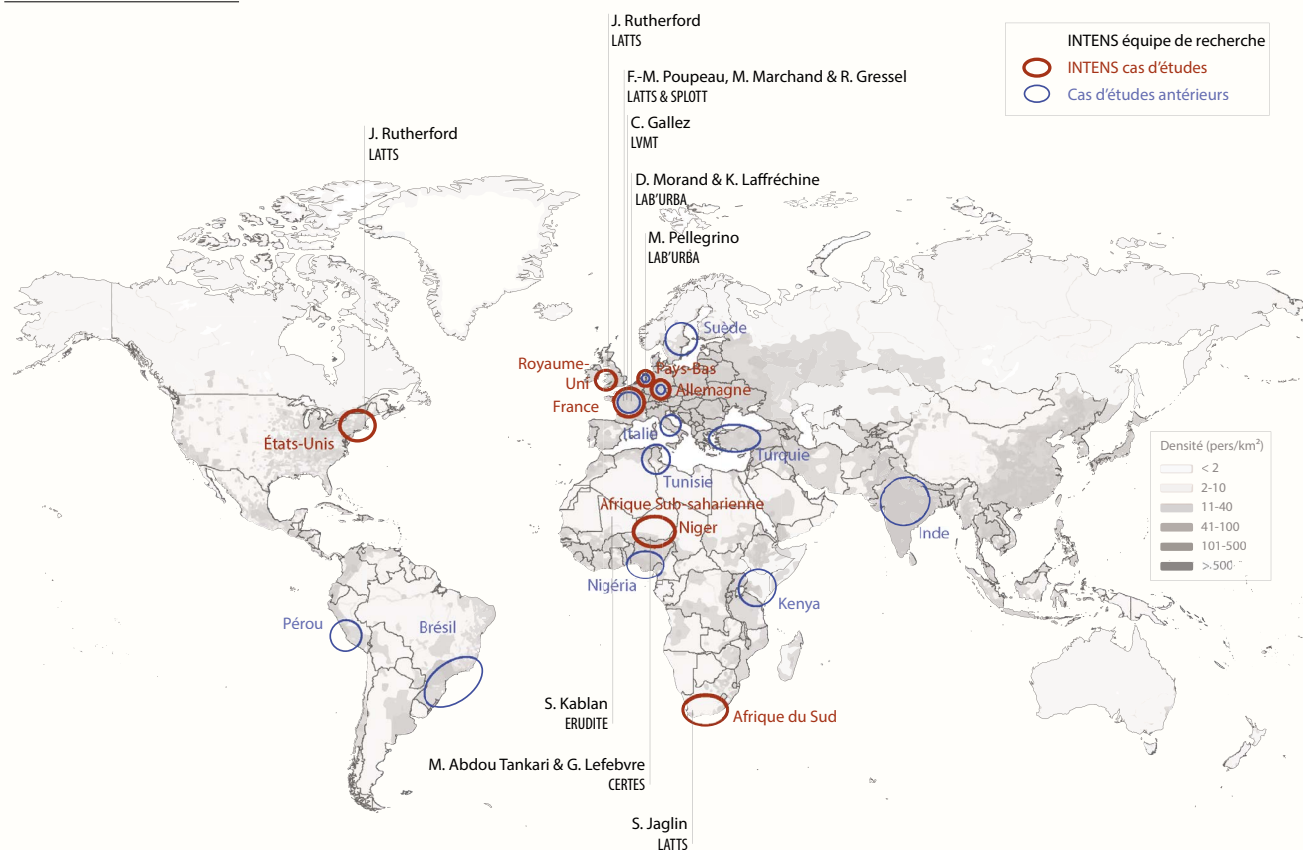
Partenaires académiques en-dehors du LATTS :

CERTES, CSTB, Efficacity, Erudite, Lab'Urba (dont Margot Pellegrino, co-coordinatrice du projet), LVMT, SPLOTT.

- Le contexte de la recherche est celui des transformations rapides du monde de l'énergie et des exigences renouvelées qu'elles suscitent en termes de flexibilité et de fiabilité des systèmes électriques. Des travaux antérieurs ont montré qu'une partie des réponses à ces exigences se traduit par la multiplication d'offres d'intermédiation qui mobilisent des objets (compteurs intelligents, capteurs, boîtiers connectés), des dispositifs (plateformes numériques, centrales virtuelles), des nouveaux services (les boucles et services de flexibilité locale) et des nouveaux métiers (agrégateurs).
- Le projet s'intéresse à cet ensemble hétérogène d'innovations, sociotechniques et organisationnelles, qu'il qualifie, en première approche, de **fonctions d'interface énergétique (FIE)**, avec 3 principaux objectifs :
 - d'abord, **caractériser et conceptualiser ces fonctions à partir d'une définition délibérément laissée très ouverte à ce stade pour construire une grille d'analyse commune** et transversale à une diversité de contextes géo-énergétiques (Nords et Suds). Les cas d'étude retenus en Europe (France, Allemagne, Royaume-Uni), en Amérique du Nord (Boston) et en Afrique subsaharienne (Niger, Afrique du Sud) sont des terrains dans lesquels les participants ont déjà conduit des recherches et qu'ils peuvent rapidement mobiliser au service du projet ;
 - ensuite, **préciser le rôle de ces FIE dans les recompositions des systèmes énergétiques urbains** en examinant comment elles contribuent à l'évolution des infrastructures de réseau (notamment pour répondre aux demandes de flexibilité) et à reconfigurer les rapports de pouvoir, par exemple entre acteurs nationaux et décentralisés de l'énergie ;
 - enfin, **intégrer les FIE dans l'analyse des processus de la transition énergétique urbaine** en confrontant la pluralité des évolutions aux trajectoires projetées, c'est-à-dire en interrogeant la manière dont les FIE, portées à différentes échelles par une grande variété d'acteurs et d'intérêts, s'inscrivent dans les objectifs de la transition.

Méthodologie

- Mobiliser les recherches passées et en cours des membres de l'équipe INTENS pour développer rapidement une dizaine de cas d'étude dans divers contextes, avec une grille d'analyse et des hypothèses communes.
- Identifier les récurrences et les convergences pour travailler les analogies causales.
- Exploiter une littérature scientifique interdisciplinaire (SHS, économie, STS, génie urbain) afin de contribuer à une théorisation des rôles des FIE dans la transition énergétique.



→ La recherche postule que les FIE sont des « lieux » stratégiques de réalisation et donc d'observation des processus concrets de changement des systèmes énergétiques. Elle propose de les interroger à partir de plusieurs hypothèses :

- en engendrant une importante production de référentiels, de normes, de protocoles, de plateformes d'échanges, etc., les FIE suscitent en quelque sorte des « **investissements de forme** » (la notion est librement inspirée de Laurent Thévenot) susceptibles de créer de l'intelligibilité partagée entre les différents acteurs.

Exemple : l'acceptabilité sociale des compteurs intelligents varie beaucoup, en fonction de la capacité à les inscrire dans une vision partagée des bénéfices attendus.

- tout en ajoutant de la complexité (par la multiplication des intermédiaires et des strates de métiers), les FIE sont aussi potentiellement des **instruments de re-régulation des systèmes énergétiques** dont elles contribuent à révéler les tensions et contradictions, mais aussi à rééquilibrer les rapports de force entre les gros opérateurs historiques, d'un côté, de plus petits acteurs tels les agrégateurs et leurs clients, de l'autre.

Exemple : les agrégateurs d'effacement diffus (modulation des consommations, notamment de chauffage électrique, des particuliers) ou industriel s'imposent comme des acteurs centraux des nouvelles organisations.

- les FIE accompagnent et reflètent, dans leur conception même, des **déplacements de valeur et de pouvoir dans le secteur de l'énergie**.

Exemple : dans un contexte de massification de la production distribuée d'électricité et de renforcement des missions d'équilibrage et de stockage du réseau, les acteurs des marchés de flexibilité et les FIE qu'ils développent deviennent stratégiques, captant au passage une part accrue de la valeur économique (à travers bourses et mécanismes d'enchères).

- la dernière hypothèse, de nature plus méthodologique, consiste à affirmer qu'une **analyse territorialisée des FIE** et plus largement des transformations énergétiques est nécessaire à la compréhension des processus locaux de transition, interdépendants de leurs environnements urbains.

→ **Plusieurs types de résultats sont attendus :**

- à partir de la notion originale de FIE, une contribution aux débats et publications scientifiques internationaux sur la transition énergétique, à l'intersection des *Science & Technology Studies* et *Urban Studies* ;
- localement, à Paris-Est Sup, consolider un collectif interdisciplinaire Villes & énergie à travers l'élaboration d'un cadre commun d'analyse des transformations des systèmes énergétiques territorialisés ;
- enfin, **à destination d'acteurs non académiques** (publics, privés, issus de la société civile, etc.), produire des outils de compréhension partagés par l'élaboration de notices présentant la typologie et les méthodologies d'analyse des couples FIE / territoires urbains.

PUBLICATIONS

- **Environ 80 publications académiques** (ouvrages, articles dans des revues à comité de lecture, directions de dossiers ou d'ouvrages, chapitres d'ouvrages) sont sorties du LATTs en 2020, auxquelles s'est ajoutée une cinquantaine d'autres types de productions (thèses, articles de vulgarisation, notes de lectures, etc. ; pour une liste complète, cf. l'annexe « Publications »). Ce chiffre correspond au volume habituel de publications du laboratoire, sachant qu'il faut se méfier des variations annuelles, qui peuvent s'expliquer de diverses manières : état d'avancement dans la carrière des membres du LATTs (préparation d'une HDR, contraintes personnelles, etc.) ou existence de projets de publications collectives (numéro spécial de revue ou ouvrage faisant intervenir plusieurs chercheurs, comme c'est le cas, par exemple, en 2017 pour une vingtaine de chapitres issus du livre « maison » *Les métamorphoses des infrastructures, entre béton et numérique*).

Illustration n°8

Les publications du LATTs de 2015 à 2020

	OUVRAGES SCIENTIFIQUES	ACL	ACLN	DIRECTION DE NUMÉROS SPÉCIAUX DE REVUES	DIRECTION D'OUVRAGES SCIENTIFIQUES	CHAPITRES D'OUVRAGES SCIENTIFIQUES	TOTAL
2015	10	28	11	1	8	24	82
2016	12	31	16	2	2	24	87
2017	6	35	15	3	1	42	102
2018	6	39	15	6	3	29	98
2019	7	37	13	4	1	24	86
2020	3	25	11	1*	2	36	78
TOTAL	44	195	81	17	17	179	533

ACL : articles dans des revues à comité de lecture référencées dans les bases de données internationales.

ACLN : articles dans des revues et des sites éditoriaux de projet de recherche à comité de lecture non référencés dans les bases de données internationales.

(*) pour 2020, il s'agit d'un numéro de dossier dans un site éditorial de projet de recherche.

Les chiffres des publications de 2017 et 2018 mentionnés dans le rapport d'activité du LATTs de 2019 ont été ici corrigés, suite à une harmonisation des données.

Deux traits saillants caractérisent la production collective du laboratoire.

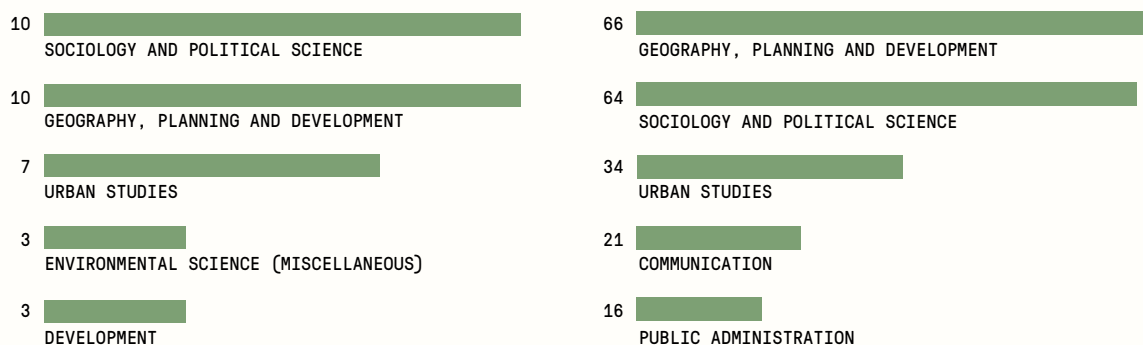
- Celle-ci est d'abord marquée par une **très forte interdisciplinarité**. En 2020, les articles ACL et ACLN publiés en sociologie et en sciences politiques apparaissent en effet dans des proportions identiques à ceux de géographie et d'aménagement (cf. illustration n°9). Les chiffres restent assez proches si l'on considère que les études urbaines (*Urban Studies*) concernent souvent ces deux ensembles disciplinaires. Ce constat vaut également pour une période plus large (2016-2020 dans l'illustration). Par ailleurs, entre 2010 et 2020, les 10 revues ACL et ACLN dans lesquelles les travaux du LATTs ont été les plus publiés sont (par ordre décroissant d'importance) : *Réseaux*, *Flux*, *Urban Studies*, *la Revue française d'administration publique*, *Métropoles*, *la Revue d'anthropologie des connaissances*, *Sociologie du travail*, *Terrains et travaux*, *Actes de la recherche en sciences sociales*, *Géographie*, *Économie et société*. On retrouve là encore un bel équilibre entre les champs disciplinaires que sont la sociologie et les sciences politiques d'une part (6 revues), la

géographie et les études urbaines d'autre part (4 revues), l'histoire étant également présente (mais elle n'apparaît pas ici du fait de la moindre proportion des chercheurs historiens et du champ plus éclaté des revues). Cette interdisciplinarité place le LATTs dans une position originale dans les champs scientifiques français et international, celle d'un laboratoire qui n'est pas réductible à une UMR de géographie et d'études urbaines.

- La production académique du LATTs est, ensuite, globalement **très tournée vers l'international**. En 2020, près des deux tiers des ACL sont parus dans des revues anglo-saxonnes (contre 50 % en 2019), dont plusieurs sont de rang A. Certains ouvrages ont été publiés ou traduits dans une langue étrangère (1 sur 3 en 2020, contre 4 sur 8 en 2019), ainsi que des chapitres d'ouvrages (près d'un tiers en 2020). Pour maintenir cette ouverture internationale à un bon niveau, le laboratoire mène depuis quelques années une politique active de soutien à la traduction (cf. partie « Éléments budgétaires et recherche partenariale »). Comme l'a souligné le dernier rapport HCÉRES sur le LATTs (2018), le degré d'internationalisation des publications est cependant variable selon les disciplines. En tendance, les chercheurs en géographie et aménagement sont un peu plus tournés que leurs homologues sociologues et politistes vers des supports en langue anglaise, qui accueillent régulièrement des productions lattsiennes (*ÉchoGéo* ou *Urban Studies* en 2019). Les sociologues et les politistes publient quant à eux un peu plus en langue française, ce qui s'explique en grande partie par les spécificités des champs académiques dans lesquels ils s'inscrivent, beaucoup de débats scientifiques auxquels ils participent se développant dans des revues francophones. Il est à noter également que publier dans une langue étrangère n'est pas nécessairement le gage d'une plus grande qualité de la production académique, celle-ci se mesurant avant tout à ce qu'elle propose en matière de progrès de la connaissance.

Illustration n°9

Le «top 5» des sous-domaines/disciplines des articles ACL et ACLN du LATTs en 2020 (à gauche) et en 2016-2020 (à droite)



Données fournies par le Pôle IST de l'École des Ponts ParisTech à partir des articles ACL et ACLN répertoriés pour le LATTs. Le classement a été effectué à partir de la base ASJC, qui permet de lier une revue à un ou plusieurs sous-domaines / disciplines. Il est donc logique que le nombre de références soit supérieur à celui des articles produits (même si certains d'entre eux, publiés dans des revues non répertoriées par la base ASJC, n'ont pu être intégrés). Sur la période 2016-2020, 227 références sur 307 en tout sont ainsi prises en compte, contre 31 sur 42 pour la seule année 2020.

L'année 2020 a également vu

5 thèses soutenues, 4 en aménagement et urbanisme (ED VTT)

1 en sociologie (ED OMI).

FLORA AUBERT

« Communautés énergétiques et fabrique urbaine ordinaire.

Analyses croisées Allemagne, France, Royaume-Uni »

soutenue le 12/06/2020, Université Paris-Est Sup

École doctorale « Ville, Transports et Territoires »

sous la direction de Taoufik Souami et Xavier Bonnaud

- Le développement des énergies renouvelables dans les zones urbaines suscite un intérêt grandissant, tant des professionnels que de la société civile, à partager localement l'énergie produite. Mettre en place un tel objectif relève régulièrement d'initiatives énergétiques locales. Alors que le monde de l'énergie a précédemment cherché à se rendre invisible du monde urbain, le déploiement de telles initiatives énergétiques pose la question de l'accueil de ces projets par la fabrique urbaine. La thèse postule que ces initiatives énergétiques locales contribuent, à leur manière, à faire réapparaître les systèmes énergétiques dans l'urbain, ainsi qu'à reconfigurer son organisation et son fonctionnement.
- Le travail de recherche s'appuie sur quatre études de cas dans trois pays : l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni. Les cas choisis sont l'habitat participatif des Colibres à Forcalquier (France), la Klimakommune de Saerbeck (Allemagne), le projet européen Sensible de stockage électrique à Nottingham (Royaume-Uni) et l'opération d'autoconsommation collective Smartmagne à Marmagne (France). Le travail s'attache à comprendre la fabrique de ces projets, c'est-à-dire que, au-delà de la matérialité produite, les analyses portent sur les acteurs et sur les mécanismes de l'action en train de se faire.
- Trois grands résultats sont avancés dans la thèse. Alors que le terme de « communauté énergétique » est repris tant dans les travaux scientifiques que dans les communications nationales et européennes, la recherche montre que l'utilisation du concept d'assemblage pour caractériser les initiatives énergétiques observées est plus pertinent. L'objet d'étude correspond à l'articulation entre des acteurs (entreprises, chercheurs, collectifs d'habitants, promoteurs, collectivité, groupes d'intérêts, etc.) et des objets techniques et matériels relevant d'un projet énergétique spécifique : les « assemblages socio-énergétiques locaux et urbains » (ASE-LU). Leurs liens ne sont pas basés sur des affinités sociales ou politiques, mais sont générés par la poursuite de la réalisation du projet même. Les différents projets étudiés permettent de situer les effets produits au sein de ce que la thèse appelle la fabrique ordinaire de l'urbain. Autrement dit, les cas observés, dont l'objectif commun peut être exprimé comme la mutualisation d'énergie produite localement, ne relèvent que très peu de projets d'aménagement d'envergure (ZAC, OIN, écoquartier). Dans cette fabrique ordinaire, les porteurs de projets ne choisissent pas la confrontation socio-politique pour changer les règlements, les lois et les conditions de production. Ils préfèrent emprunter les marges et les failles laissées par la fabrique ordinaire pour faire advenir leur projet et le transformer en réalité matérielle et sociale. Enfin, la thèse discute un possible rapprochement des études de cas avec les communs. Les ASE-LU débordent des découpages classiques (structurants pour la fabrique urbaine) entre droit de propriété et droit d'usage, entre privé et public, entre suprématie de l'intérêt général et poursuite des intérêts partiels ou individuels. Ils sont confrontés aux mêmes problématiques que les communs urbains et/ou énergétiques : blocages légaux, mobilisation de failles et d'interstices. Ils dessinent des organisations sociales et des ensembles spatio-techniques qui interrogent au moins les structures juridiques et sociales classiques, d'une part du monde de l'énergie, d'autre part, du monde de la fabrique urbaine.

CORINNE BELVÈZE**« Construire une influence dans les interstices de l'Union Européenne. Mobilisation et place des collectivités territoriales européennes dans les textes adoptés en procédure législative ordinaire (paquets « économie circulaire » et « énergie propre pour tous les européens ») »**

soutenue le 16/06/2020, Université Paris-Est Sup

École doctorale « Organisation, Marchés, Institutions »

sous la direction de François-Mathieu Poupeau

- Les collectivités territoriales ont-elles une influence sur les textes adoptés en procédure législative ordinaire au niveau européen ? S'intéressant aux cas de l'énergie et des déchets et adoptant une définition de l'influence comme prise en compte d'une proposition dans les écrits, la thèse suit la façon dont ce type d'acteurs se mobilise et essaie d'infléchir le processus législatif communautaire tout au long de son déroulement (de sa préparation au sein de la Commission européenne jusqu'aux trilogues et à l'adoption des textes). Elle s'appuie pour cela sur une méthodologie centrée sur les « rédacteurs des textes » et combinant *process-tracing*, influence attribuée et analyse textuelle.
- La recherche montre que, selon le cas, les collectivités peuvent être plus ou moins influentes, à tous les niveaux du processus législatif, et qu'elles ne sont pas nécessairement soutenues par la Commission ou le Parlement en tant qu'institution. Si certains groupes politiques, segments de la Commission ou États-Membres semblent plus enclins à leur apporter leur appui en fonction des sujets (avec une variabilité y compris au sein de chaque secteur), les collectivités sont en réalité confrontées à deux obstacles : l'interprétation du principe de subsidiarité par les législateurs et l'objectif d'un marché intérieur européen concurrentiel. Dans les situations où l'on constate, en dépit de ces entraves, une forte influence des collectivités, la thèse identifie certaines formulations dans les textes législatifs qui permettent de contourner ces obstacles, dénommées « parades rédactionnelles ». La thèse en présente deux types dans les études de cas : les « parades en mélange », qui consistent à intégrer les collectivités à une catégorie privée plus large, et les « parades par invisibilité », qui évitent de mentionner les collectivités et leur rôle. Ces « parades rédactionnelles » dessinent une influence des collectivités dans les textes à petits pas et relativement discrète, mais pour autant bien réelle.

RINA KOJIMA**« Reconstruire dans l'après-Fukushima : responsabiliser et vulnérabiliser par le risque »**

soutenue le 04/11/2020, Université Paris-Est Sup

École doctorale « Ville, Transports et Territoires »

sous la direction de Valérie November et Paul Jobin

- Cette thèse cherche à revisiter le concept de reconstruction après la catastrophe nucléaire de Fukushima survenue en mars 2011. En abordant la politique de reconstruction lancée par les autorités japonaises suite à cette catastrophe, malgré le risque sanitaire dû aux faibles doses des radiations persistant dans l'environnement, elle étudie les conséquences socio-culturelles de cette politique sur les personnes affectées, qui partent, restent ou retournent dans les territoires contaminés. Quelle reconstruction après cette catastrophe nucléaire ? Quelle reconstruction dans des territoires contaminés, pour des populations touchées par cette catastrophe et confrontées à ce risque sanitaire et environnemental sur le long terme ?

- Afin de répondre à ces questions, cette thèse analyse, en premier lieu, la catastrophe de Fukushima en trois phrases – avant, pendant et après l'événement –, et sa gestion à deux niveaux – collectif et individuel. Elle examine également les controverses sociotechniques que suscite le risque dû aux faibles doses de radiations – risque inscrit sur un espace étendu et sur le temps long –, ce qui permet de saisir la complexité de cette situation « post-accidentelle » d'une société japonaise nucléarisée. En second lieu, cette thèse étudie, de manière comparative, la catastrophe de Minamata due à une contamination au mercure depuis les années 1930. En analysant ces deux cas d'étude dans leurs différentes dimensions – l'incertitude, le risque et l'avènement de la catastrophe –, elle met en lumière le processus de reconstruction, voire de renaissance d'une société japonaise affectée, à plusieurs reprises, par des catastrophes d'origine techno-industrielle, effet-miroir du développement et de la modernisation de ce pays.

SOFIA GUEVARA

« De l'instabilité de la notion du risque en milieu urbain. Habitants et gestionnaires face aux inondations à Barrio Luján et La Carpio (San José, Costa Rica) »

soutenue le 15/12/2020, Université Paris-Est Sup

École doctorale « Ville, Transports et Territoires »

sous la direction de Jean-Pierre Lévy

- Depuis une trentaine d'années, les politiques de gestion du risque évoluent dans nombre de pays, sous l'influence des injonctions de la Stratégie Internationale des Nations-Unies pour la réduction du risque de catastrophes. Dans la région latino-américaine, cette évolution des politiques publiques passe par la création de « systèmes » de coordination interinstitutionnelle reposant sur le principe de subsidiarité et de délégation de la gestion du risque, de l'État vers les différentes échelles territoriales. C'est le cas au Costa Rica, où les concepteurs de la politique de gestion du risque cherchent à inclure l'ensemble des acteurs de la société, de l'État aux habitants, dans les actions de réduction des catastrophes. En 2006, cette volonté se traduit par l'émergence de comités de quartier de gestion de crise (CCE de leur nom en espagnol). Créés à l'initiative des municipalités, et composés exclusivement d'habitants, ces dispositifs socio-politiques visent à impliquer les résidents des territoires impactés par des situations d'urgence dans les actions de gestion de crise. Dans l'espace métropolitain costaricien, les CCE sont notamment constitués dans les quartiers affectés par les inondations urbaines, débordements perturbant le quotidien de la ville, emblématiques des risques dits « urbains ». Ces derniers sont liés à des facteurs morphologiques, ainsi qu'aux processus de peuplement, aux activités et services urbains. Résultat d'une multiplicité de facteurs, les inondations urbaines mettent au défi les actions menées par les CCE. Des tensions peuvent alors apparaître entre leurs membres et les gestionnaires locaux les accompagnant dans leurs missions, concernant l'identification des causes des débordements ainsi que les solutions pour les atténuer. La portée des discussions et des actions à mettre en œuvre n'engage pas de la même façon chaque acteur du territoire concerné.
- À la croisée des études sur le risque et des recherches urbaines, la thèse choisit d'interroger les CCE constitués à San José, capitale du pays, face aux inondations urbaines. En adoptant une approche systémique, la méthode d'enquête s'intéresse aux relations tissées entre les agents municipaux et les riverains au sein de ces comités participatifs. Elle propose de considérer le risque non comme une donnée, qui dépendrait d'un aléa, ni comme une catégorie d'action stabilisée par les politiques publiques, mais comme une notion dépendant d'une relation entre acteurs, empreinte de tensions et révélatrice des situations d'inégalités sociales dans les territoires métropolitains. La thèse s'appuie sur des terrains empiriques variés : une étude d'archives institutionnelles, un travail cartographique et la réalisation d'entretiens et d'observations participantes dans deux quartiers aux profils socio-économiques différents, Barrio Luján et La Carpio.

- La thèse montre que des dispositifs verticaux, *a priori* conçus par des bureaucrates pour diffuser une culture du risque au sein de la population, sont instrumentalisés tant par les résidents que par les fonctionnaires locaux, afin de défendre leurs projets et leurs intérêts respectifs dans les territoires concernés. L'approche systémique et comparative révèle que cette instrumentalisation n'est pas univoque, ni fixe, mais qu'elle évolue au rythme des interactions entre les deux acteurs. Ainsi, en éclairant le caractère contextuel et dynamique de la définition du risque selon les quartiers, la thèse attire l'attention sur le caractère instable des catégories proposées par la gestion publique du risque, réinvesties, voire débordées, par la manière dont les habitants se les approprient. Dans les deux cas étudiés, les riverains ne cessent de rappeler les limites de la politique publique et ses contradictions quant à l'objectif affiché. De ce point de vue, la thèse permet de souligner l'apport des conceptions habitantes du territoire, et invite à une réflexion sur de nouveaux cadres pluralistes pour les politiques du risque.

MARIE VELTZ

« La ville des plateformes à l'ère numérique. Les enjeux politiques de l'émergence d'un nouvel imaginaire-pratique »

soutenue le 18/12/2020, Université Paris-Est Sup

École doctorale « Ville, Transports et Territoires »

sous la direction d'Antoine Picon.

- Depuis une quinzaine d'années, les villes font face à l'essor du numérique. Ce sujet est mis à l'agenda non seulement par les acteurs publics, qui se sentent plus ou moins sommés d'entrer dans la modernité de la « smart city », mais aussi par une grande diversité d'acteurs extérieurs au champ urbain traditionnel, qui y voient des opportunités économiques. La thèse s'appuie sur une enquête menée dans les métropoles de Nice, Rennes et Montpellier. Elle interroge les effets du numérique sur les dynamiques d'action collective et sur les liens entre *policies* et *politics*.
- L'analyse détaillée des modalités d'appropriation par les collectivités locales montre que l'emphase communicationnelle est souvent supérieure aux réalisations concrètes, mais que le tournant numérique n'en est pas moins porteur de déstabilisations assez fortes, en bousculant les pratiques, mais aussi et surtout en faisant naître de nouvelles interrogations sur les fondements mêmes de leur action. L'enquête montre ensuite que, derrière les rhétoriques d'affichage très standardisées, se dessinent des parcours et des accentuations différentes dans les trois territoires, en même temps qu'apparaissent les contours d'une trajectoire spécifiquement française des métropoles dans leur rapport au numérique. Enfin, la thèse met en lumière l'affirmation avec le numérique de la figure de la plateforme, que ce soit dans les pratiques, les discours ou les imaginaires des acteurs. Celle-ci révèle en même temps qu'elle précipite une rupture avec le modèle de la ville des réseaux qui a dominé les imaginaires depuis 150 ans, et dont la thèse explore les conséquences politiques.

ANIMATION *DE LA RECHERCHE*

ACTIVITÉS ÉDITORIALES

- Le LATTS déploie une activité d'éditeur scientifique à travers **deux revues académiques** mobilisant certains de ses chercheurs : **Flux**, dont Olivier Coutard a été corédacteur en chef jusqu'à l'automne 2020, et **Réseaux**, dirigée par Patrice Flichy. Ces revues contribuent à asseoir la visibilité du LATTS dans le paysage des sciences humaines et sociales sur deux champs scientifiques importants : les réseaux territoriaux et les technologies d'information et de communication. Plusieurs membres du laboratoire participent à leur fonctionnement : Sylvie Jaglin et Jonathan Rufherford (comité de rédaction de *Flux*) ; Alexandre Mathieu-Fritz, Stève Bernardin et Dilara Trupia (comité de rédaction pour le premier et, pour les deux derniers, co-responsables des notes de lecture de *Réseaux*).
- Depuis quelques années, le LATTS s'est également doté de **Working papers** (dont la publication est coordonnée par François-Mathieu Poupeau et Elsa Vivant), qui comptait 18 textes en ligne fin 2020. Lancée en 2013, cette collection, soumise à un processus de validation interne, a vocation à diffuser les travaux des chercheurs du laboratoire dans un format plus libre que celui des supports usuels de valorisation scientifique.
- L'ensemble de ces activités s'appuient sur les compétences d'Aurélien Bur, membre de l'équipe administrative, qui en assure la responsabilité éditoriale.

Zoom sur les Revues *Flux* et *Réseaux*

La revue *Flux*

Créée en 1990 au LATTS par Gabriel Dupuy, en même temps que le groupement de recherche «Réseaux» du CNRS, la revue *Flux* a ensuite été dirigée puis codirigée par deux autres chercheurs du laboratoire : Jean-Marc Offner, puis Olivier Coutard conjointement avec Marianne Ollivier-Trigalo (LVMT).

Revue pluridisciplinaire à dominante de sciences humaines et sociales, *Flux* s'intéresse aux secteurs de réseaux – transports, eau et assainissement, énergie, télécommunications, etc. –, aux systèmes techniques qui les sous-tendent et aux services fournis par ces systèmes. La revue publie des contributions scientifiques originales sur la place des réseaux et, plus largement, de tout dispositif sociotechnique de fourniture de services collectifs, dans l'organisation de l'espace, le métabolisme des sociétés et des territoires, le fonctionnement des firmes, les formes du pouvoir local, l'usage des technologies nouvelles ou les pratiques de la vie quotidienne.

Flux s'intéresse tout particulièrement aux relations entre ces dispositifs sociotechniques et les territoires qu'ils desservent. La revue occupe ainsi une place originale et reconnue dans le champ des revues françaises d'aménagement. Elle est soutenue par l'Institut des Sciences humaines et sociales (InSHS) du CNRS. Depuis 2016, *Flux* est publiée exclusivement en ligne, diffusée par la plateforme Cairn.

Depuis l'automne 2020, *Flux* est dirigée par un nouveau trio – Jean-Baptiste Bahers (CNRS, ESO), Hélène Nessi (Université Paris Nanterre, LAVUE) et Arnaud Passalacqua (Université Paris-Est Créteil, Lab'Urba) – ne comportant, pour la première fois, aucun chercheur du LATTS. Ceci

étant, le laboratoire est depuis l'origine et aujourd'hui encore très présent dans son comité de rédaction. Sur les 29 membres du comité, 3 appartiennent en effet au LATTS (Olivier Coutard, Sylvy Jaglin, Jonathan Rutherford) et 11 (dont la co-rédactrice en chef) sont passés par le laboratoire à un moment de leur carrière. En outre, les chercheurs et doctorants du laboratoire contribuent régulièrement à la revue. Entre 2016 et 2020, on recense ainsi une dizaine d'articles publiés par des membres du LATTS, ainsi que deux codirections de dossiers thématiques, respectivement par Nathalie Roseau, sur «Les gares au miroir de l'urbain», et Kostas Chatzis, sur «Systèmes d'information et gestion de l'urbain (XVIII^e-XXI^e siècles)».

La revue *Réseaux*

La revue *Réseaux, Communication, Technologie et Société* a été créée en 1982 par le Centre National d'Études des Télécommunications (CNET). Des chercheurs du LATTS, Pierre Veltz et Philippe Zarifian, y ont collaboré dès l'origine. La revue a tout naturellement pris place au LATTS quand Patrice Flichy a rejoint le laboratoire en 2000. Il en assure, aujourd'hui encore, la direction. Alexandre Mathieu-Fritz est membre du comité de rédaction, ainsi que deux anciens chercheurs du laboratoire, Sylvain Parasie et Dominique Cardon. Éditée par La Découverte, *Réseaux* publie six numéros par an. Elle est accessible sur la plateforme électronique Cairn depuis 2006. Environ 20 % des articles sont également publiés dans une version anglaise sur *Cairn International*. Le taux de sélection des contributions est élevé, aux alentours de 15 %. *Réseaux* a un *h-index* de 58, ce qui la classe parmi les toutes premières revues de sociologie. Elle est ainsi parvenue à trouver sa place dans le champ scientifique, à côté des grandes revues disciplinaires. Elle est, par ailleurs, soutenue par l'Institut des Sciences humaines et sociales (InSHS) du CNRS.

Réseaux s'intéresse à l'ensemble du champ de la communication. C'est aujourd'hui la principale revue française de sciences sociales qui traite de la question du numérique. Un des numéros conçus en 2020 étudie ainsi «L'action publique au prisme de la gouvernamentalité numérique». Pour avoir une idée complète des problématiques abordées, on peut se reporter au numéro paru en 2014, qui fait suite à un colloque organisé pour les trente années de la revue, et qui met en lumière quelques-unes des grandes thématiques traitées (mass-médias, informatique, télévision, Internet, etc.), tout en dressant un programme des questions à étudier à l'avenir. Bien qu'orientée principalement vers la sociologie, *Réseaux* souhaite traiter des problèmes de la communication de façon pluridisciplinaire et ouvre ses colonnes aux sciences de l'information et de la communication, à la science politique, aux sciences économiques et de gestion, ainsi qu'à la géographie et à l'histoire.

Ces dernières années, plusieurs numéros ont été animés par des chercheurs de l'Université Gustave Eiffel, comme Anne Aguilera (LVMT), qui a coordonné, en 2016, le numéro «Internet et mobilité», ou Bilel Benbouzid (LISIS), qui a codirigé le numéro sur la prédiction algorithmique en 2018. Les chercheurs du LATTS sont représentés également : Alexandre Mathieu-Fritz a animé un numéro en 2018 sur la télémédecine, Patrice Flichy a codirigé ensuite deux numéros sur les plateformes numériques en 2018 et 2019, Stève Bernardin et Gilles Jeannot ont coordonné le numéro spécial sur «Villes intelligentes et administrations municipales» en 2019, auquel ont contribué d'autres auteurs du LATTS.

- Le LATTs est par ailleurs engagé dans la **rédaction en chef d'*International Journal of Urban and Regional Research*** (Mustafa Dikeç, éditeur). Les chercheurs du laboratoire sont par ailleurs impliqués comme membres des comités scientifiques et éditoriaux de nombreuses revues, nationales et internationales, témoignant du large panel thématique et disciplinaire des champs de recherche et de publication du LATTs. Au titre des domaines principaux, mentionnons notamment :

Environnement :

Développement durable et territoires ; Risques urbains.

Géographie :

Les Annales de géographie ; Territoire en mouvement.

Histoire (sociale, réseaux, techniques) :

Artefact ; Genèses ; Journal of transport history ; Sciences sociales et histoire ; Techniques, histoire et sciences humaines.

Paysage et architecture :

City ; Les carnets du paysage ; Le Visiteur ; New Geographies ; Territory and Architecture.

Réseaux et mobilités :

International Journal of Urban Sustainable Development ; Journal of transport history ; Journal of urban technology ; The journal of Mega Infrastructure projects and sustainable development ; Transports urbains.

Recherche urbaine :

Annales de la recherche urbaine ; Environment and Planning C ; International Journal of Urban and Regional Research ; Jadaliyya Cities ; Métropoles ; Métropolitiques ; Urban research and practice.

Sciences politiques :

Public administration research ; Revue française d'administration publique.

Travail et activité :

Activités ; Éducation permanente ; Nouvelle revue du travail ; Revue française de socio-économie ; Sociologie du travail ; Travail et emploi.

- Enfin, les chercheurs du LATTs sont régulièrement sollicités comme **referees** par diverses revues dont, en 2020 : *Annales de géographie ; Antipode ; Area Development and Policies ; Autrement ; Autrepart ; Construction Management and Economics ; Culture, Medicine and Psychiatry ; Cybergeo ; Développement Durable et Territoires ; Energy Building Review ; Energy Research & Social Science ; Environment and Planning A: Economy and Space ; Environment and Planning C: Politics and Space ; Espaces et Sociétés ; European Planning Studies ; European Transport Research Review ; Flux ; Géocarrefour ; Geotransports ; Housing Studies ; Institut des Amériques ; International Journal of Urban and Regional Research ; Journal of Medical Internet Research (JMIR) ; JMIR Journal of participatory medicine ; JMIR Medical Informatics ; L'Espace géographique ; Local Government Studies ; Métropoles ; Métropolitiques ; Nouvelle Revue du Travail ; Politique africaine ; Progress in Planning ; Regional Studies ; Relations industrielles / Industrial relations ; Réseaux ; Revue d'anthropologie des connaissances ; Revue d'économie Régionale et Urbaine ; Revue française d'administration publique ; Revue française de socio-économie ; Revue internationale de géomatique ; Revue internationale d'urbanisme ; Samaj ; Sciences et Sociétés ; Science, Technology, & Human Values ; Territory, Politics, Governance ; Travail et Emploi ; Urban Design Review ; Urban Geography ; Urban Studies ; Vertigo.*

ORGANISATION DE MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES

- En 2020, la pandémie de COVID-19 a conduit à l'annulation ou au report de maints événements scientifiques planifiés à l'origine dans un format « présentiel », notamment les congrès disciplinaires auxquels les chercheurs du LATTS ont l'habitude de contribuer régulièrement à travers l'organisation de sessions thématiques. Plusieurs événements scientifiques ont pu toutefois être programmés.
- **Sur le site de Paris-Est**, citons les Ateliers acteurs-chercheurs organisés par Ludovic Halbert sur les finances publiques locales, le séminaire « Photographier le Grand Paris » (Nathalie Roseau, groupe Inventer le Grand Paris) et le cycle de conférences de la Chaire « Aménager le Grand Paris » de l'École d'Urbanisme de Paris (séminaire sur « Agriculture urbaine et organisation des acteurs de l'aménagement », atelier « Le droit, les programmes immobiliers et la programmation des usages en aménagement urbain » pilotés notamment par Taoufik Souami). Au titre des **colloques et journées d'études organisés hors Paris-Est**, mentionnons également les événements suivants : « Océan : Culture, patrimoine » (Agathe Euzen, Task Force Océan du CNRS, Paris), « Heritage, Risk and Urban megaprojects: Which lessons to learn from the study of the Athens 2004 and London 2012 in regards to Paris 2024? » (Geneviève Zembri-Mary, CY Cergy Paris Université).

Zoom sur le séminaire scientifique «Inventer le Grand Paris»

Inscrit dans le cadre du LabEx Futurs Urbains, co-animé par Frédéric Pousin (IPRAUS, ENSA Paris Belleville) et Nathalie Roseau (LATTS, École des Ponts ParisTech), le programme de recherche *Inventer le Grand Paris, Histoire croisée des métropoles* est articulé autour d'un séminaire scientifique scandé, sur un rythme bimensuel, de rencontres régulières prenant la forme de journées d'études et d'ateliers. Ces manifestations ont pour finalité de débattre collectivement les questions de recherche qui sont au cœur du programme, ainsi que les questionnements épistémologiques à la croisée des disciplines qui rassemblent les chercheurs du programme et qui font l'originalité du projet *Inventer le Grand Paris*. Elles constituent en outre des jalons de référence.

En 2020, six événements ont été organisés autour des questions suivantes, toujours travaillées dans la longue durée historique : «Quelle esthétique urbaine pour le Grand Paris?» ; «Capitale et métropole : une dialectique dans le temps long» ; «Photographier le Grand Paris» ; «Résister au Grand Paris? Planification métropolitaine et stratégies locales» ; «Aménager la banlieue parisienne. Production et évolution des grands équipements structurants» ; «Dénombrer et spatialiser le Grand Paris : le projet Seine 1954».

Les séminaires font l'objet de restitutions qui sont publiées sur le site web du programme scientifique www.inventerlegrandparis.fr. En traduisant les communications et en reflétant les échanges qui ont eu lieu, ils en conservent la dimension orale et dialogique. À travers la publication de ces retranscriptions, le choix est fait de vouloir conserver sa place au débat et à la discussion dans l'avancée de la connaissance, une avancée qui est collective, bien qu'elle s'appuie sur les contributions de chacun. La programmation des ateliers internationaux trouve également son sens dans le dialogue recherché entre les différents contextes culturels.

Le séminaire et sa publication participent d'un projet éditorial plus large qui vise à construire un centre de ressources sur l'histoire du Grand Paris (publications, chantiers de recherche, corpus bibliographique et archivistique) adossé à un site web.

PARTICIPATION À DES COMITÉS ET RÉSEAUX SCIENTIFIQUES

- Du fait de leurs champs de recherche et de leur reconnaissance, les membres du LATTs sont invités à contribuer à des **conseils d'institutions scientifiques**, comme le Museum National d'Histoire Naturelle (Agathe Euzen), l'Académie Internationale d'Histoire des Sciences (Kostas Chatzis) ou la Société Française de Télémédecine (Alexandre Mathieu-Fritz).
- L'insertion des chercheurs du LATTs dans la communauté scientifique se traduit par leur participation à de **nombreux réseaux thématiques nationaux et internationaux**. Citons à titre d'exemple :

Histoire des sciences et des techniques : International Academy of the History of Science (Kostas Chatzis); International Network for Engineering Studies (Kostas Chatzis); Science and Democracy Network, Harvard University (Stève Bernardin).

Sciences de l'environnement : Alliance nationale de la recherche pour l'environnement (Agathe Euzen).

Sciences politiques et droit : Association française d'économie politique (Hélène Ducourant); Groupement de recherches sur l'administration locale en Europe (François-Mathieu Poupeau); Institut de recherches économiques et sociales (Jean-Michel Denis).

Sociologie : Association Française de Sociologie (Félix Adisson, Jean-Michel Denis, Alexandre Mathieu-Fritz); Association Internationale des Sociologues de Langue Française (Jean-Michel Denis, Alexandre Mathieu-Fritz, François-Mathieu Poupeau); International Sociology Association (Félix Adisson, Alexandre Mathieu-Fritz).

Études urbaines : African Urban Planning Research Network (Sylvy Jaglin); European Urban Research Association (Christian Lefèvre); Network-Association of European Researchers on Urbanisation in the South (Sylvy Jaglin).

Travail et organisation : European Group for Organization Studies (Pascal Ughetto).

FORMATION
PAR LA
RECHERCHE ET
RESPONSABILITÉS
DES UNIVERSITÉS

RESPONSABILITÉS DANS DES FORMATIONS

- Au sein du LATTs, enseignement et recherche s'articulent et se nourrissent mutuellement. Le profil d'enseignant-chercheur n'est pas l'apanage des seuls universitaires car **un très grand nombre de chercheurs du laboratoire assurent des tâches d'enseignement** à différents niveaux des cursus de formation, à l'image des personnels du CNRS et de l'École des Ponts ParisTech.
- Parallèlement à leurs activités de recherche et d'enseignement, les membres du LATTs assument également **diverses responsabilités de formation**. Il en va ainsi des enseignants-chercheurs qui sont en charge de cursus de licence et de master, voire d'unités de formation et de recherche (UFR) à l'**Université Gustave Eiffel**. Ils assurent ces fonctions au sein de l'**École d'urbanisme de Paris** (en M1 et en M2) et de l'**UFR SHS** (licence, masters 1 et 2). Hélène Ducourant est directrice adjointe de l'UFR SHS et responsable de la licence de sociologie. Elsa Vivant est co-responsable de la L3 Études urbaines. Plusieurs chercheurs sont en charge de parcours au sein du M2 de l'École d'Urbanisme de Paris : Urbanisme et expertise internationale – Option Urbanisme et Villes des Suds (Sylvy Jaglin, responsable du parcours) ; Développement des territoires (Christian Lefèvre, co-responsable du parcours) ; Développement urbain intégré (Yoan Miot, co-responsable du parcours). Pascal Ughetto est co-responsable du Master « Conduite du changement et sociologie des ressources humaines » (MACOR, voir encadré). Jean-Michel Denis est directeur du Master « Sciences Sociales » (mention). Taoufik Souami est directeur de l'IFU et co-directeur de l'EUP.
- Du côté de l'**École des Ponts ParisTech**, plusieurs membres du laboratoire sont responsables de formations ou de départements (présidence du département SHS par Gilles Jeannot). Ils y dirigent plusieurs modules d'enseignement (une dizaine) et participent au suivi de projets de fin d'études au sein des départements « Ville, Environnement, Transport » (VET) et « Sciences Humaines et Sociales » (SHS), ainsi que dans des formations de masters (Transition énergétique et Territoires, Transport et Développement Durable) et mastères spécialisés (Aménagement et Maîtrise d'Ouvrage Urbaine, Politiques et Actions Publiques pour le Développement Durable, Action Publique Avancée Maroc).
- Si l'ensemble des tâches liées aux responsabilités de formation est devenu au fil du temps de plus en plus chronophage – particulièrement en 2020 en raison de la pandémie de COVID-19 – et témoigne d'un **engagement toujours soutenu auprès des étudiants**, leur prise en charge permet aux chercheurs du LATTs de développer des compétences en matière d'organisation des formations et de pédagogie. Celles-ci s'avèrent très utiles lors de l'encadrement des doctorants, mais aussi, plus en amont, dans le repérage et l'accompagnement d'étudiants susceptibles de s'orienter vers la thèse.

Zoom sur le Master MACOR

Parmi les formations adossées au LATTS figure le parcours de Master «Conduite du changement et sociologie des ressources humaines» (MACOR). Il s'agit de l'une des filières du Master «Sciences sociales» de l'Université Gustave Eiffel. Elle est issue, au gré de transformations successives, du DESS Management par les compétences et Organisation qu'avaient fondé, en 1999, Yves Lichtenberger et Philippe Zarifian – deux anciens membres du LATTS –, ainsi que Sandra Enlart. Cette formation a ainsi plus de vingt ans d'existence désormais.

Au cœur de la formation se trouvent les enjeux du travail et de son organisation. Autrefois centrée sur le thème précis des «démarches compétence», aujourd'hui portant un spectre plus large de questions de développement des ressources humaines, l'approche transmise dans les enseignements consiste à inciter à problématiser ces questions comme renvoyant avant tout à des réalités de travail. Dans celui-ci se rejoignent, voire s'entremêlent, des enjeux de performance productive – concrétisation des attentes de la stratégie – et le développement personnel et professionnel des salariés. Selon l'organisation retenue, les possibilités d'un tel développement peuvent être favorisées ou, au contraire, sévèrement contraintes. La formation demande ainsi aux étudiants d'apprendre à articuler trois niveaux : *la compréhension de la stratégie*, vaste défi à une époque où les efforts de la communication institutionnelle, en positivant systématiquement la manière de la présenter, rendent son appropriation de plus en plus compliquée, y compris pour les managers ; *l'identification des choix d'organisation*, ce qui exige de lutter contre la tendance forte à laisser penser que l'organisation s'imposerait par nécessité économique ou technique ; et *l'activité de travail*, dont l'analyse conduit tout à la fois à scruter les dimensions techniques et matérielles, mais aussi subjectives.

Depuis ses débuts, la formation ambitionne d'abord de former des professionnels des organisations privées ou publiques capables de porter de telles problématiques dans les projets au sein desquels ils interviennent. Mais les exigences conceptuelles sont fortes et la démarquent des formations plus générales et plus techniques à la gestion des ressources humaines. Dans le cadre de ce master ouvert à la formation continue mais accueillant majoritairement des étudiants en formation initiale, il s'agit souvent de montrer à un public issu des sciences humaines et sociales que celles-ci constituent plus que jamais des ressources hautement utiles dans les entreprises. L'alternance représente à la fois un support de professionnalisation pour ce public et le socle d'une coopération avec les entreprises d'accueil autour de la recherche, notamment à travers les conférences professionnelles et les recherches-actions, qui consistent à confier à la promotion une commande d'entreprise sur laquelle elle travaille collectivement pour fournir un diagnostic et des pistes d'action.

RECHERCHE DOCTORALE

- Les membres du LATTS sont **pleinement investis au sein des Écoles doctorales**, qui constituent une des instances scientifiques stratégiques du monde académique. Plusieurs chercheurs du laboratoire ont assuré la direction ou participent au fonctionnement (en tant que membre du conseil) des **deux Écoles doctorales, VTT et OMI**, auxquelles est rattaché le LATTS. Selon un mode de fonctionnement collégial, elles assurent le suivi des doctorants, depuis l'attribution des bourses doctorales et le recrutement, jusqu'à la mise en place des Comités de suivi individuel (CSI) qui jalonnent le parcours des doctorants.
- En parallèle de ce travail, le **parcours doctoral** fait l'objet d'une attention soutenue au sein du LATTS et d'un engagement collectif pour favoriser le suivi régulier des thèses, la socialisation académique et la professionnalisation. Du fait de la pandémie de COVID-19 et de ses effets palpables sur le déroulement des projets doctoraux, le LATTS a cette année renforcé le suivi collectif et l'aide apportée aux doctorants, en relation avec les tutelles diplômantes (prolongations de contrats doctoraux).
- Confiée à un chercheur, la responsabilité de ce parcours est assurée par Jean-Michel Denis, le suivi administratif étant réalisé par Nathalie Maugée. Parallèlement à l'insertion des doctorants au sein des axes de recherche et de la relation privilégiée nouée avec le directeur de thèse, **trois dispositifs** spécifiques structurent ce parcours au sein du LATTS.
- Le premier prend la forme d'une **rencontre annuelle** autour de la thèse (longtemps appelée « mini-soutenance »), durant laquelle le doctorant présente devant un petit auditoire l'état d'avancement de ses travaux et les éventuels problèmes scientifiques qu'il rencontre. L'auditoire est composé de chercheurs du LATTS (tous enjoins à participer au dispositif) et éventuellement extérieurs, ainsi que des représentants des entreprises partenaires pour les doctorants bénéficiant d'une convention CIFRE. Cet auditoire est délibérément pluridisciplinaire et n'est pas nécessairement spécialiste de la question traitée, afin de permettre l'ouverture et la circulation des connaissances. Ce moment privilégié de discussion permet d'associer les chercheurs du LATTS aux thèses en cours d'élaboration, tout en faisant bénéficier les doctorants d'une pluralité de regards sur leur travail. Enfin, il est l'occasion de produire un document, jalon essentiel dans le processus d'écriture, qui vise, selon les besoins et le stade de la réflexion, à présenter le cadre théorique de la thèse, formaliser les hypothèses de travail, décrire le ou les terrains de recherche ou dresser un état des résultats obtenus.
- En complément sont prévus des moments d'échanges spécifiquement réservés aux doctorants. Initié par Gilles Jeannot en 2013 et co-animé avec le responsable du parcours doctoral, un **séminaire de lecture** réunit chaque année les doctorants autour d'un thème particulier (l'incertitude en 2018, la régulation en 2019, la négociation en 2020). Une dizaine d'ouvrages ou d'articles scientifiques y sont analysés et discutés sur un programme de 4 séances coordonné par deux doctorants volontaires.
- Un autre séminaire, intitulé « TRUC » (**Travaux de Recherche d'Utilité Collective**), est organisé par et pour les doctorants. Trois séances se sont tenues au cours de l'année 2020 et ont été l'occasion pour eux de présenter leur travail et de discuter des difficultés qu'ils rencontrent. Chaque séance réunit une vingtaine de doctorants qui alimentent un échange collégial visant à apporter des éléments concrets de réponse à leurs questions et problèmes. Chaque année, des chercheurs titulaires du laboratoire sont invités à intervenir sur des thèmes précis, en fonction des besoins formulés par les participants.

Prix de thèses

Deux thèses soutenues au LATTS en 2019 ont été récompensées par des distinctions en 2020.

Lise Desvallées a remporté deux prix pour son travail doctoral intitulé «Problématisation, politisation et mesures de résorption des vulnérabilités énergétiques: entre droit à l'énergie et contrôle des pratiques des pauvres à Porto et à Barcelone»: le prix de l'École doctorale «Ville, Transports et Territoires» de l'Université Paris-Est Sup et celui de l'École des Ponts ParisTech.

Dilara Trupia a obtenu également deux prix pour son travail doctoral portant sur «Une ethnographie de l'innovation ouverte: le cas de "La Cantine Numérique"»: le prix de l'École doctorale «Organisations, Marchés, Institutions» de l'Université Paris-Est Sup ainsi que le prix spécial «Territoire» de l'Université Paris-Est en partenariat avec la Communauté d'Agglomération Paris-Vallée de la Marne.

- En 2020, **34 thèses étaient en cours au sein du LATTS**. Par ailleurs, les chercheurs du laboratoire ont participé à **30 jurys de thèse** et une **dizaine de jurys d'habilitation** dans des domaines variés - aménagement, architecture, géographie, histoire, sciences politiques, sociologie, urbanisme -, ce qui témoigne de l'interdisciplinarité constitutive de l'identité du laboratoire.
- Enfin, certains chercheurs contribuent à des **comités de sélection de projets de thèse**, pour des organismes publics de recherche. En 2020, à titre d'exemple, deux membres du LATTS (François-Mathieu Poupeau et Taoufik Souami) ont participé à la commission d'évaluation des thèses de l'ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie), rebaptisée Agence de la transition écologique, qui dispense chaque année plusieurs dizaines de co-financement de thèses dans le domaine des SHS.

DIFFUSION *DU SAVOIR*

- En raison des objets qu'ils étudient et des partenaires avec lesquels ils nouent des liens, les chercheurs du LATTS sont souvent appelés à mener des **activités d'expertise** tournées vers les **pouvoirs publics**, les **entreprises** et les **associations**. Ces activités portent sur de nombreux secteurs, territoires ou domaines d'activité, qu'il s'agisse des infrastructures et services urbains, de la transition énergétique, des « villes intelligentes », des modes de gouvernement politique et administratif, des outils de gestion ou des pratiques professionnelles des acteurs du risque.
- Parmi ces différentes formes d'expertise, on peut citer l'**analyse de l'action publique**. Le laboratoire dispose d'une expérience solide en la matière, qui s'appuie notamment sur les travaux de sociologie, de sciences politiques, d'histoire et de géographie qui sont menés depuis plusieurs années par ses chercheurs. Au terme d'« appui aux politiques publiques » parfois utilisé par les tutelles, les membres du LATTS préfèrent celui d'« analyse de l'action publique ». Ce dernier laisse place en effet à une approche plus distanciée voire « critique » des phénomènes étudiés, qui s'autorise à s'interroger sur les choix de décision publique (enjeux de mise sur l'agenda politique de certaines questions plutôt que d'autres, controverses autour des choix de politique publique, etc.) et sur leurs effets plus généraux en matière de transformations sociales (inégalités socio-spatiales, pluralisme dans la prise de décision, etc.). Cette terminologie semble également plus pertinente dans la mesure où elle permet d'échapper à une conception descendante, mécaniste et stato-centrée de l'action de gouvernement (ce à quoi renvoie souvent le terme de « politiques publiques »), pour laisser place à une analyse qui prend mieux en compte la grande diversité des acteurs qui en sont aujourd'hui partie prenante : les décideurs publics certes (État, collectivités territoriales, Union européenne, organisations internationales, etc.), mais aussi les acteurs privés, dont le rôle ne saurait être sous-estimé (entreprises, associations, réseaux et collectifs de citoyens).
- Une autre illustration de l'expertise collective développée au LATTS est l'étude de l'**introduction de nouveaux outils et dispositifs numériques** dans les organisations publiques et privées (cf. zoom). De nombreux chercheurs du LATTS qui s'intéressent aux mondes et aux changements techniques développent ainsi tout un ensemble d'activités auprès de diverses instances de décision (comités scientifiques, sociétés savantes, institutions étatiques, etc.) ou dans le cadre de recherches-actions menées avec des commanditaires désireux de comprendre les dynamiques de déploiement du numérique. Traduisant dans le langage des sciences sociales les interrogations de leurs interlocuteurs, ils étudient tant la conception que les usages des nouveaux dispositifs. La grille de lecture qui est adoptée est souvent celle des processus d'appropriation, afin de rendre compte du caractère évolutif des usages et de leur variabilité, qui conduit à dépasser la notion d'« acceptabilité » et à écarter celle d'« adoption » – qui voudrait que les nouveaux dispositifs soient utilisés suivant la manière exacte dont les usages ont été envisagés par les concepteurs. L'analyse fine des usages, de leurs effets concrets sur le travail et l'organisation, ainsi que de leurs ressorts permet bien souvent de répondre aux attentes de commanditaires soucieux d'identifier des freins et des leviers d'action et de recueillir des préconisations dans le cadre du changement qui les occupe.

Zoom sur les recherches autour et sur les dispositifs numériques

Les développements technologiques numériques peuplent aujourd'hui la plupart des terrains des chercheurs du LATTS et constituent l'un des chantiers du renouvellement scientifique du laboratoire. Un grand nombre de domaines de l'activité humaine s'appuie chaque jour un peu plus sur des dispositifs de ce type. La pandémie de COVID-19 a révélé par ailleurs toute leur importance dans nos existences et a contribué à la diffusion des usages de divers outils numériques d'organisation du travail, d'échanges et d'intermédiation. Leur mise en œuvre s'accompagne de toute une série d'effets plus ou moins inattendus. Ce sont ces «recompositions liées au numérique» qui intéressent les chercheurs du LATTS.

Du côté de la «fabrique urbaine», le numérique concourt à la transformation des formes de financement, des mécanismes de marché, des métiers de la ville, des modes de gouvernance locale, de la gestion des réseaux et des infrastructures qui constituent la matérialité urbaine. Du côté du travail et des organisations, il contribue faire évoluer en profondeur les activités des individus et les collectifs au sein desquels ils s'insèrent. Apparaissent de nouveaux dispositifs techniques (outils de gestion, ERP, CRM, blockchains, plateformes, outils collaboratifs, dispositifs de télétravail, etc.), mais aussi de nouveaux métiers, de nouveaux acteurs, de nouvelles fonctions. Nous assistons ainsi, dans de nombreux secteurs, à une reconfiguration des pratiques professionnelles, de la division du travail, des modalités d'apprentissage et de circulation des savoirs, des identités professionnelles, des frontières entre métiers, des formes hiérarchiques et des collectifs de travail.

Depuis les années 2000, les recherches menées au LATTS ont donné lieu à de nombreux travaux sur le numérique. Parmi ceux-ci, on peut citer l'ouvrage collectif du LATTS édité en 2017 (*Les métamorphoses des infrastructures. Du béton au numérique*, Bruxelles, Peter Lang), les recherches de Dominique Cardon (*À quoi rêvent les algorithmes*, Paris, Seuil, 2015), ainsi qu'un numéro spécial de *Réseaux* publié en 2019 («Villes intelligentes et administrations municipales»), auxquels cinq membres du laboratoire ont participé. On compte aussi l'ouvrage de Pascal Ughetto sorti en 2018 (*Organiser l'autonomie au travail*, Limoges, FYP Éditions), qui s'intéresse aux modalités et aux effets de la digitalisation des entreprises. À la croisée de la sociologie du travail et de la sociologie des TIC et d'Internet se situent les productions les plus récentes de Patrice Flichy (*Les nouvelles frontières du travail à l'ère numérique*, Paris, Seuil, 2017). Le thème de l'imaginaire, qu'il avait développé dans des travaux antérieurs (*L'imaginaire d'internet*, Paris, La Découverte, 2001), se trouve aussi au cœur des recherches d'Antoine Picon, qui a étudié les imaginaires urbains liés aux réseaux dans ses ouvrages consacrés aux villes intelligentes (*Smart cities. Théorie et critique d'un idéal auto-réalisateur*, Paris, éditions B2, 2013 et *Smart cities. A Spatialised intelligence*, Chichester, Wiley, 2015). Enfin, depuis 2010, Alexandre Mathieu-Fritz a consacré ses travaux de recherche au développement de la télémedecine et de la télésanté et à ses effets sur les pratiques de travail, les organisations de soins et les divers groupes professionnels du monde médical. 2020 a été l'occasion pour lui d'achever la rédaction d'un ouvrage issu de son HDR et publié l'année suivante aux Presses des Mines (*Le praticien, le patient et les artefacts. Genèse des mondes de la télémedecine*).

- Ces formes d'expertise peuvent s'appuyer sur des compétences et savoir-faire communs développés à l'occasion des **relations nouées par le LATTS avec les acteurs socio-économiques**, dans le cadre de thèses CIFRE, de projets de recherche partenariaux (avec l'AFD, la CDC, la RATP, EDF, Renault ou des collectivités territoriales par exemple), de recherches-actions et de séminaires chercheurs-praticiens (sur la transition énergétique, les usages de la télémédecine et de la télésanté, les finances publiques locales, les stratégies urbaines), de débats au sein d'arènes mixtes (le conseil scientifique du PS-Eau, le conseil scientifique d'évaluation du Grand Paris Express, le conseil pour la révision du Plan Climat de la Ville de Paris, le conseil scientifique de la Société de livraison des ouvrages olympiques, la plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines) ou encore de contributions aux travaux du Comité 21, en appui de la mise en œuvre des Accords de Paris sur le Climat.
- Enfin, les chercheurs du LATTS sont régulièrement sollicités pour apporter leur contribution comme experts dans le cadre des **travaux d'institutions nationales et européennes**. Mentionnons ainsi la contribution à France Stratégie (rapport du groupe de travail sur l'évaluation socio-économique des opérations d'aménagement urbain, Olivier Coutard), au JPI Water (Agathe Euzen, représentante de la France), au Conseil National de l'Eau (Agathe Euzen) ou à la DGAFP (Ministère de la fonction publique, Gilles Jeannot). Christian Lefèvre poursuit par ailleurs son activité de conseiller auprès de l'OCDE.

- Les chercheurs du LATTS sont **régulièrement sollicités par les médias** pour apporter leur contribution au débat public, sous la forme d'**interviews** ou de **tribunes** sur les ondes radio-phoniques (France Culture, France Inter, RMC), télévisuelles (France 2) ou dans la presse écrite régionale, nationale et professionnelle (*AOC, Carnets de Sciences, Courrier des maires, Dernières Nouvelles d'Alsace, Huffington Post, Journal du CNRS, Journal du Grand Paris, L'Est Républicain, La Gazette des communes, Le Monde, Les Échos, Traits Urbains, 20 Minutes*) ou bien encore dans des médias en ligne (comme *New Tank Cities, Sputnik* ou *We Demain*).
- En 2020, ces interventions ont eu trait à **différents sujets d'actualité** : les élections municipales (David Guéranger, Nicolas Maisetti), l'eau et le climat (Agathe Euzen), le développement de la télémédecine (Alexandre Mathieu-Fritz), la gentrification (Jean-Pierre Lévy), les banlieues (Nicolas Maisetti), les politiques du logement (François Rochon), les aéroports (Nathalie Roseau), les militants anti-ondes (Aude Danieli) ou l'accident de Lubrizol (Valérie November).
- Les chercheurs du LATTS sont invités occasionnellement à participer à des événements se déroulant au sein de diverses **arènes de diffusion culturelle** : conception de l'exposition « Atlas du Grand Paris » (Taoufik Souami) ; conférence à la Maison des Confluences de Lyon intitulée « Climat : d'une démarche individuelle à un projet de société. Regard d'une anthropologue » (Agathe Euzen) ; discussion publique lors de l'exposition « Avant demain » autour de l'« Atlas de Terre-Mer » au Musée du Château de Penthes de Genève (Valérie November) ; conférences « Adapter la ville à la multiplication des crises » au forum *Le Monde d'après* à la Métropole Rouen Normandie et « Dessiner la transition, c'est maintenant » à la Fondation Braillard de Genève (Nathalie Roseau).

ANNEXES

LISTE DES EFFECTIFS

LISTE DES PUBLICATIONS

LISTE DES OPÉRATIONS DE RECHERCHE

LISTE DES THÈSES EN COURS AU 31 DÉCEMBRE 2020

LISTE DES CONTRATS DE RECHERCHE

LISTE DES RESPONSABILITÉS DANS DES FORMATIONS

MOTION DU LATTS SUR LA LOI DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DE LA RECHERCHE (LPPR)

LISTE DES EFFECTIFS

Chercheurs et enseignants-chercheurs permanents et autres statuts au 31 décembre 2020

- F. Adisson, UGE, MCF
- S. Bernardin, UGE, MCF
- K. Chatzis, UGE, CR, HDR
- O. Coutard, CNRS, DR, HDR
- J.-M. Denis, UGE, PR, HDR
- M. Dikec, UGE, PR, HDR
- M. Drozd, CNRS, CR
- H. Ducourant, UGE, MCF
- A. Euzen, CNRS, DR, HDR
- P. Flichy, UGE, PR émérite, HDR
- R. Foot, CNRS, IR
- D. Guéranger, ENPC, CR
- L. Halbert, CNRS, CR
- S. Jaglin, UGE, PR, HDR
- G. Jeannot, ENPC, DR, HDR
- O. Karaman, CNRS, CR
- C. Lefèvre, UGE, PR, HDR
- J.-P. Lévy, CNRS, DR, HDR
- A. Mathieu-Fritz, UGE, PR, HDR
- Y. Miot, UGE, MCF
- N. Montel, ENPC, DR, HDR
- V. November, CNRS, DR, HDR
- A. Picon, ENPC, DR, HDR
- F.-M. Poupeau, CNRS, DR, HDR
- N. Roseau, ENPC, DR, HDR
- J. Rutherford, ENPC, CR, HDR
- T. Souami, UGE, PR, HDR
- P. Ughetto, UGE, PR, HDR
- E. Vivant, UGE, MCF, HDR

Pour mémoire Enseignants-chercheurs sortants en 2020

- P.-A. Barthel, UGE, MCF
- R. Garcier, ENS Lyon, MCF
(en délégation CNRS)
- G. Zembri-Mary, CY Cergy Paris Université,
MCF, HDR (en délégation CNRS)

Chercheurs associés

- M. Atten, F. Aubert, É. Avidé, C. Belvèze,
G. Blanchard, F. Castagnino, A. Coulondre,
A. Danieli, S. Degoutin, F. Delaunay,
B. Derouiche, L. Desvallées, D. Trupia,
D. Florentin, J.-P. Galland, S. Gueben-
Venièr, I. Kursunlugil, D. Lorrain, A. Nciri,
J.-M. Offner, P. Veltz, G. Zembri-Mary.

Équipe administrative

- F. Azaghar-Sayad,
assistante de gestion, UGE
- V. Bocquillion,
assistante de gestion, École des Ponts
ParisTech
- A. Bur,
responsable d'édition, CNRS
- A. Coulibaly,
secrétaire générale, CNRS
- V. Detournay,
assistante de communication, CNRS
- N. Jacquin,
assistante de gestion, CNRS
- N. Maugée,
assistante de direction, École des Ponts
ParisTech

Missions de l'équipe administrative

- Fatima Azaghar-Sayad,
Assistante de gestion administrative et
financière, elle contribue à l'amélioration
des dispositifs de fonctionnement collectif
du laboratoire et à leur mise en œuvre
sur le site de Bois de l'Étang, engage,
suit et contrôle les dépenses des contrats
de recherche des chercheurs et
enseignants-chercheurs, des BQR UGE
et internes au LATTs, de la campagne
de traduction, des Soutiens à la Mobilité
Internationale du CNRS. Elle organise et
coordonne les événements scientifiques,
a en charge l'accueil des nouveaux arrivants
à Bois de l'Étang, recueille et diffuse
les informations en interne et en externe
et apporte assistance et conseil auprès
des membres du laboratoire.

- Valérie Bocquillion,
Assistante de gestion administrative
et financière, elle engage, suit et contrôle
les dépenses des contrats de recherche
des chercheurs et enseignants-chercheurs,
organise et coordonne les événements
scientifiques. Elle a en charge l'accueil les
nouveaux arrivants à Bienvenüe, recueille
et diffuse les informations en interne et
en externe, apporte assistance et conseil
auprès des membres du laboratoire.
Elle est formatrice des nouvelles assistantes
de gestion et référente « procédures ».

- Aurélie Bur
Éditrice de *Flux* et *Réseaux* ainsi que des
Working Papers du LATTs, elle participe
au programme éditorial de ces deux revues
et de cette collection, assure leur publication
en version papier et/ou électronique et leur
mise à disposition auprès du grand public.

- Assetou Coulibaly,
Secrétaire générale, elle assure auprès
de la direction la coordination et le pilotage
administratif (finances, ressources
humaines, communication, édition, etc.).
Elle garantit la pérennité d'ensemble du
fonctionnement de l'unité, en cohérence
avec ses projets stratégiques, les évolutions
institutionnelles et réglementaires ainsi
que les différents services des tutelles
(CNRS, École des Ponts ParisTech, UGE).
Elle coordonne et anime l'équipe
administrative de l'unité.

- Virginie Detournay,
Assistante de communication du laboratoire,
elle a en charge les supports de
communication papier et électronique,
la diffusion des activités scientifiques,
la gestion et l'animation du site internet
du laboratoire et le rôle de « référente
communication » en interne et en externe.
Elle apporte son aide aux membres de l'unité
dans la saisie de leurs publications dans
le portail HAL-École des Ponts ParisTech.

- Nita Jacquin,
Assistante de gestion administrative et
financière, elle a en charge les activités
de gestion administrative, financière et
de ressources humaines du LATTs. Elle
conçoit au suivi de l'exécution du budget,
à la gestion d'un ERC, à la mise en place et/
ou au suivi de différents tableaux de bords
(tableau de pilotage budgétaire, contrats,
personnels, inventaire) ainsi qu'au
recrutement. Elle informe les chercheurs
sur leurs contrats de recherche et répond
aux questions budgétaires des tutelles.

- Nathalie Maugée,
Assistante de direction, elle accompagne
l'équipe de direction dans le suivi et
le traitement des dossiers courants,
contribue à l'amélioration des dispositifs
de fonctionnement collectif du laboratoire
et à leur mise en œuvre sur le site
de Bienvenüe, engage, suit et contrôle
les dépenses des contrats de recherche
des membres de la direction, a en charge
le suivi administratif des parcours doctoraux
et est représentante des personnels BIATSS
à l'École doctorale « Ville, Transports et
Territoires ».

LISTE DES EFFECTIFS

Doctorants dont nouvelles thèses 2020-2021 et thèses soutenues en 2020 (avec mention de leur école doctorale)

- A. Albert, Contrat doctoral UGE, OMI
- T. A. Apedo, Contrat doctoral UGE, VTT
- B. Augey, sans financement, OMI
- M. Bechir, Demi-bourse École des Ponts ParisTech / Bouygues, VTT
- C. Berté, IPEF Ministère de la transition écologique et solidaire - CEGIPEF, VTT
- M. Bigorgne, Contrat doctoral LabEx Futurs Urbains, VTT
- L. Cardenas-Velasquez, CIFRE Union Syndicale Solidaires, OMI
- S. David, CIFRE Véolia Eau IDF, VTT
- P.-H. Duron, Contrat doctoral UGE, OMI
- J. Fayeton, Contrat doctoral École des Ponts ParisTech, VTT
- G. Fournier, CIFRE Kisio Études & Conseil, OMI
- É. Gibault, CDD Barclays, OMI
- Y. Gourain, Contrat doctoral UGE, VTT
- E. Guillou, CIFRE Hydroconseil, VTT
- I. Hamoumi, CIFRE KPMG, OMI
- M. Heinrich, IPEF Ministère de la transition écologique et solidaire - CEGIPEF, VTT
- T. Hebert, Contrat doctoral UGE, OMI
- S. Kasri, Bourse du ministère de l'Enseignement (Tunisie), VTT
- V. Maghin, Contrat doctoral UPE, OMI
- M. Marchand, CIFRE Coopérative de conseil ACADIE, OMI
- C. Mesnil, Contrat doctoral ANR VITE, VTT
- M. Moaty, CDD CNRS / InSHS, VTT
- É. Muller, IPEF Ministère de la transition écologique et solidaire - CEGIPEF, VTT
- M. Ndoye, Contrat doctoral UGE, VTT
- Y. Pérès, CIFRE ALGOE consultants, VTT
- J. Pinard, CIFRE SNCF Immobilier, VTT
- P. Piras, Contrat doctoral UGE, VTT
- M. Rateau, Contrat doctoral LabEx Futurs Urbains, VTT
- C. Rey-Thibault, Contrat doctoral I-site Future, VTT
- F. Rochon, CIFRE Union sociale pour l'habitat, VTT
- J. Salingue, CDI Université Catholique de Lille, VTT
- O. Suslova, Contrat doctoral UGE, VTT
- F. Traoré, CIFRE Génie des Lieux, OMI

Pour mémoire Doctorants sortants en 2020

- F. Aubert, VTT
- C. Belvèze, OMI
- S. Guevara Viquez, VTT
- R. Kojima, VTT
- M. Veltz, VTT

Post-doctorants et ATER

- E. Arik, ATER, École d'Urbanisme de Paris
- M. Bigorgne, ATER
- I. Canovas, Post-doctorante, CDD UGE
- S. Cottin-Marx, Post-doctorant, CDD CNRS
- R. Kojima, Post-doctorante, CDD UGE
- N. Maisetti, Post-doctorant, CDD UGE
- C. Rey-Thibault, ATER
- J. I. Vila Vazquez, Post-doctorant, CDD UPEC
- Z. Xu, Post-doctorante, CDD CNRS

Pour mémoire Post-doctorants et ATER sortants en 2020

- T. A. Apedo, ATER,
- B. Girard, Post-doctorante, CDD UGE
- S. Guevara, ATER
- N. Klein, Post-doctorant, CDD UGE
- A. Panzeri, Post-doctorant, LabEx Futurs Urbains
- L. Patinaux, Post-doctorant, IFRIS

Doctorants et post-doctorants inter-labos

- C. Claron, Doctorant, LATTS/CIRED
- P. Minier, Doctorant, LATTS/LEESU
- Z. Yang, Doctorante, LATTS/LAB'URBA
- J. Janke, Post-doctorante, LATTS/LVMT

Autres personnels scientifiques

- A. Azémar, IR, UGE
- S. Dubeaux, IR, UGE
- E. Guillou, IE, UGE
- I. Imhof, IE, UGE
- T. Leclerc, AI, UGE
- C. Mesnil, IE, ANR VITE
- V. Rachmuhl, Past EUP
- M. Rupeka, IE, UGE

Pour mémoire Ingénieurs en CDD sortants en 2020

- A. Geffroy, IR, UGE
- V. Lasserre-Bigorry, IR, UGE

Chercheurs, professeurs, doctorants et post-doctorants invités

- J. Monstadt, Professeur Invité, Université d'Utrecht (Pays-Bas)

Stagiaires scientifiques et étudiants en masters 1 & 2 (UGE)

- C. Huet, contrat UrbaRiskLab, sous la direction de V. November
- I. Imhof, contrat POPSU, sous la direction de Y. Miot
- D. Messaoudi, contrat UrbaRiskLab, sous la direction de V. November
- Z. Qui, contrat UrbaRiskLab, sous la direction de V. November
- A. Rambaud, contrat UrbaRiskLab, sous la direction de V. November
- N. Suissa, stage M2, sous la direction d'E. Vivant
- O. Suslova, stage M2, sous la direction de M. Drozd et E. Vivant
- M. Vu Quoc Khanh, contrat UrbaRiskLab, sous la direction de V. November
- M. Wattebled, contrat Génie des lieux, sous la direction de P. Ughetto
- J. Zampieri-Eyraud, chaire ENPC-RATP, sous la direction de F.-M. Poupeau

LISTE DES PUBLICATIONS

Ouvrages

- **LEFÈVRE, Christian, PINSON, Gilles (2020)**
Pouvoirs urbains : ville, politique et globalisation, Paris, Armand Colin, 240 p.
- **RUTHERFORD, Jonathan (2020)**
Redeploying Urban Infrastructure: The Politics of Urban Socio-Technical Futures, Palgrave Macmillan, 222 p.
- **ZEMBRI-MARY, Geneviève (2020)**
Incertitude et risque en aménagement et urbanisme. Entre maîtrise et instrumentalisation des risques projets, ISTE Éditions, 314 p.

Articles dans des revues à comité de lecture référencées dans les bases de données internationales

- **ADISSON, Félix, ARTIOLI, Francesca (2020)**
"Four Types of Urban Austerity. Public Land Privatizations in French and Italian Cities", *Urban Studies*, Vol. 57, n°1, pp. 72-92.
- **BARDET, Fabrice, COULONDRE, Alexandre, SHIMBO, Lucia (2020)**
"Financial natives: Real estate developers at work", *Competition & Change*, Vol. 24, n°3-4, pp. 203-224.
- **CLAUDET, Joachim, BOPP, Laurent, CHEUNG, William W. I., DEVILLERS, Rodolphe, ESCOBAR-BRIONES, Elva, HAUGAN, Peter, HEYMANS, Johanna, MASSON-DELMOTTE, Valérie, MATZ-LÜCK, Nele, MILOSLAVICH, Patricia, MULLINEAUX, Lauren, VISBECK, Martin, WATSON, Robert, ZIVIAN, Anna Milena, ANSORGE, Isabelle J., ARAUJO, Moacyr, ARICO, Salvatore, BAILLY, Denis, BARBIÈRE, Julian, BARNERIAS, Cyrille, BOWLER, Chris, BRUN, Victor, CAZENAVE, Anny, DIVER, Cameron, EUZEN, Agathe, GAYE, Amadou Thiern, HILMI, Nathalie, MÉNARD, Frédéric, MOULIN, Cyril, MUNZ, Norma Patricia, PARMENTIER, Rémi, PEBAYLE, Antoine, PÖRTNER, Hans-Otto, OSVALDINA, Silva, RICARD, Patricia, SANTOS, Ricardo Serrão, SICRE, Marie-Alexandrine, THIEBAULT, Stéphanie, THIELE, Torsten, TROUBLÉ, Romain, TURRA, Alexander, UKU, Jacqueline, GAILL, Françoise (2020)**
"A Roadmap for Using the UN Decade of Ocean Science for Sustainable Development in Support of Science, Policy, and Action", *One earth*, Vol. 2, n°1, pp. 34-42.
- **COTTIN-MARX, Simon (2020)**
« Les relations de travail dans les entreprises associatives. Salariés et employeurs bénévoles face à l'ambivalence de leurs rôles », *La Revue de l'Ires*, Vol. 101-102, n°2-3, pp. 29-48.

- **COTTIN-MARX, Simon, PARADIS, Emmanuelle (2020)**
« Les directeurs.trices de centres sociaux face à la bureaucratisation. Les conditions de travail dans le monde associatif dépendantes de l'action des pouvoirs publics ? », *Revue Internationale de l'Économie Sociale*, Vol. 357, n°3, pp. 109-120.
- **DESVALLEES, Lise, COUTARD, Olivier, RUTHERFORD, Jonathan (2020)**
"The politics of domestic energy vulnerability in the Barcelona region, between deconfinement and reconfinement", *Geoforum*, Vol. 116, pp. 201-210.
- **FOOT, Robin, GARRIGOU, Alain (2020)**
« La connaissance du travail et des atteintes à la santé : une condition suffisante pour transformer le travail ? Pas si sûr », *Archives des Maladies Professionnelles et de L'Environnement*, Vol. 81, n°5, pp. 643.
- **GUEVARA VIQUEZ, Sofia (2020)**
« Risques et ressources des marges : les réappropriations de l'action publique à La Carpio (Costa Rica) », *Cahiers d'Outre-Mer*, n°280, pp. 495-520.
- **JAGLIN, Sylvie, GUILLLOU, Emmanuelle (2020)**
"Decentralized electricity solutions: innovation in essential services is no substitute for policy", *Field Actions Science Reports (FACTS Reports)*, 22 (special issue), pp. 58-63.
- **JEANNOT, Gilles (2020)**
« Vie et mort de l'État plateforme », *Revue française d'administration publique*, n°173, pp. 165-180.
- **KARAMAN, Ozan, SAWYER, Lindsay, SCHMID, Christian, WONG, Kit Ping (2020)**
"Plot by Plot: Plotting Urbanism as an Ordinary Process of Urbanisation", *Antipode*, Vol. 52, n°4, pp. 1122-1151.
- **MASSON, Valéry, HELDENS, Wieke, BOCHER, Erwan, BONHOMME, Marion, BUCHER, Bénédicte, BURMEISTER, Cornelia, DE MUNCK, Cécile, ESCH, Thomas, HIDALGO, Julia, KANANI-SÜHRING, Farah, KWOK, Yu-Ting, LEMONSU, Aude, LÉVY, Jean-Pierre, MARONGA, Björn, PAVLIK, Dirk, PETIT, Gwendall, SEE, Linda, SCHOETTER, Robert, TORNAY, Nathalie, VOTSIS, Athanasios, ZEIDLER, Julian (2020)**
"City-descriptive input data for urban climate models: Model requirements, data sources and challenges", *Urban Climate*, Vol. 31, pp. 100536.
- **MONTEL, Nathalie (2020)**
« Économie marchande et symbolique d'un livre au siècle des Lumières. La diffusion des œuvres du premier ingénieur Perronet », *Histoire, économie et société*, Vol. 39, n°2, pp. 23-45.

- **MORTEAU, Hélène, VIVANT, Elsa (2020)**
"Reframing the creative city debate from locally-based artistic activities. The case of independent films scenes in Paris suburb", *City, Culture and Society*, Vol. 22, pp. 100357.
- **MORTEAU, Hélène, VIVANT, Elsa (2020)**
« Les scènes du cinéma indépendant dans le Nord-Est parisien », *Interventions Économiques : Papers in Political Economy*, n°63.
- **NOVEMBER, Valérie, AZÉMAR, Alice, LECACHEUX, Sophie, WINTER, Thierry (2020)**
« Le couple anticipation/décision aux prises avec l'exceptionnel, l'imprévu et l'incertitude », *ÉchoGéo*, n°51.
- **PICON, Antoine (2020)**
"Afterword to Other Computations", *Deary Journal of Architecture*, n°27, pp. 139-140.
- **PICON, Antoine (2020)**
"Beyond Digital Avant-Gardes: The Materiality of Architecture and Its Impact", *Architectural Design*, Vol. 90, n°5, pp. 118-125.
- **POUPEAU, François-Mathieu (2020)**
"Metropolitan and rural areas fighting for the control of electricity networks in France. A local geopolitics approach to energy transition", *Environment and Planning C: Politics and Space*, Vol. 38, n°3, pp. 464-483. (Il s'agit de la version référencée d'un article paru en 2019 ; mentionné dans le précédent rapport d'activité, il n'est pas comptabilisé dans le nombre des publications du LATTs pour l'année 2020)
- **POUPEAU, François-Mathieu (2020)**
"Everything must change in order to stay as it is. The impossible decentralization of the electricity sector in France", *Renewable and Sustainable Energy Reviews*, Vol. 120, March 2020, 109597, 11 p.
- **RATEAU, Mélanie, JAGLIN, Sylvie (2020)**
"Co-production of access and hybridisation of configurations: a socio-technical approach to urban electricity in Cotonou and Ibadan", *International Journal of Urban Sustainable Development*, pp. 1-16.
- **STREULE, Monika, KARAMAN, Ozan, SAWYER, Lindsay, SCHMID, Christian (2020)**
"Popular Urbanization: Conceptualizing Urbanization Processes Beyond Informality", *International Journal of Urban and Regional Research*, Vol. 44, n°4, pp. 652-672.
- **VILA-VAZQUEZ, José Ignacio (2020)**
« Les limites de la requalification des espaces publics dans une périphérie métropolitaine stigmatisée : le quartier barcelonais de la Mina. », *Geotema*, Vol. 62, pp. 130-141.

LISTE DES PUBLICATIONS

- **VIVANT, Elsa (2020)**,
“From margins to capital: The integration of spaces of artistic critique within capitalist urbanism”, *Journal of Urban Affairs*, pp. 1-14.
- **VIVANT, Elsa (2020)**,
« Nommer les lieux de la crise des opioïdes à Boston : un enjeu politique », *ÉchoGéo*, n°53.
- **YAGHOBIAN, Sarina, OHANNESSIAN, Robin, IAMPETRO, Thomas, RIOM, Isabelle, SALLES, Nathalie, DE BUSTOS, Elisabeth, MEDEIROS, MOULIN, Thierry, MATHIEU-FRITZ, Alexandre (2020)**,
“Knowledge, attitudes and practices of telemedicine education and training of French medical students and residents”, *Journal of Telemedicine and Telecare*, 10 p.
- Coordination de numéro de dossier dans un site éditorial de projet de recherche**
- **ROSEAU, Nathalie, PANZERI, Alessandro, POUSIN, Frédéric (dir.) (2020)**,
« Le Grand Paris contemporain », *Inventer le Grand Paris*, <http://www.inventerlegrandparis.fr/seminaire-igp/seminaire-igp-2019-2020/seance-1-le-grand-paris-contemporain/>
- Directions d'ouvrages scientifiques**
- **ADISSON, Félix, BARLES, Sabine, BLANC, Nathalie, COUTARD, Olivier, FROUILLOU, Leïla, RASSAT, Fanny (dir.) (2020)**,
« Pour la recherche urbaine », Paris, CNRS Éditions.
- **ARAB, Nadia, MIOT, Yoan (dir.) (2020)**,
« La ville inoccupée. Enjeux et défis des espaces urbains vacants », Paris, Presses des Ponts.
- Site web d'édition scientifique**
- **POUSIN, Frédéric, ROSEAU, Nathalie (2020)**,
Inventer le Grand Paris, <http://www.inventerlegrandparis.fr>.
- Chapitres d'ouvrages scientifiques**
- **ADISSON, Félix, BARLES, Sabine, BLANC, Nathalie, COUTARD, Olivier, FROUILLOU, Leïla, RASSAT, Fanny (dir.) (2020)**,
« Introduction générale », in *Pour la recherche urbaine*, Paris, CNRS Éditions, pp. 9-23.
- **ADISSON, Félix, BELLANGER, Emmanuel, FROUILLOU, Leïla, VERMEERSCH, Stéphanie (2020)**,
« Des ségrégations aux diversités urbaines ? Une question sociale, un enjeu de recherche », in *Pour la recherche urbaine*, Paris, CNRS Éditions, pp. 227-242.
- **ADISSON, Félix, GUIRONNET, Antoine (2020)**,
« Production urbaine. Les approches d'économie politique », in Bognon, Sabine, Magnan, Marion, Maulat, Juliette (dir.), *Urbanisme et aménagement : théories et débats*, Paris, Armand Colin, pp. 165-179.
- **ARAB, Nadia, MIOT, Yoan (2020)**,
« De la ville inoccupée à la revalorisation des espaces urbains vacants », in Arab, Nadia, Miot, Yoan (dir.), *La ville inoccupée. Enjeux et défis des espaces urbains vacants*, Paris, Presses des Ponts, pp. 5-26.
- **ARAB, Nadia, MIOT, Yoan (2020)**,
« La coproduction publique-privée de la ville : quand et comment les rez-de-chaussée commerciaux deviennent une affaire publique », in Fleury, Antoine, Delage, Matthieu, Endelstein, Lucine, Dubucs, Hadrien, Weber, Serge (dir.), *Le petit commerce dans la ville-monde*, Paris, Éditions l'Oeil d'Or, pp. 271-283.
- **ARAB, Nadia, BONNEFOND, Mathieu, DRISS, Yasmina, LEFEUVRE, Marie-Pierre, MIOT, Yoan (2020)**,
« La production de la ville au prisme de ses acteurs et de leurs activités : des recompositions à explorer », in Adisson, Félix, Barles, Sabine, Blanc, Nathalie, Coutard, Olivier, Frouillou, Leïla, Rassat, Fanny (dir.), *Pour la recherche urbaine*, Paris, CNRS Éditions, pp. 293-311.
- **ARAB, Nadia, MIOT, Yoan, AUFRÈRE, Jeremy (2020)**,
« Renouveler la connaissance sur les espaces vacants : enjeux et méthodes », in Arab, Nadia, Miot, Yoan (dir.), *La ville inoccupée. Enjeux et défis des espaces urbains vacants*, Paris, Presses des Ponts, pp. 85-103.
- **BERNARDIN, Stève, HENRY, Emmanuel (2020)**,
“Rationalization, privatization, invisibilization? On some hidden dimensions of the transnationalization of occupational health and traffic safety policies”, in Neveu, Erik, Surdez, Muriel (Eds.), *Globalizing Issues: How Claims, Frames, and Problems Cross Borders*, Palgrave Macmillan, pp. 187-209.
- **BERTHOMIÈRE, William, CHABROL, Marie, DI VIRGILIO, Maria Mercedes, DUREAU, Françoise, LÉVY, Jean-Pierre, LULLE, Thierry (2020)**,
« Mobilités et dynamiques des espaces publics : une méthodologie associant enquête par questionnaires et observations », in Meissonnier, Joël, Vincent, Stéphanie, Rabaud, Mathieu, Kaufmann, Vincent (dir.), *Connaissance des mobilités : hybridation des méthodes, diversification des sources*, Collection Rapports de recherche et rapports techniques, CEREMA.
- **CHATZIS, Konstantinos (2020)**,
« Traduire et enseigner les langues étrangères à l'École des ponts et chaussées durant le directorat de Prony (1798-1839) », in Bret, Patrice, Peiffer, Jeanne (dir.), *La Traduction comme dispositif de communication dans l'Europe moderne*, Paris, Éditions Hermann, pp. 195-228.
- **DÉGREMONT, Marie, POUPEAU, François-Mathieu (2020)**,
« Les opérateurs de réseaux ont-ils une pensée aménagiste ? Quelques réflexions à partir des cas d'Enedis et de la SNCF », in Cordobes, Stéphane, Desjardins, Xavier, Vanier, Martin (dir.), *Repenser l'aménagement du territoire*, Paris, Éditions Berger-Levrault, pp. 159-170.
- **DROZDZ, Martine (2020)**,
« Densification », in Alexandre, Frédéric, Argounès, Fabrice, Bénos, Rémi, Blanchon, David, Blot, Frédérique, Chanteloup, Laine, Chevalier, Emilie, Guyot, Sylvain, Huguet, Francis, Lebeau, Boris, Magrin, Géraud, Pelletier, Philippe, Redon, Marie, Roussel, Fabien, Sierra, Alexis, Soto, Didier (dir.), *Dictionnaire Critique de l'Anthropocène*, Paris, CNRS Éditions, pp. 239-242.
- **DROZDZ, Martine (2020)**,
« Écoquartier », in Alexandre, Frédéric, Argounès, Fabrice, Bénos, Rémi, Blanchon, David, Blot, Frédérique, Chanteloup, Laine, Chevalier, Emilie, Guyot, Sylvain, Huguet, Francis, Lebeau, Boris, Magrin, Géraud, Pelletier, Philippe, Redon, Marie, Roussel, Fabien, Sierra, Alexis, Soto, Didier (dir.), *Dictionnaire Critique de l'Anthropocène*, Paris, CNRS Éditions, pp. 319-322.
- **DROZDZ, Martine (2020)**,
“Is global urbanism in crisis? The case of London”, in Lecroart, Paul, Fauconnet, Léo, Gawlik, Maximilian (Eds.), *Cities change the world*, Cahiers de l'Institut Paris-Région, n°176, pp. 157-161.
- **DROZDZ, Martine (2020)**,
“Maps and Protest” in Kitchin, Rob, Thrift, Nigel (Eds.), *International Encyclopedia of Human Geography*, Elsevier, pp. 367-378.

LISTE DES PUBLICATIONS

- **FERCHAUD, Flavie, JAGLIN, Sylvie, KENNEDY, Loraine, ROBERT, Jérémy (2020)**, « La production urbaine et ses dispositifs sociotechniques » in Adisson, Félix, Barles, Sabine, Blanc, Nathalie, Coutard, Olivier, Frouillou, Leïla, Rassat, Fanny (dir.), *Pour la recherche urbaine*, Paris, CNRS Éditions, pp. 267-292.
- **FLORENTIN, Daniel (2020)**, « Gouvernance. Comment se pilote l'aménagement ? », in Bognon, Sabine, Magnan, Marion, Maulat, Juliette (dir.), *Urbanisme et aménagement. Théories et débats*, Paris, Armand Colin, pp. 97-112.
- **FLORENTIN, Daniel, DENIS, Jérôme (2020)**, « Réseaux techniques. Un tournant patrimonial ? » in Adam, Matthieu, Comby, Emeline (dir.), *Le capital dans la cité Une encyclopédie critique de la ville*, Paris, Éditions Amsterdam, pp. 331-339.
- **FLORENTIN, Daniel (2020)**, « Réseaux, infrastructures et services urbains. Moteurs techniques de la fabrique urbaine », in Bognon, Sabine, Magnan, Marion, Maulat, Juliette (dir.), *Urbanisme et aménagement. Théories et débats*, Paris, Armand Colin, pp. 197-211.
- **LEFÈVRE, Christian (2020)**, « Urban governance of megacities: searching for the collective actor », in Labbé, Danielle, Sorensen, André (Eds.), *Handbook of Megacities and Megacity-Regions*, Edward Elgar, pp. 78-91.
- **MARCHAND, Mathilde (2020)**, « Pour une posture d'humilité de l'aménageur dans le monde anthropocène », in Cordobes, Stéphane, Desjardins, Xavier, Vanier, Martin (dir.), *Repenser l'aménagement du territoire*, Paris, Éditions Berger-Levrault, pp. 277-279.
- **MATHIEU-FRITZ, Alexandre (2020)**, « Comment saisir les dynamiques plurielles des professions réglementées du droit ? Perspectives sociologiques sur les processus de féminisation et de recrutement social », in Haut conseil des professions du droit (dir.), *Quelles professions réglementées du droit pour demain ?*, Paris, Dalloz, pp. 33-47.
- **MIOT, Yoan, MONDAIN, Marie (2020)**, « Agir sur la vacance résidentielle. L'expérience des organismes de logements sociaux français dans les territoires en décroissance », in Arab, Nadia, Miot, Yoan (dir.), *La ville inoccupée. Enjeux et défis des espaces urbains vacants*, Paris, Presses des Ponts, pp. 123-140.
- **MIOT, Yoan (2020)**, « Développer l'activité économique pour la requalification urbaine d'un quartier prioritaire. Le cas du quartier Croix-Rouge à Reims », in Crague, Gilles (dir.), *Faire la ville avec l'industrie. Métropoles et villes moyennes. Quatre retours d'expériences*, Paris, Presses des Ponts.
- **MIOT, Yoan (2020)**, « Logement et Habitat. Pratiques individuelles, production urbaine et politiques publiques », in Bognon, Sabine, Magnan, Marion, Maulat, Juliette (dir.), *Urbanisme et Aménagement. Théories et débats*, Paris, Armand Colin pp. 112-131.
- **PAÛL, Valérià, TRILLO-SANTAMARIA, Juan-M., VILA-VAZQUEZ, José Ignacio (2020)**, « An Omitted Cross-Border Urban Corridor on the North-Western Iberian Peninsula ? », in Santos, Henrique, Viale Pereira, Gabriela, Budde, Matthias, Lopes, Sérgio F., Nikolic, Predrag (Eds.), *Science and Technologies for Smart Cities. SmartCity 360 2019*, Lecture Notes of the Institute for Computer Sciences, Springer, pp. 27-35.
- **PICON, Antoine (2020)**, « Architecture, materiality and politics Sensations, symbols, situations and decors », in Bell, Duncan, Zacka, Bernardo (Eds.), *Political theory and architecture*, Bloomsbury, pp. 277-294.
- **PICON, Antoine (2020)**, « Atoms and bits Taking their hybridization seriously », in *Space and digital reality Ideas, representations/applications and fabrication*, Estonian Academy of Arts, pp. 10-18.
- **PICON, Antoine (2020)**, « Le Corbusier ou la modernité en procès », in Baudouï, Rémi (dir.), *Le Corbusier 1930-2020 Polémiques, mémoire et histoire*, Paris, Tallandier, pp. 323-334.
- **PICON, Antoine (2020)**, « The Ownership revolution digital culture and the transformation of architectural practice and ideals », in Ponce de Leon, Monica (Ed.), *Authorship Discourse, A Series on architecture*, Princeton University Press pp. 32-43.
- **PICON, Antoine, BARFIELD, Julia, STREHLKE, Kai (2020)**, « Questions and Answers modéré par Jenny Sabin », in Burry, Jane, Sabin, Jenny, Sheil, Bob, Skavara, Marilena (Eds.), *Fabricate 2020 Making resilient architecture*, UCL Press, pp. 150-155.
- **PINARD, Juliette (2020)**, « Developing 'Transient Urbanism' as a New Urban and Real Estate Strategy: The Case of the French National Railway Company (SNCF) », in Andres Lauren, Zhang Amy Y. (eds), *Transforming Cities Through Temporary Urbanism, A Comparative International Overview*, Springer, pp. 141-154.
- **RUTHERFORD, Jonathan (2020)**, « Informational city », in Kobayashi, Audrey (Ed.) *2020 The International Encyclopedia of Human Geography 2nd Edition*, Elsevier, pp. 315-320.
- **RUTHERFORD, Jonathan, ANGOT, Sylvère (2020)**, « Construction sites of sustainable low carbon transition in Paris: snapshots of internal organization, energy plans and technical infrastructure », in Metzger, Jonathan, Lindblad, Jenny. (Eds.) *Dilemmas of Sustainable Urban Development: A View from Practice*, Abingdon, Routledge, pp. 101-114.
- **SOUAMI, Taoufik (2020)**, « Transitions énergétiques : initiatives et impasses », in Béhar, Daniel, Delpirou, Aurélien, *Atlas du Grand Paris. Une métropole en mutations*, Paris, Éditions Autrement, pp. 82-83.
- **SOUAMI, Taoufik (2020)**, « Urbanisation et inondation : risques et résilience », in Béhar, Daniel, Delpirou, Aurélien, *Atlas du Grand Paris. Une métropole en mutations*, Paris, Éditions Autrement, pp. 84-87.

Articles de revues et de sites éditoriaux de projet de recherche à comité de lecture non référencées dans les bases de données internationales

- **ADISSON, Félix (2020)**, « La vente de l'immobilier public italien par des fonds d'investissement. Des politiques d'austérité à la financiarisation de l'État », *Métropolitiques*, 7 p.
- **ARIK, Elvan (2020)**, « Grandeur urbaine et vulnérabilité énergétique : le cas de la ville-satellite de Kayaşehir à Istanbul », *Urbanités*, n°14, 13.

LISTE DES PUBLICATIONS

- **AVIDE, Élie (2020),**
« L'avènement du polycentrisme ou l'effacement symbolique des territoires : Une lecture des documents de planification pour la région parisienne au prisme des gares (1960 - 2013) », *Inventer le Grand Paris*, <http://www.inventerlegrandparis.fr/article/lavènement-du-polycentrisme-ou-leffacement-symbolique-des-territoires-une-lecture-des-documents-de-planification-pour-la-region-parisienne-au-prisme-des-gares-1960-2013/>.
- **CHEVILLOT-MIOT, Élie, CANOVAS, Ingrid, DUARTE-COLARDELLE, Cheila, IASIO, Christian, WINTER, Thierry, NOVEMBER, Valérie (2020),**
« Un retour d'expérience graphique sur la crise cyclonique de 2017 aux Antilles », *Annales des mines - Série Responsabilité et environnement*, n°98, pp. 41-47.
- **DENIS, Jean-Michel, GUILLAUME, Cécile (2020),**
« Le droit au service du syndicalisme. Les juristes de la CFDT », *La Nouvelle revue du Travail*, n°17.
- **DROZDZ, Martine, GUIRONNET, Antoine, HALBERT, Ludovic (2020),**
« Introduction du dossier « Les villes à l'ère de la financiarisation », *Metropolitiques*, 6 p.
- **GREENAN, Nathalie, SARDAS, Jean-Claude, UGHETTO, Pascal (2020),**
« Organiser la déconnexion ? Travail intense et articulation des temps et des espaces dans les activités de conception d'un groupe automobile », *Temporalités*, pp. 31-32.
- **GUÉRANGER, David (2020),**
« Interpréter le « blues des maires » : Communication institutionnelle et crise de l'engagement politique bénévole », *Metropolitiques*, 5 p.
- **GUÉRANGER, David (2020),**
« Tristes campagnes municipales De quelques évolutions inquiétantes de la démocratie locale », *La vie des idées*.
- **ROSEAU, Nathalie (2020),**
« Du Périph à l'aéroport - Les temporalités du Grand Paris des infrastructures », in *Inventer le Grand Paris, Regards croisés sur l'histoire des métropoles, 1970-2000*, <http://www.inventerlegrandparis.fr/article/du-perif-a-laeroport-1973-1974-les-temporalites-du-grand-paris-des-infrastructures/>.

- **VIVANT, Elsa (2020),**
« Observer et éprouver la naissance d'une institution culturelle dans un quartier populaire. », *Journal des anthropologues*, Association française des anthropologues, n°162-163, pp. 187-201.

Actes de colloques, congrès, journées d'études

- **ARAB, Nadia, MIOT, Yoan (2020),**
« Réoccuper l'immobilier vacant : enjeux territoriaux et problèmes opérationnels », in *CIST2020 - Population, temps, territoires*. Paris-Aubervilliers, 18-20 novembre 2020, CNRS, Ined, Université Paris 1.
- **DUBEAUX, Sarah, MIOT, Yoan (2020),**
« Quand les politiques publiques suscitent de la réactivation citoyenne de locaux vacants : le cas du Livradois-Forez », in *CIST2020 - Population, temps, territoires*. Paris-Aubervilliers, 18-20 novembre 2020, CNRS, Ined, Université Paris 1.
- **DUREAU, Françoise, LÉVY, Jean-Pierre, LULLE, Thierry (2020),**
« Trajectoires familiales et transformations des anciennes périphéries des métropoles latino-américaines : le cas de Gustavo Restrepo à Bogotá (Colombie) », in *CIST2020 - Population, temps, territoires*. Paris-Aubervilliers, 18-20 novembre 2020, CNRS, Ined, Université Paris 1.
- **KAMISSOKO, Daouda, NASTOV, Blazo, CHAPURLAT, Vincent, DOLIDON, Hélène, BONY-DANDRIEUX, Aurélie, BARROCA, BRUN, MARECHAL, Mickael, TIXIER, Jérôme, ALLON, Mathieu, BENABEN, Frederick, DACLIN, Nicolas, MULLER, Alexis, SALATGE, Nicolas, NOVEMBER, Valérie (2020),**
« Resilience of Interconnected Infrastructures and Systems: the RESIIST project », Vol. 1193, pp. 257-270, https://doi-org.extranet.enpc.fr/10.1007/978-3-030-42517-3_20.
- **MIOT, Yoan, FOL, Sylvie (2020),**
« Des villes condamnées à la décroissance ? Mise à l'agenda de la décroissance urbaine et stratégies locales dans cinq villes de Champagne-Ardenne », in *CIST2020 - Population, temps, territoires*, Paris-Aubervilliers, 18-20 novembre 2020, CNRS, Ined, Université Paris 1.

Articles de revues sans comité de lecture

- **BAS, Adeline, IMBERT, Inès, CLERMONT, Sandra, REINERT, Marie-Eve, BERTÉ, Constance, CALVET, Coralie, VAISSIÈRE, Anne-Charlotte (2020),**
« Approches anticipées et planifiées de la compensation écologique en Allemagne : vers un retour d'expérience pour la France ? », *Sciences Eaux & Territoires*, Vol. 1, n°31, pp. 44-49.
- **BERTÉ, Constance (2020)**
« La problématique foncière de la compensation écologique », *Revue Science Eaux & Territoires*, Vol. 1, n°31, pp. 10-11.
- **CHAPPE, Vincent-Arnaud, DENIS, Jean-Michel, GUILLAUME, Cécile,**
« Évolution de la conflictualité et des usages du droit », *Action Juridique CFDT*, n°241, pp. 100-106.
- **MATHIEU-FRITZ, Alexandre (2020),**
« La télémedecine bouleverse les pratiques », *Santé mentale*, n°251, pp. 38-42.
- **MATHIEU-FRITZ, Alexandre (2020),**
« Faire vivre la psychothérapie à distance », *Santé Mentale*, n°251, pp. 58-63.
- **PICON, Antoine (2020),**
« Construction history Between technological and cultural history », *Time+Architecture*, n°3, pp. 12-19.
- **PICON, Antoine (2020),**
« Où va l'enseignement de l'architecture ? », *Bulletin de la Société Française des Architectes*, n°56, pp. 94-95.
- **PICON, Antoine (2020),**
« Révolution numérique et/ou condition « post-numérique » ? », *Archiscopie*, n°22, pp. 20-25.
- **ROSEAU, Nathalie (2020),**
« Penser et agir dans la métropole », *Urbanisme*, n°419, p. 20.
- **UGHETTO, Pascal, (2020),**
« Covid-19 : le travail et les inflexions du changement institutionnel », *La Revue des Conditions de Travail*, 5 p.

LISTE DES PUBLICATIONS

Comptes-rendus de lecture, notes critiques

- **COTTIN-MARX Simon (2020)**,
Note de lecture « Entre travail éducatif et citoyenneté : l'animation et l'éducation populaire, Francis Lebon, Champ social, 2020, 196 pages », in *Revue Internationale de l'Économie Sociale*, Vol. 358, n°4, p. 119, <https://www.cairn.info/revue-recma-2020-4-page-119.htm?ref=doi>.
- **MAISETTI, Nicolas (2020)**,
Note de lecture « Contre Euralille, pour des villes habitables » de l'ouvrage de Delfini, Antonio, Snoriguzzi, Rafaël, « Contre Euralille. Une critique de l'utopie métropolitaine » in *Métropolitiques*, <https://metropolitiques.eu/Contre-Euralille-pour-des-villes-habitable.html>.
- **MAISETTI, Nicolas (2020)**,
Note de lecture « Barons sans descendance : portraits de maires de grandes villes », « Martine Aubry, la dame de Lille », un film de d'Hélène Desplanques, « Gaudin, l'heure de l'inventaire », « De Gérard à Monsieur Collomb », un film de Sylvie Perrin et Raphaël Ruffier, « Juppé, un roman bordelais », un film d'Antoine Laura, films documentaires, 13 Productions, 2019, <https://metropolitiques.eu/Barons-sans-descendance-portraits-de-maires-de-grandes-villes.html>.

Thèses

- **AUBERT, Flora (2020)**,
« Communautés énergétiques » et fabrique urbaine ordinaire. Analyses croisées Allemagne, France, Royaume-Uni, Thèse en aménagement et urbanisme, Université Paris-Est Sup (co-dir. SOUAMI Taoufik., BONNAUD, Xavier).
- **BELVÈZE, Corinne (2020)**,
Construire une influence dans les interstices de l'Union Européenne. Mobilisation et place des collectivités territoriales européennes dans les textes adoptés en procédure législative ordinaire (paquets « économie circulaire » et « énergie propre pour tous les européens »), Thèse en sciences politiques, Université Paris-Est Sup (dir. POUPEAU, François-Mathieu).
- **GUEVARA, Sofia (2020)**,
De l'instabilité de la notion du risque en milieu urbain. Habitants et gestionnaires face aux inondations à Barrio Luján et la Carpio (San José, Costa Rica), Thèse en aménagement et urbanisme, Université Paris-Est Sup (co-dir. LÉVY, Jean-Pierre, GRALEPOIS, Mathilde).

- **KOJIMA, Rina (2020)**,
Reconstruire dans l'après Fukushima : responsabiliser et vulnérabiliser par le risque, Thèse en sociologie, Université Paris-Est Sup (co-dir. NOVEMBER, Valérie, JOBIN, Paul).
- **VELTZ, Marie (2020)**,
La ville des plateformes à l'ère du numérique. Les enjeux politiques de l'émergence d'un nouvel imaginaire-pratique, Thèse en aménagement et urbanisme, Université Paris-Est Sup (dir. PICON, Antoine).

Working papers et documents de travail

- **GUEBEN-VENIÈRE, Servane, NOVEMBER, Valérie (2020)**,
« Crisis management as an evolutive and adaptable infrastructure », https://hal-enpc.archives-ouvertes.fr/hal-02518041/file/Gueben-Veniere_November%20CrisisManagement_as%20Infrastructure.pdf.
- **JAGLIN, Sylvie, DUBRESSON, Alain (2020)**,
« Petites installations PV et revenus municipaux dans les villes du Western Cape. Hybridation et mise en question d'un modèle redistributif », <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02900207>.
- **GOURAIN, Youenn (2020)**,
« Infrastructures et interface nature et sociétés urbaines à Istanbul », in *Observatoire Urbain d'Istanbul*, <https://oui.hypotheses.org/5065>.
- **GOURAIN, Youenn, POYRAZ, Solène (2020)**,
« Quand les migrations font le quartier : acteurs, espaces et réseaux », in *Observatoire Urbain d'Istanbul*, <https://oui.hypotheses.org/5192>.
- **RATEAU, Mélanie (2020)**,
Blog scientifique personnel, <https://alternasud.hypotheses.org/>.
- **RATEAU, Mélanie (2020)**,
Géographie de la diversité d'accès à l'électricité dans l'urbain ouest-africain : les cas d'Ibadan et de Cotonou, <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-03017419/document>.

Articles de vulgarisation, articles parus dans les Médias (grande presse)

- **KOJIMA, Rina, INOUE, Masatoshi, AGUITON, Sara (2020)**,
« Au seuil de la catastrophe : entretien avec Yukari, auto-évacuée de l'accident nucléaire de Fukushima », *Panthère Première*, n°5, pp. 63-68.

- **LÉVY, Jean-Pierre (2020)**,
« Gentrification, crise économique : les classes populaires définitivement chassées des centres-villes ? », Interview avec Mike Beuve dans *Sputnik*, <https://sptnkne.ws/DBMC>.
- **PICON, Antoine (2020)**,
« Architecture was arrogant towards nature - This must change to humility. Smart cities can be green, interview with Srijana Mitra Das », *The Times of India*, p. 12.
- **PICON, Antoine (2020)**,
« Une longue tradition », *Ponts Alumni Magazine*, n°10, pp. 6-7.
- **POUPEAU, François-Mathieu (2020)**,
« Peut-on se passer des sciences humaines et sociales pour penser la transition énergétique ? », *Le Cahier des Ponts*, n°3, pp. 12-13.
- **UGHETTO, Pascal (2020)**,
« Comprendre le lean pour mieux le maîtriser », *Soins Cadres*, Vol. 29, n°118, pp. 9-14.

Films documentaires

- **COTTIN-MARX, Simon (2020)**,
« La minute recherche de la Chaire Citoyenneté », Sciences Po Saint-Germain-en-Laye, <https://chairecitoyennete.com/la-minute-recherche-de-simon-cottin-marx/>.
- **JEANNOT, Gilles (2020)**,
« En attendant les RIGP : histoire de la relation de service dans les services publics de réseaux », IGPDE, 11 septembre 2020, <https://www.youtube.com/watch?v=CE8B0v6h1ko>.
- **GIRY, Bernard, JEANNOT, Gilles (2020)**,
« La ville intelligente des promesses des résultats des limites », débat journée innovation et territoire organisé par la revue *Acteurs publics*, 25 novembre 2020, <https://www.acteurspublics.fr/webtv/emissions/journees-innovation-et-territoires/debat-la-ville-intelligente-des-promesses-des-resultats-des-limites>.
- **SOUAMI, Taoufik (2020)**,
Série d'entretiens filmés sur les enjeux de l'aménagement partenariat avec Le Moniteur et Le Journal du Grand Paris, diffusion prévue sur les réseaux sociaux et les sites des partenaires.

LISTE DES PUBLICATIONS

Rapports de recherche

- **ADISSON, Félix, DROZDZ Martine, HALBERT Ludovic, LASSERRE-BIGORRY Vincent, NAVARRE Françoise (2020),**
« L'investissement public local face au resserrement de la contrainte budgétaire : une approche par la diversité des configurations budgétaires du bloc local (2010-2017) », Banque des Territoires et Institut pour la recherche de la Caisse des Dépôts.
- **ARIK, Elvan (2020),**
"SOED 2020 - State of The Environment and Development in the Mediterranean. Chapter 1: Socioeconomic drivers and trends", Plan Bleu, UNEP-MAP, <https://planbleu.org/en/soed-2020-state-of-environment-and-development-in-mediterranean/>.
- **COTTIN-MARX, Simon (2020),**
« Relations et conflits au travail dans les petites entreprises associatives », INJEP.
- **COULONDRE, Alexandre (2020),**
« Les marchés résidentiels en Île-de-France : diversités locales et évolutions aux abords des futures gares », ORF et la DRIEA.
- **DUCCOURANT, Héléne (2020),**
« Le stockage de l'argent des clients Nickel. Analyse des pratiques d'épargne en milieu populaire », LATTs - École des Ponts ParisTech.
- **DUCCOURANT, Héléne,**
Moulévrier, Pascale (2020), « Les débiteurs face aux pratiques de recouvrement », LATTs - École des Ponts ParisTech.
- **GOURGUES, Guillaume, BÉAL, Vincent, CHAUVEL, Jeanne, DORMOIS, Rémi, GALIMBERTI, Deborah, GAREL, Marie, FRINAULT, Thomas, GUÉRANGER, David, PARNET, Christophe, PINSON, Gilles, SÉGAS, Sébastien (2020),**
« Les métropoles comme enjeu syndical : marginalité et avenir de l'action syndicale dans la territorialisation de l'action publique », IRES, Université de Franche-Comté, <http://www.ires.fr/index.php/etudes-recherches-ouvrages/etudes-des-organisations-syndicales/item/6180-les-metropoles-comme-enjeu-syndical-marginalite-et-avenir-de-l-action-syndicale-dans-la-territorialisation-de-l-action-publique>.

- **JAGLIN, Sylvie, WHITAKER, João (2020),**
« Formel, informel : besoin des deux. Informalités urbaines dans les Suds : mythes et réalités », in Mangin, David, Ferrand, Rémi, Boudjenane, Soraya (coord.), *Rez-de-Ville : inventaire/enquêtes/invention*, Paris, EAV&T, pp. 31-33 (rapport de recherche I-Site Futurs).
- **RATEAU, Mélanie (2020),**
« Cotonou, Les cabanes à compteurs », in Mangin, David, Ferrand, Rémi, Boudjenane, Soraya (coord.), *Rez-de-Ville : inventaire/enquêtes/invention*, Paris, EAV&T, pp. 242-245 (rapport de recherche I-Site Futurs), https://issuu.com/remiferrand/docs/rezdeville2020_jpg/238.

Site web de communication scientifique

- **AZÉMAR, Alice, GEFFROY, Alexandre, NOVEMBER, Valérie (2020),**
responsables éditoriaux du site internet, <https://urbarsiklab.org/fr/>.

LISTE DES OPÉRATIONS DE RECHERCHE

Sur la base des informations qui ont été remontées par les membres du LATTS. Ces projets ne donnent pas nécessairement lieu à des financements. Pour des raisons de concision, les institutions partenaires scientifiques ne sont pas mentionnées.

CHERCHEURS DU LATTS IMPLIQUÉS	TITRE DE L'OPÉRATION DE RECHERCHE	FINANCEUR(S) ÉVENTUEL(S)
Alexandre Coulondre	Ce que la donnée fait au marché immobilier	PUCA (Ministère de la Transition Écologique), LIFTI (Laboratoires d'Initiatives Foncières et Territoriales Innovantes), Crédit Logement, groupe BPCE
Alexandre Coulondre, Martine Drozd, Ludovic Halbert	« IAT » (Intelligence Artificielle Territoriale)	Centre des Hautes Études du Ministère de l'Intérieur (CHÉMI)
Olivier Coutard (porteur du projet), Meriam Bechir, Jean-Pierre Lévy, Camille Mesnil, Julien Salingue	Villes et transitions énergétiques : enjeux, leviers, processus et évaluation prospective pluridisciplinaire. Application à la région Île-de-France	Agence nationale de la recherche
Aude Danieli	Les enjeux sociaux du quantified self	Projet pluridisciplinaire de l'ANR « Quantiself / Enjeux sociaux de la quantification de soi » (ANR-16-CE26-0009), coordonné par É. Dagiral, Université de Paris, Télécom Paristech, Orange Labs
Martine Drozd (porteuse du projet), Félix Adisson, Ludovic Halbert, Yoan Miot, Elsa Vivant	Production Urbaine et Marchés	LabEx Futurs Urbains / PIA
Martine Drozd	COPOLIS	Agence nationale de la recherche
Martine Drozd, Taoufik Souami	Économie de l'aménagement	Chaire Aménager le Grand Paris
Hélène Ducourant	Ethnographie d'une foire aux dettes brésilienne	BQR Université Paris-Est Sup
Hélène Ducourant	« Se faire payer » : construction sociale d'un marché	Igera
Hélène Ducourant	Prévoir les difficultés budgétaires des clients fragiles	Fondation de l'Université de Nantes (alimentée par BPCE et EDF)
Agathe Euzen	Usages de l'eau dans le Ferlo sénégalais au fil des saisons sur la Grande Muraille Verte	
Agathe Euzen	Quelle eau pour quels usages le long de l'Oyapock ?	APR 2018 du LabEx DRIIHM
Agathe Euzen	Projet Sea'ties « Adaptation des villes à l'élévation du niveau de la mer » porté par la Plateforme Océan Climat	
Agathe Euzen	Développement du concept de « Ville baignable »	Piren Seine
Patrice Flichy	Numérique et partage du savoir	
David Guéranger	La métropolisation, une « nouvelle donne » territoriale ? La démocratie politique et sociale aux prises des reconfigurations urbaines	IRES
David Guéranger	Les élus et l'argent (ÉLUAR)	Agence nationale de la recherche
Ludovic Halbert (porteur du projet), Félix Adisson, Nicolas Maisetti	Investissement public local et systèmes territoriaux (InveST)	Agence nationale de la recherche
Ludovic Halbert (porteur du projet), Félix Adisson, Marie Bigorgne, Martine Drozd, Nicolas Maisetti	Investissement public local	Banque des Territoires
Ludovic Halbert (porteur du projet), Félix Adisson, Nicolas Maisetti	Ateliers acteurs-chercheurs	Réseau Finances Locales (Réseau FiL)
Ludovic Halbert	VIF : Vente HLM en Île-de-France	Union Social pour l'Habitat

LISTE DES OPÉRATIONS DE RECHERCHE

CHERCHEURS DU LATTS IMPLIQUÉS	TITRE DE L'OPÉRATION DE RECHERCHE	FINANCEUR(S) ÉVENTUEL(S)
Sylvy Jaglin (co-coordinatrice du projet), François-Mathieu Poupeau, Marika Rupeka (assistante de recherche), Jonathan Rutherford	INTENS. Fonctions d'interface énergétique dans les villes des Nords et des Suds : objets, systèmes, acteurs, métiers	I-SITE Future (projet Impulsion)
Sylvy Jaglin (co-coordinatrice du projet)	Hybridelec	Agence nationale de la recherche
Ozan Karaman (porteur du projet), Martine Drozd, Zhumin Zu, Mathilde Moaty	URBAN-REV POLITICS, The Urban Revolution and the Political	ERC
Ozan Karaman	Planetary urbanization in a comparative perspective	Singapore ETH Centre, ETH Zurich
Christian Lefèvre	Métropol. Firmes globales, stratégies et gouvernance des métropoles mondiales : une comparaison Londres, Paris, New York	I-SITE Future
Jean-Pierre Lévy	Modèles pour l'Analyse, la Décomposition et la Reconstruction de données de consommations Énergétiques (ANDRÉ)	I-SITE Future (projet Impulsion)
Alexandre Mathieu-Fritz (porteur du projet)	Accompagnement à l'autonomie en santé des patients adultes atteints de mucoviscidose	Association Grégory Lemarchal
Yoan Miot	Attributions des logements sociaux, politiques de peuplement et intercommunalités : quelles recompositions ?	Agence nationale de cohésion des territoires (ANCT) Union sociale pour l'habitat (USH) Institut pour la Recherche de la Caisse des dépôts Banque des territoires Plan urbanisme, construction, architecture (PUCA)
Yoan Miot	Ambert - Livradois-Foréz : déployer une démarche de revitalisation de centres-bourgs face à la vacance	PUCA (POPSU Territoires)
Yoan Miot	Bailleurs sociaux et acquéreurs face à la mise en marché du logement social. Une comparaison de marchés tendus et détendus dans les Hauts-de-France	Action logement Groupe La Banque des Territoires Fédération des entreprises sociales pour l'habitat Fédération des offices publics de l'habitat Fédération des coopératives HLM Institut pour la Recherche de la Caisse des Dépôts Procivis-Uesap Plan urbanisme, construction, architecture (Puca) Union sociale pour l'habitat
Yoan Miot	Financer les coûts d'urbanisation dans les opérations d'aménagement : l'économie de l'aménagement au concret	PUCA AdCF LIFTI Institut pour la Recherche de la Caisse des dépôts
Valérie November (porteuse du projet), Alice Azémar, Ingrid Canovas	Optimiser l'Anticipation et la Prise de décision en situation de crises extrêmes pour maintenir la Résilience de la société (APRIL)	Agence nationale de la recherche
Valérie November (porteuse du projet), Alice Azémar (pilotage stratégique et coordination), Alexandre Geffroy (analyse de réseau et coordination)	UrbaRiskLab (URL)	I-SITE Future
Valérie November (porteuse du projet), Alice Azémar	Visualisation collaborative en temps de pandémie	CARE MESRI
Valérie November	Management of citizens & volunteers : the social media contribution in crisis situation (MACIV)	Agence nationale de la recherche
Valérie November, Zhuyu Zang	Résilience des infrastructures et systèmes interconnectés (RésiISt)	Agence nationale de la recherche
Valérie November	Les réserves des musées de la ville de Paris. Enquêtes sur les infrastructures de la conservation de l'art et du patrimoine	Ville de Paris

LISTE DES OPÉRATIONS DE RECHERCHE

CHERCHEURS DU LATTS IMPLIQUÉS	TITRE DE L'OPÉRATION DE RECHERCHE	FINANCEUR(S) ÉVENTUEL(S)
Valérie November	Repenser le couple anticipation / prise de décision dans la gestion des crises	CNRS (bourse SMI 2020)
Antoine Picon	L'imaginaire de la ville verte et résiliente	
François-Mathieu Poupeau (porteur du projet), Julia Janke	Le MaaS (Mobility as a Service) comme instrument de régulation des mobilités	Chaire ENPC-RATP « Réguler la ville de demain »
François-Mathieu Poupeau	Dire la transition énergétique en France. L'État et l'élaboration de la PPE-SNBC	
Nathalie Roseau	Inventer le Grand Paris. Histoire croisée des métropoles	LabEx Futurs Urbains
Taoufik Souami	Les investisseurs au sein de la fabrique urbaine	Chaire « Aménager le Grand Paris »
Dilara Trupia	Étude sociologique non-interventionnelle sur la variabilité des pratiques de la télédermatologie (téléconsultation et/ou téléexpertise) selon les contextes de soin (ordinaire et crise)	Fondation de l'Avenir
Elsa Vivant	Les dimensions spatiales de la crise des opioïdes aux États-Unis	I-SITE Future
Geneviève Zembri-Mary	Pratiques et théories de la planification en aménagement et urbanisme au prisme de l'incertitude : comparaison européenne	
Geneviève Zembri-Mary	Construction sociale des incertitudes et des risques en aménagement et urbanisme : le cas des LGV	UrbaRiskLab

LISTE DES THÈSES EN COURS

Figure entre parenthèses l'année de démarrage de la thèse.

- **A. ALBERT (2016)**
Santé au travail : l'heure des objets connectés ?
Sous la direction de P. UGHETTO, OMI.
- **T. A. APEDO (2016)**
Le civic crowdfunding en France et aux États-Unis : trajectoires d'un dispositif de financement participatif au service du développement urbain.
Sous la direction de M. DIKEÇ et de J. RUTHERFORD, VTT.
- **B. AUGÉY (2019)**
La transformation agile d'une direction informatique : évolutions de l'organisation, du management et des métiers de la DSI de Pôle emploi.
Sous la direction de P. UGHETTO, OMI.
- **M. BECHIR (2018)**
Intégration des artefacts énergétiques dans la ville : réorganisation énergétique et nouvelles spatialités urbaines.
Sous la direction de S. TOUAMI, VTT.
- **C. BERTÉ (2017)**
La compensation écologique dans l'aménagement urbain : genèse d'un nouvel instrument d'action publique.
Sous la direction d'O. COUTARD, VTT.
- **M. BIGORNE (2017)**
L'action publique territoriale sous contrainte budgétaire ? La gestion financière des investissements publics locaux.
Sous la direction de F.-M. POUPEAU et de L. HALBERT, VTT.
- **L. CARDENAS-VELASQUEZ (2015)**
La formation des militants : les enjeux de socialisation à l'activité syndicale au sein de l'Union Syndicale Solidaires.
Sous la direction de J.-M. DENIS, OMI.
- **S. DAVID (2016)**
L'empreinte sociale de l'eau en Île-de-France.
Sous la direction d'A. EUZEN et de D. CHANTEUR, VTT.
- **P.-H. DURON (2019)**
Sociologie de l'innovation numérique dans l'enseignement supérieur français. Le cas des plateformes d'exercices auto-corrigés WIMS et PL.
Sous la direction d'A. MATHIEU-FRITZ, OMI.
- **J. FAYETON (2015)**
Jouer la crise : les exercices de gestion de crise en Île-de-France.
Sous la direction de V. NOVEMBER et d'O. BORRAZ, VTT.
- **G. FOURNIER (2019)**
La gouvernance de la mobilité urbaine : stratégies des acteurs de marché et modes de régulation à l'heure des plateformes numériques.
Sous la direction de F.-M. POUPEAU, OMI.
- **É.-C. GIBAUT (2018)**
Formes renouvelées de l'activité et nouveaux visages de l'emploi. Éclairer les zones d'ombre du travail en freelance dans le secteur bancaire.
Sous la direction de J.-M. DENIS, VTT.
- **Y. GOURAIN (2018)**
Interroger la prise en charge du risque sismique dans l'aménagement d'Istanbul.
Sous la direction de V. NOVEMBER, VTT.
- **E. GUILLOU (2017)**
Mini-réseaux d'électricité et petits opérateurs privés dans les quartiers périurbains d'Afrique sub-saharienne.
Sous la direction de S. JAGLIN, VTT.
- **I. HAMOUMI (2020)**
Étude croisée des « Politiques Villes et Territoires Intelligents » dans les villes moyennes : gouvernance, transformation de l'action publique et marché économique.
Sous la direction de G. JEANNOT, OMI.
- **M. HEINRICH (2020)**
Habitats et Habitants – Modélisation multidisciplinaire de la consommation d'énergie domestique.
Sous la direction de J.-P. LÉVY et de L. OUKHELLOU, VTT.
- **T. HEBERT (2020)**
Applications et effets de la loi du 20 août 2008 « portant rénovation de la démocratie sociale » sur la représentation syndicale et les élections professionnelles dans le secteur du nettoyage.
Sous la direction de J.-M. DENIS et de C. GUILLAUME, OMI.
- **S. KASRI (2013)**
L'architecture comme marqueur de risque.
Sous la direction de J.-P. LÉVY, VTT.
- **S. LABORDE (2020)**
La vie privée dans les villes intelligentes. Gouvernance, gestion et enjeux de la *privacy* dans le cadre du développement des *smart cities*.
Sous la direction d'A. MATHIEU-FRITZ, OMI.
- **V. MAGHIN (2018)**
Ce que le traitement automatisé des images fait à la gouvernamentalité.
Sous la direction de G. JEANNOT, OMI.
- **M. MARCHAND (2017)**
Les stratégies de transition énergétique des métropoles françaises. Outils, innovations et dynamiques institutionnelles.
Sous la direction de F.-M. POUPEAU, OMI.
- **C. MESNIL (2016)**
La carrière des solutions sociotechniques alternatives pour la transition énergétique. Analyse de cas en Île-de-France.
Sous la direction d'O. COUTARD et de C. GALLEZ, VTT.
- **M. MOATY (2017)**
La résistance urbaine à l'ère de la financiarisation de l'urbanisme : désobéissance et revendications à São Paulo face au capitalisme global.
Sous la direction de S. JAGLIN, d'O. KARAMAN et de J. WHITAKER, VTT.
- **É. MULLER (2019)**
Le développement de l'hydrogène dans les territoires : stratégies des acteurs privés et rôle des pouvoirs publics.
Sous la direction de F.-M. POUPEAU et de C. GALLEZ, VTT.
- **M. NDOYE (2019)**
Modélisation des comportements de consommation énergétique des bâtiments résidentiels.
Sous la direction de J.-P. LÉVY et de M. PELLEGRINO, VTT.
- **Y. PÉRÈS (2018)**
Appels à projets urbains innovants : quelles mutations des registres d'action des acteurs de la fabrique urbaine ?
Sous la direction d'E. VIVANT, VTT.
- **J. PINARD (2016)**
Des pratiques alternatives aux pratiques immobilières. La culture et le temporaire au service des acteurs de l'immobilier.
Sous la direction d'O. COUTARD et d'E. VIVANT, VTT.

LISTE DES CONTRATS DE RECHERCHE

→ P. PIRAS (2019)

Numérique et espaces urbains en Afrique subsaharienne : une approche par la matérialité et la spatialité des infrastructures.

Sous la direction de S. JAGLIN, VTT.

→ M. RATEAU (2016)

L'innovation frugale dans l'énergie hors réseau : une solution durable pour l'électrification de l'Afrique ?

Sous la direction de S. JAGLIN et d'A. CHOPLIN, VTT.

→ C. REY-THIBAUT (2017)

De la prévention des risques à la gestion de crise : les coulisses des scènes locales du risque dans les agglomérations.

Sous la direction de V. NOVEMBER, VTT.

→ F. ROCHON (2016)

Le modèle HLM existe-t-il ? Le logement social dans la politique du logement contemporaine en France.

Sous la direction de J.-P. LÉVY et de Y. FIJALKOW, VTT.

→ J. SALINGUE (2014)

Modélisation de l'habitat et du peuplement : une analyse longitudinale (1978-2013) à l'échelle nationale.

Sous la direction de J.-P. LÉVY, VTT.

→ O. SUSLOVA (2020)

Contester en Russie ? Dynamiques géographiques, sociales et politiques face à la rénovation.

Sous la direction d'E. VIVANT et de M. DROZDZ, VTT.

→ F. TRAORÉ (2016)

Des tiers-lieux pour la grande entreprise ? Activité et innovation dans les environnements de travail.

Sous la direction de P. UGHETTO, OMI.

Contrats gérés par l'UGE

Contrat Europe

→ IcSac, responsable S. Jaglin

ANR

→ April, responsable V. November
→ Éluar, responsable D. Guéranger
→ Hybridelec, responsable S. Jaglin
→ Invest, responsable L. Halbert
→ RésilSt, responsable V. November
→ Vite!, responsable O. Coutard

Contrats publics

→ Production urbaine et marché, LabEx Futurs Urbains, partenaire UPE, responsable M. Drozd
→ Ville et énergie, LabEx Futurs Urbains, partenaire UPE, responsable S. Jaglin
→ Inventer le Grand Paris, LabEx Futurs Urbains, partenaire UPE, responsable N. Roseau
→ Contrat CIFRE, thèse J. Pinard, partenaire SNCF, responsable E. Vivant
→ Caisse des Dépôts et Consignations, responsable L. Halbert
→ Ville de Roubaix, responsable Y. Miot
→ MÉTROPAL, I-SITE FUTURE, partenaire UPE, responsable C. Lefèvre
→ Pôle emploi, thèse B. Augey, responsable P. Ughetto
→ GIP EPAU, partenaire POPSU Territoires, responsable Y. Miot
→ RUCFU, LabEx Futurs Urbains, partenaire UPE, responsable O. Coutard
→ Ateliers Médicis, partenaire Médicis, responsable E. Vivant
→ UrbaRiskLab phase émergence, I-SITE FUTURE, partenaire UPE, responsable V. November
→ UrbaRiskLab phase croissance, I-SITE FUTURE, partenaire UPE, responsable V. November
→ ORME, I-SITE FUTURE, partenaire UPE, responsable C. Lefèvre
→ INTENS, I-SITE FUTURE, partenaire UPE, responsable S. Jaglin
→ Contrat CIFRE, thèse S. Laborde, partenaire EDF, responsable A. Mathieu-Fritz
→ Centre National de Ressources et de Résilience, responsable V. November
→ Revue Flux, partenaire CNRS, responsable O. Coutard

Contrats privés

→ Contrat CIFRE, thèse M. Marchand, partenaire ACADIE, responsable F.-M. Poupeau
→ Contrat CIFRE, thèse L. Cardenas, partenaire CEFI, responsable J.-M. Denis
→ UFC-CGT, responsable D. Guéranger
→ Contrat CIFRE, thèse E. Guillou, partenaire Hydroconseil, responsable S. Jaglin

→ Contrat CIFRE, thèse F. Rochon, partenaire USH, responsable J.-P. Lévy
→ Contrat CIFRE, thèse F. Traoré, partenaire Génie des lieux, responsable P. Ughetto
→ AHTI, responsable A. Mathieu-Fritz
→ DSOgroup, responsable H. Ducourant
→ Contrat CIFRE, thèse Y. Pérès, partenaire Algoé, responsable E. Vivant
→ USH, responsable Y. Miot

Contrat CNRS

Contrat Europe

→ URBAN-REV POLITICS, ERC, responsable O. Karaman

ANR

→ CoPolis, responsable M. Drozd

Contrats publics

→ Institut National Jeunesse Éducation Populaire, responsable G. Jeannot
→ Ministère de la Transition Écologique et Solidaire (DGITM), responsable S. Bernardin
→ Université Gustave Eiffel, responsable G. Jeannot

Contrats privés

→ EUROVIA, responsable P. Ughetto
→ Contrat CIFRE Kisio, thèse G. Fournier, responsable F.-M. Poupeau

Divers

→ Institut Français du Monde Associatif, responsable G. Jeannot

Contrats gérés par l'École des Ponts ParisTech

Contrat Europe

→ TOD-IS-RUR, responsable N. Roseau

ANR

→ MACIV, responsable V. November

Contrats publics

→ EIFER, thèse É. Muller, responsable F.-M. Poupeau
→ CHAIRE RATP, responsable F.-M. Poupeau

Contrats privés

→ Bouygues immobilier, thèse M. Bechir, responsable T. Souami

Divers

→ FiL, responsable L. HALBERT

LISTE DES RESPONSABILITÉS DANS DES FORMATIONS

- **F. Adisson**
Responsable du parcours « Programmation, projet, management urbain » (master 2),
École d'urbanisme de Paris.
- **J.-M. Denis**
Responsable pédagogique de la L3
de sociologie, UGE.
Responsable du Master mention
« Sciences sociales », UGE.
Responsable du M1 du Master
« Sciences sociales », UGE.
- **H. Ducourant**
Directrice adjointe de l'UFR SHS, UGE.
Responsable de la licence de sociologie, UGE.
- **S. Jaglin**
Responsable du parcours « Urbanisme et
Expertise internationale - Option Urbanisme
et Villes des Suds » (master 2),
École d'Urbanisme de Paris.
- **G. Jeannot**
Président du département SHS,
École des Ponts ParisTech.
- **C. Lefèvre**
Co-responsable du Master 2
« Développement des territoires »,
École d'Urbanisme de Paris.
- **Y. Miot**
Co-responsable du Master 2
« Développement urbain intégré »,
École d'Urbanisme de Paris.
- **T. Saoumi**
Directeur de l'Institut Français d'urbanisme.
Co-directeur de l'École d'Urbanisme de Paris.
- **P. Ughetto**
Responsable du parcours « Conduite du
changement, compétences et organisation »
(Master « Sciences sociales »), UGE.
- **E. Vivant**
Co-responsable de la licence 3
« Études Urbaines », UGE.
- **G. Zembri**
Responsable du Master « Géographie,
aménagement, environnement,
développement », spécialité « Exploitation
et développement des réseaux de
transport public », CY Cergy Paris Université
(masters 1 et 2).
Co-responsable du master mention
« Transport, Mobilité, Réseau »,
CY Cergy Paris Université.

MOTION DU LATTS SUR LA LOI DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DE LA RECHERCHE (LPPR)

Motion de l'Assemblée Générale Extraordinaire du LATTS (Laboratoire Techniques, Territoires et Sociétés, UMR 8134) réunie à Champs-sur-Marne le 7 février 2020

- Les membres du LATTS, réunis en Assemblée Générale Extraordinaire le 7 février 2020, sur la base de la lecture des trois rapports préparatoires au projet de loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR), expriment leurs plus vives inquiétudes face aux premières orientations qui se dessinent. Ces propositions, qui s'inscrivent dans un contexte plus général d'atteinte aux services publics et au régime de protection sociale (loi sur l'assurance chômage, loi de transformation de la fonction publique, loi sur les retraites), prolongent et accentuent des évolutions qui, depuis plus de dix ans, dégradent de manière continue les conditions de travail de l'ensemble des personnels de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche : surcharge de travail, baisse des dotations pérennes et renforcement des financements sur projet, baisse continue des postes de titulaires et recours croissant aux contractuels et aux vacataires, attaque du statut de fonctionnaire, paupérisation et précarisation des personnels et spécifiquement des contractuels (doctorant.e.s, post-doctorant.e.s, vacataires, personnels administratifs), individualisation des carrières soumises à une logique de performance.
- Loin de remettre en cause les effets des réformes passées, qui ont conduit à la situation dégradée que ces rapports dénoncent, les premières orientations esquissées par le Gouvernement l'amplifient :
 - en encourageant la précarisation de l'emploi scientifique, alors que la condition d'une recherche autonome et indépendante repose sur l'emploi pérenne ;
 - en généralisant le financement par appels à projets souvent étroitement thématiques, qui s'effectue au détriment de la recherche fondamentale et qui peut contribuer à réduire la dimension critique de la démarche scientifique, laquelle conduit à lever le voile sur des phénomènes peu visibles ou inconnus ;
 - en privilégiant une vision managériale de la recherche qui va à l'encontre de la collégialité par les pairs ;
 - en portant une vision de l'enseignement supérieur qui dévalorise le travail pédagogique ;
 - en ignorant le rôle que jouent les sciences humaines et sociales dans la compréhension fine des phénomènes sociaux et écologiques complexes.
- Les membres du LATTS constatent malheureusement chaque jour dans leurs activités les effets pervers de ces évolutions, qui altèrent leurs missions pédagogiques et scientifiques. Ils dénoncent vivement ces processus systématiques de dégradation qui ne peuvent que s'amplifier avec les logiques de concentration et de compétition que portent aujourd'hui les politiques, locales et nationales, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.
- Ils s'inquiètent, enfin, de la dégradation des formes de vie démocratique, y compris dans les universités. À ce titre, ils expriment leurs plus vives inquiétudes au sujet de la création de l'Université Gustave Eiffel. Cet « Établissement Public à caractère scientifique, culturel et professionnel expérimental », cité comme modèle par la ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, fait peser de grands risques sur la gouvernance collégiale de l'Université et fragilise d'ores et déjà les libertés académiques par la bureaucratisation des politiques de recherche. La préparation de cette nouvelle loi devrait être l'occasion de rompre avec ces

pratiques mais aussi de favoriser la qualité des formations à la recherche, d'assurer des conditions de travail propices à la créativité scientifique et de conforter la place de la connaissance dans le débat public.

→ En conséquence, l'Assemblée Générale Extraordinaire du LATTS demande :

- des budgets ambitieux et pérennes pour l'enseignement et la recherche ;
- le redéveloppement de l'emploi scientifique par le recrutement de personnels (chercheurs, enseignants-chercheurs, personnels d'appui à la recherche) sur postes statutaires, à hauteur de plusieurs milliers de recrutement par an en plus de la compensation des départs de permanents ;
- la dignité des conditions de travail : revalorisation des rémunérations (avec un effort particulier pour les débuts de carrière et les corps et grades les moins élevés), mensualisation des paiements des vacances, respect du droit du travail, reconnaissance des tâches administratives, fin du travail gratuit effectué notamment par les personnels non titulaires et rémunération de toutes les activités invisibles ;
- un bilan transparent et impartial sur l'octroi, l'usage et les retombées sur l'enseignement et la recherche du CIR (crédit impôt recherche), qui représente plus de 6 milliards d'euros ;
- l'augmentation des dotations de base des universités et des laboratoires afin de leur permettre d'honorer les offres de formation dans lesquelles les étudiant.e.s s'engagent, de mener des recherches exploratoires et de mettre en œuvre leur stratégie scientifique ;
- la fin des évaluations quantitatives, managériales et bureaucratiques consommatrices de temps et d'argent, qui devraient plutôt être consacrés aux missions premières de l'Université et des organismes de recherche ;
- la fin de la culture de la performance et de la mise en compétition entre candidat.es, laboratoires, universités, disciplines comme unique logique de référence.

→ L'Assemblée Générale Extraordinaire du LATTS s'inscrit dans la mobilisation en cours et encourage chacun de ses membres à s'investir dès à présent dans les mouvements à l'échelle locale et au niveau national.

Direction de publication :

Alexandre Mathieu-Fritz,
François-Mathieu Poupeau,
Nathalie Roseau.

Pilotage et coordination :

François-Mathieu Poupeau.

Collecte des données :

Assetou Coulibaly,
Virginie Detournay,
Delphine Du Pasquier.

Traitement des données de publications :

Frédérique Bordignon,
Delphine Du Pasquier
(pôle IST de l'École des Ponts ParisTech).

Graphisme et maquette :

Line Célo.

Fondé en 1986 autour des thématiques de la ville et de ses réseaux, ainsi que des entreprises et de leurs modèles d'organisation de la production, le LATTS est un laboratoire pluridisciplinaire en sciences humaines et sociales, spécialiste de la ville et des territoires, de l'action publique et du travail. Partant du constat que les mondes techniques revêtent une importance particulière et croissante dans les transformations spatiales, sociétales, économiques et politiques, il s'attache notamment à comprendre la manière dont les infrastructures et les dispositifs techniques sont façonnés par les divers mondes sociaux dans lesquels ils s'insèrent et, inversement, comment ils contribuent à les transformer. À travers de nombreuses enquêtes de terrain, les travaux qui sont menés au sein du laboratoire portent une triple ambition : pratiquer une interdisciplinarité exigeante, affirmer le principe d'un solide étayage empirique des recherches, favoriser le débat et la production théorique.

Unité mixte de recherche, le LATTS regroupe des chercheurs et enseignants-chercheurs issus du CNRS, de l'École des Ponts ParisTech et de l'Université Gustave Eiffel.

